

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ALLFUNDS BANK SAU

Société anonyme unipersonnelle de droit espagnol enregistrée sur le registre officiel des institutions financières de la Banque d’Espagne sous le code 0011
Calle de los Padres Dominicos 7 Madrid – Espagne

Adresse de la succursale en France :
18-20 Place de la Madeleine 75008 PARIS
879 907 046 R.C.S PARIS

Etats financiers au 31 décembre 2025

RAPPORT D’AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS ETABLI PAR UN AUDITEUR INDEPENDANT

Traduction d’un rapport et d’états financiers initialement publiés en espagnol. En cas de divergence, la version en espagnol fait foi

Rapport sur les états financiers

Avis

Nous avons vérifié les états financiers de ALLFUNDS BANK, S.A.U. (la Société), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, le compte de résultat, l’état du résultat global, l’état des variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes pour l’exercice clos à cette date.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle de la situation financière et des capitaux propres de la Société au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats financiers et de ses flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Espagne (précisé à la Note 1.b des états financiers ci-joints) et, plus particulièrement, aux principes et critères comptables qui y sont énoncés.

Base de l’avis

Nous avons effectué notre audit conformément aux règles d’audit en vigueur en Espagne. Nos responsabilités au titre de ces réglementations sont décrites plus en détail dans la section *Responsabilités de l’auditeur dans le cadre de l’audit des états financiers* de notre rapport.

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux exigences éthiques, y compris celles relatives à l’indépendance, qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers en Espagne, comme l’exige la réglementation en vigueur en matière d’audit. A cet égard, nous n’avons pas fourni de services autres que d’audit et il ne s’est produit aucune situation ou circonstance susceptible de compromettre notre indépendance obligatoire d’une manière interdite par les exigences susmentionnées.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre avis.

Questions clés de l’audit

Les questions clés de l’audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, ont eu le plus d’importance dans notre audit des états financiers de la période en cours. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et de la formation de notre opinion d’audit sur ceux-ci, et nous ne fournissons pas d’avis différent sur ces questions.

Comptabilisation des produits provenant des honoraires et commissions liés à la commercialisation de fonds d’investissement

Description	<p>Comme indiqué dans la note 20 des états financiers ci-joints, les honoraires et commissions perçus au titre de la commercialisation de fonds d’investissement se sont élevés à 469 670 milliers d’euros.</p> <p>Les principes et critères de comptabilisation utilisés pour comptabiliser ces honoraires et commissions sont expliqués dans la note 2.I) des états financiers ci-joints.</p> <p>Compte tenu de l’importance de ces honoraires et commissions en pourcentage du chiffre d’affaires total de la Société, tant en termes de montant que de volume des transactions sur lesquelles ils ont été perçus, nous avons estimé que la comptabilisation des produits d’honoraires et de commissions constituait un point clé de l’audit.</p>
-------------	--

Notre Réponse	<p>Notre approche d'audit a consisté à examiner et à évaluer l'environnement de contrôle interne lié au processus de comptabilisation des produits provenant des honoraires et commissions liés à la commercialisation de produits.</p> <p>Dans le cadre de l'examen et de l'évaluation de l'environnement de contrôle interne, nous avons notamment mis en œuvre les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Comprendre les systèmes d'information et les applications utilisés par la Société pour gérer, suivre et enregistrer les recettes issues de la commercialisation des produits. ► Evaluer la conception des contrôles pertinents mis en place dans ces systèmes d'information et ces applications. Nos travaux ont notamment consisté à examiner le Rapport de l'expert indépendant décrivant les contrôles, la conception et l'efficacité opérationnelle de l'environnement technologique (ISAE 3402) pour l'année 2025, qui couvrait les systèmes d'information et les applications utilisés pour gérer, surveiller et enregistrer les revenus issus de la commercialisation de fonds d'investissement. <p>Nous avons également mis en œuvre, entre autres, les procédures de vérification suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Nous avons recalculé, pour les honoraires et commissions liés à la commercialisation de fonds d'investissement gérés à l'aide d'une application spécifique, les honoraires et commissions perçus en 2025, et nous avons vérifié, pour un échantillon représentatif des opérations comptabilisées dans cette application au cours de l'année, l'exactitude des variables utilisées dans le calcul par rapport aux pièces justificatives correspondantes. ► Nous avons examiné les clauses contractuelles fixant les honoraires et commissions liés à la commercialisation de fonds d'investissement dans un échantillon de contrats conclus entre des distributeurs et des gestionnaires de fonds d'investissement, afin de déterminer si celles-ci remplissaient les conditions requises pour la comptabilisation des produits. ► Nous avons obtenu, pour un échantillon de produits, des confirmations de tiers afin de vérifier le montant des produits comptabilisés au titre des honoraires et commissions perçus en 2025. ► Nous avons vérifié, sur la base d'un échantillon des honoraires et commissions perçus, les montants encaissés en 2025. ► Nous avons vérifié, pour un échantillon des honoraires et commissions à recevoir accumulés à la fin de l'année 2025, leur recouvrement ultérieur. ► Nous avons analysé, le cas échéant, les ajustements apportés aux estimations des honoraires et commissions perçus en 2025.
----------------------	--

Evaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles résultant de regroupements d'entreprises

Description	<p>Comme indiqué dans la note 9 des états financiers, la Société a inscrit au bilan un goodwill lié aux différentes unités génératrices de trésorerie (UGT), net des amortissements cumulés, d'un montant de 156 647 milliers d'euros. Ces UGT comprennent également des immobilisations incorporelles d'un montant de 170 594 milliers d'euros, nettes des amortissements cumulés, identifiées à l'occasion des différents regroupements d'entreprises ayant donné naissance à ces UGT. La valeur recouvrable estimée de chaque UGT a été calculée sur la base de la valeur d'utilité, déterminée par la direction de la Société avec l'aide d'un expert. Ces montants recouvrables ont été déterminés en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus, ce qui a nécessité que la direction de la Société fasse preuve de discernement quant à certaines hypothèses clés, telles que les tendances relatives au volume des actifs gérés, aux honoraires et commissions générés par cette gestion, au taux d'actualisation et au taux de croissance à long terme.</p>
Notre Réponse	<p>Les informations relatives aux critères utilisés par la direction et aux principales hypothèses retenues pour déterminer la dépréciation du goodwill figurent dans les notes 2.h) et 9 des états financiers ci-joints.</p> <p>L'évaluation de ces actifs nécessite le recours à des jugements et à des hypothèses importants. Compte tenu de cela, ainsi que de l'importance et de la pertinence de ces actifs dans le bilan de la Société, nous avons estimé que l'évaluation de leur valeur constituait un point clé de l'audit.</p> <p>Nos procédures d'audit, menées avec la participation de nos experts en évaluation, ont principalement consisté en ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Compréhension de la procédure mise en place par la Société pour évaluer le goodwill et les immobilisations incorporelles identifiés lors des regroupements d'entreprises. ► Examen des critères utilisés pour définir les CGU auxquelles le goodwill est affecté et, le cas échéant, les immobilisations incorporelles identifiées dans chaque regroupement d'entreprises. ► Evaluation de la méthodologie utilisée pour déterminer s'il existe une perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles et, le cas échéant, quantifier le montant des pertes. ► Evaluation des principales hypothèses et variables utilisées par la direction pour établir les projections financières de l'entreprise (par exemple, le volume des actifs gérés, les frais et commissions générés, ainsi que les taux de croissance de l'activité). ► Examen des rapports d'évaluation établis par un expert externe, qui ont servi de base à l'évaluation par la direction de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiées dans chaque regroupement d'entreprises, et évaluation des hypothèses et variables utilisées pour déterminer le taux d'actualisation et le taux de croissance à perpétuité. ► Examen de l'analyse de sensibilité réalisée par la direction afin d'évaluer les effets des variations des variables clés sur les résultats des tests de dépréciation effectués. ► Vérification de l'exactitude arithmétique des calculs utilisés dans le modèle d'évaluation. <p>Nous avons également vérifié si les informations fournies dans l'annexe aux états financiers ci-joints sont adéquates, conformément au cadre réglementaire en matière d'information financière applicable à la Société.</p>

Evaluation de la dépréciation des participations dans Allfunds Digital, S.L.U. et Allfunds Digital Solutions, S.L.U.

Description	<p>Au 31 décembre 2024, la Société détenait des participations dans Allfunds Digital, S.L.U. et Allfunds Digital Solutions, S.L.U., toutes deux liées au secteur du numérique, dont les valeurs comptables nettes s'élevaient respectivement à 44 578 000 euros et 28 003 000 euros, comme indiqué dans la note 7 des états financiers ci-joints.</p> <p>Comme indiqué à la note 1.I) concernant ces participations et les activités qui y sont liées, au quatrième trimestre 2025, la direction de la Société, dans le cadre de la révision stratégique et de la réorganisation engagées vers le milieu de l'année, a décidé de céder l'une de ces activités, ce qui a entraîné une dépréciation de la valeur de la participation dans Allfunds Digital, S.L.U. d'un montant de 163 000 000 euros.</p> <p>Comme indiqué à la note 2.p) des états financiers ci-joints, les participations dans les filiales sont évaluées à leur coût d'acquisition, diminué des pertes de valeur cumulées, estimées sur la base de la valeur recouvrable de la participation. Pour estimer la valeur recouvrable de ces participations, la Société procède à une évaluation tenant compte de l'activité des sociétés dans lesquelles elle détient des participations, en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie (DCF) pour les flux de trésorerie attendus de cette activité.</p>
Notre Réponse	<p>Dans certains cas, la détermination de la valeur recouvrable repose sur le résultat d'estimations complexes qui exigent de la direction de la Société qu'elle applique des critères, émette des jugements et formule des hypothèses. Compte tenu de l'importance de cet investissement et de la complexité inhérente à la détermination de la valeur recouvrable, nous avons estimé qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit.</p> <p>Nos procédures d'audit, menées avec la participation de nos experts en évaluation, ont principalement consisté en ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Compréhension de la procédure mise en place par la Société pour déterminer les pertes de valeur sur les participations dans des filiales. ► Examen des prévisions financières établies pour les différentes activités exercées par Allfunds Digital, S.A.U. et Allfunds Digital Solutions, S.L.U. ► Examen du rapport d'évaluation établi par un expert externe, évaluation du bien-fondé de la méthodologie et la pertinence du modèle d'évaluation utilisé, et passage en revue des hypothèses financières, telles que le taux d'actualisation et le taux de croissance à perpétuité. ► Obtention et examen des contrats conclus avec des tiers concernant la vente des activités faisant partie des investissements. ► Vérification de l'exactitude arithmétique des calculs utilisés dans le modèle d'évaluation. <p>Nous avons également vérifié si les informations fournies dans l'annexe aux états financiers ci-joints ont été établies conformément au cadre réglementaire en matière d'information financière applicable à la Société.</p>

Autres informations : Rapport de gestion

Les autres informations se réfèrent exclusivement au rapport de gestion 2025, dont la préparation relève de la responsabilité des administrateurs de la Société et ne fait pas partie intégrante des états financiers.

Notre opinion d'audit sur les états financiers ne couvre pas le rapport de gestion. Notre responsabilité concernant le rapport de gestion, conformément à la réglementation espagnole en vigueur en matière d'audit, consiste à :

- a. Vérifier uniquement que le rapport non financier consolidé a été fourni conformément à la réglementation en vigueur et, dans le cas contraire, le signaler.
- b. Evaluer et rendre compte de la cohérence des autres informations figurant dans le rapport de gestion avec les états financiers, sur la base des connaissances acquises au sujet de la Société au cours de l'audit, ainsi qu'évaluer et rendre compte de la conformité du contenu et de la présentation de cette partie du rapport de gestion avec la réglementation applicable. Si, au vu des travaux effectués, nous concluons à l'existence d'anomalies significatives, nous sommes tenus de les signaler.

Sur la base des travaux effectués, tels que décrits ci-dessus, nous avons vérifié que les informations visées au point a) ci-dessus ont été fournies conformément à la réglementation en vigueur et que les autres informations contenues dans le rapport de gestion sont cohérentes avec celles figurant dans les états financiers de 2025 ; leur contenu et leur présentation sont conformes à la réglementation en vigueur.

Responsabilités des administrateurs et du Comité des risques et d'audit concernant les états financiers

Les administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers ci-joints, de manière à ce qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société, conformément au référentiel comptable applicable à la Société en Espagne, ainsi que du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs sont responsables de l'évaluation de la capacité de la Société à poursuivre son activité, de la déclaration, le cas échéant, des questions liées à la continuité de l'exploitation et de l'application du principe de continuité de l'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou s'ils n'ont pas d'autre solution réaliste que d'agir ainsi.

Le Comité des risques et d'audit est chargé de superviser le processus d'établissement et de présentation des états financiers.

Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit comprenant notre opinion.

L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément aux règles d'audit en vigueur en Espagne permettra toujours de détecter une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou globalement, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux règles d'audit en vigueur en Espagne, nous exerçons un jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. De même, nous devons :

- ▶ Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions intentionnelles, des déclarations inexactes ou le contournement du contrôle interne.
- ▶ Bien comprendre le contrôle interne pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- ▶ Évaluer l'adéquation des principes comptables utilisés et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par la direction.
- ▶ Se prononcer sur le bien-fondé du recours par les administrateurs au principe de la continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants obtenus lors de l'audit, indiquer s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou à des situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les informations fournies à ce sujet dans les états financiers ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les preuves d'audit obtenues jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou des conditions futurs peuvent amener la Société à ne plus être en situation de continuité d'exploitation.
- ▶ Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations à fournir, et déterminer si les états financiers représentent les transactions et les événements sous-jacents de manière à donner une image fidèle.

Nous communiquons avec le comité des risques et d'audit de la Société, notamment au sujet de la portée et du calendrier de l'audit, ainsi que des constatations importantes issues de celui-ci, y compris toute déficience significative du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous remettons également au Comité des risques et d'audit de la Société une déclaration attestant que nous avons respecté les exigences éthiques applicables en matière d'indépendance et nous lui communiquons tous les éléments susceptibles d'être raisonnablement considérés comme ayant une incidence sur notre indépendance ainsi que, le cas échéant, les mesures de protection mises en place pour éliminer ou réduire cette menace.

A partir des informations communiquées par le Comité des risques et d'audit de la Société, nous identifions les points qui ont revêtu la plus grande importance dans le cadre de l'audit des états financiers de l'exercice considéré et qui constituent donc les points clés de l'audit.

Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, à moins que la loi ou la réglementation n'interdise de les rendre publiques.

Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Rapport complémentaire au Comité des risques et d'audit

L'opinion exprimée dans le présent rapport d'audit est conforme au rapport complémentaire que nous avons remis au Comité des risques et d'audit de la Société le 30 mars 2026.

Durée de la mission

L'unique actionnaire de la Société, en date du 25 mars 2024, nous a désignés comme commissaires aux comptes pour une période de trois ans, à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

ERNST & YOUNG, S.L.

(Inscrit au registre officiel des commissaires aux comptes sous le n° S0530)

Hector Martin Diaz

(Inscrit au Registre officiel des commissaires aux comptes sous le n° 21679)

30 mars 2026

ETAT FINANCIERS

ALLFUNDS BANK, S.A.U.
BILAN AUX 31 décembre 2025 ET 2024
(En milliers d'euros)

ACTIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024 (*)
TRESORERIE, SOLDES DE TRESORERIE AUPRES DES BANQUES CENTRALES ET AUTRES DEPOTS A VUE	5	2 509 242	2 609 487
ACTIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION	17	1 347	927
Dérives		1 347	927
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement			
ACTIFS FINANCIERS NON NEGOCIES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT		9 796	11 235
Titres de créance		-	-
Instruments de capitaux propres	2	9 796	11 235
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement			
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CUMUL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :		-	-
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement		-	-
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI :	6	735 004	272 313
Titres de créance		72 907	-
Prêts et avances -		662 097	272 313
Aux banques centrales		-	-
Aux établissements de crédit		411 542	93 034
Aux clients		250 555	179 279
Postes pour mémoire : Prêt ou livraison à titre de garantie assortis de droits de cession ou de nantissement			
COUVERTURE DES PRODUITS DERIVES		-	-
VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES POSTES COUVERTS DANS LE PORTEFEUILLE DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTERET		-	-
INVESTISSEMENTS DANS DES FILIALES ET DES ET ASSOCIES	7	115 534	244 527
Filiales		115 534	244 527
Coentreprises		-	-
Entreprises associées		-	-
ACTIFS CORPORELS :	8	20 910	22 341
Immobilisations corporelles - Pour usage propre		20 910	22 341
Postes pour mémoire : autres actifs loués dans le cadre contrat de location-financement			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	9	606 343	622 443
Goodwill		156 545	185 453
Autres immobilisations incorporelles		449 798	436 990
ACTIFS FISCAUX :	11	45 061	47 146
Courantes		9 664	4 661
Différé		35 397	42 485
AUTRES ACTIFS :	12	135 650	117 768
Autres postes		135 650	117 768
ACTIFS NON COURANTS ET GROUPES A CEDER	7,1	1 500	-
DETENUS EN VUE DE LA VENTE			
TOTAL DE L'ACTIF		4 180 38	3 948 187
POSTES POUR MEMOIRE :			
Engagements de prêts donnés		-	-
Garanties financières accordées		-	-
Autres engagements pris	16	126 538	122 324

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2025	31/12/2024 (*)
PASSIF :			
PASSIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION :	17	764	1 896
Dérives de transaction		764	1 896
PASSIFS FINANCIERS DESIGNES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT		-	-
Poste pour mémoire : passif subordonné		-	-
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI :	13	2 816 587	2 364 995
Dépôts -		2 153 422	1 784 827
Etablissements de crédit		716 534	556 492
Clients		1 436 888	1 228 335
Autres passifs financiers		663 165	580 168
Poste pour mémoire : passif subordonné		-	-
COUVERTURE DES PRODUITS DERIVES		-	-
VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES POSTES DANS LES COUVERTURES DE PORTEFEUILLE DES RISQUE		-	-
PROVISIONS	10	7 388	5 388
Obligations au titre des pensions et autres prestations définies postérieures à l'emploi		4 757	4 842
Autres avantages à long terme du personnel		-	-
Questions juridiques en suspens et litiges fiscaux		-	-
Engagements et garanties donnés		-	-
Autres provisions		2 631	546
PASSIFS D'IMPOTS :	11	12 136	29 042
Courantes		9 667	27 624
Produits différés		2 469	1 418
CAPITAL SOCIAL REMBOURSABLE SUR DEMANDE		-	-
AUTRES PASSIFS	12	65 480	48 720
PASSIFS INCLUS DANS DES GROUPES A CEDER CLASSES COMME DETENUS EN VUE DE LA VENTE		-	-
TOTAL DU PASSIF		2 902 35	2 450 04
CAPITAUX PROPRES :			
CAPITAUX PROPRES :		1 280 397	1 501 139
Capital	14	81 048	81 048
Capital libéré		81 048	81 048
Capital non libéré		-	-
Postes pour mémoire : Capital non appelé		-	-
Primes d'émission	14	1 197 992	1 197 992
Autres composantes des capitaux propres		90 972	84 816
Résultats non distribués	15	(30 717)	238 279
Profit		13 102	(45 496)
Moins : Dividendes intérimaires	3	(72 000)	(55 500)
CUMUL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :		(2 365)	(2 993)
Postes non susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat		(2 059)	(2 231)
Profits ou (-) pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies		(2 059)	(2 231)
Postes susceptibles d'être reclassés en résultat		(306)	(762)
Conversion de devises étrangères		(306)	(762)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1 278 03	1 498 14
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		4 180 38	3 948 18

(*) Présenté à des fins de comparaison uniquement.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes ainsi que les Annexes I, II et III font partie intégrante du bilan de l'exercice 2025

COMPTES DE RESULTAT **POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 décembre 2025 ET 2024**

(En milliers d'euros)

	Notes	Recettes/(dépendes)	
		2025	2024 (*)
REVENUS D'INTERETS	18	79 940	102 559
<i>Actifs financiers à la juste valeur avec variations dans les autres éléments du résultat global</i>		-	-
<i>Actifs financiers au coût amorti</i>		79 940	102 559
<i>Autres produits d'intérêts</i>		-	-
CHARGES D'INTERET	19	(2 009)	(1 754)
DEPENSES SUR LE CAPITAL SOCIAL REMBOURSABLE SUR DEMANDE		-	-
REVENUS NETS D'INTERETS		77 931	100 805
REVENUS DE DIVIDENDES		6	3
PRODUITS DES HONORAIRES ET DES COMMISSIONS	20	555 872	519 383
FRAIS D'HONORAIRES ET DE COMMISSIONS	21	(26 970)	(23 080)
GAINS OU PERTES SUR LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS		-	-
GAINS OU PERTES NETS SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION, NETS		583	(969)
GAINS OU PERTES SUR LES ACTIFS FINANCIERS NON NEGOCIES OBLIGATOIREMENT A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NETS		586	747
GAINS/(PERTES) SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DESIGNES A LEUR JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT, NET		-	-
GAINS OU PERTES RESULTANT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE, NETS		-	-
ECARTS DE CHANGE (nets)		(2 640)	871
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	23	52 185	10 451
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	23	(6 878)	(4 607)
REVENU BRUT		650 675	603 604
FRAIS D'ADMINISTRATION :	22	(225 063)	(203 766)
<i>Frais de personnel</i>		(138 740)	(120 687)
<i>Autres charges administratives</i>		(86 323)	(83 079)
DEPRECIATION	8 et 9	(140,73)	(161 033)
PROVISIONS OU REPRISES SUR PROVISIONS	10	53	106
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS FINANCIERS NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RESULTAT OU DES GAINS NETS PAR MODIFICATION	6	(2 949)	(3 922)
<i>Actifs financiers évalués au coût amorti</i>		(2 949)	(3 922)
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS FINANCIERS OU DE PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES, COENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIEES	1,k)	(166 800)	-
DEPRECIATION OU REPRISE DE DEPRECIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS	8	(731)	(169 032)
GOODWILL NEGATIF COMPTABILISE EN RESULTAT		-	-
GAINS OU PERTES PROVENANT D'ACTIFS NON COURANTS ET DE GROUPES A CEDER CLASSES COMME DETENUS A DES FINS DE VENTE NON QUALIFIEE D'ACTIVITE ABANDONNEE	1,k)	(16 000)	-
BENEFICE D'EXPLOITATION AVANT IMPOTS		98 451	65 957
CHARGE OU PRODUIT D'IMPOT LIE AU RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES	11	(85 349)	(111 453)
BENEFICE DES ACTIVITES POURSUIVIES		13 102	(45 496)
BENEFICE DES ACTIVITES ABANDONNEES (net)		-	-
PROFIT		13 102	(45 496)

* Présentés à des fins de comparaison uniquement.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes ainsi que les Annexes I, II et III font partie intégrante du compte de résultat de l'exercice 2025.

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES POUR LES EXERCICES CLOS LES

31 décembre 2025 ET 2024

(En milliers d'euros)

	Recettes/(dépendences)	
	2025	2024 (†)
BENEFICE COMPTABILISE DANS LE COMPTE DE RESULTAT	13 102	(45 496)
AUTRES PRODUITS (CHARGES) COMPTABILISES	628	(42 752)
Postes non susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat :	172	(502)
Gains et pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies	172	(502)
Actifs non courants et groupes à céder d'éléments détenus en vue de la vente		
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur		
Gains ou (-) pertes résultant de la comptabilisation des couvertures d'instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur avec les variations d'autres éléments du résultat global, nets.		
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur avec les variations d'autres éléments du résultat global (poste couvert)		
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur avec les variations d'autres éléments du résultat global (instrument de couverture)		
Variations de la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat attribuables aux variations du risque de crédit		
Impôt sur le revenu relatif à des postes non susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat		
Postes susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat :	456	(42 250)
Couverture d'investissements nets dans des activités à l'étranger (part effective)		
Conversion de devises étrangères	456	(42 250)
Gains ou (-) pertes de change comptabilisés en capitaux propres	456	(4 976)
Transférés au profit ou à la perte		(37 274)
Autres reclassements		
Couvertures de flux de trésorerie (part effective)		
Instruments de couverture (postes non désignés)		
Instruments de dette à la juste valeur avec variations d'autres éléments du résultat global :		
Gains ou pertes d'évaluation pris en compte dans les capitaux propres		
Actifs non courants et groupes à céder classés comme détenus en vue de la vente		
Impôt sur le revenu relatif aux postes susceptibles d'être reclassés dans le compte de résultat		
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES	13 730	(88 248)

† Présentés à des fins de comparaison uniquement.
Les Notes 1 à 27 ci-jointes ainsi que les Annexes I, II et III font partie intégrante du compte de résultat approuvé de l'exercice 2025.

ETATS DES VARIATIONS DU TOTAL DES CAPITAUX PROPRES POUR LES EXERCICES CLOS LES
31 décembre 2025 ET 2024

(En milliers d’euros)

2025

	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES							
	Capital libéré	Primes d’émission	Autres composantes des capitaux propres	Résultats non distribués	Profit ou perte	Dividendes intérimaires	Cumul des autres éléments du résultat global	Total Capitaux propres
SOLDE D’OUVERTURE (AVANT REVISION)								1 498 14
	81 048	1 197 992	84 816	238 279	(45 496)	(55 500)	(2 993)	6
Effets des corrections d’erreurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets des modifications des principes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE D’OUVERTURE AJUSTE AU 1 ^{ER} JANVIER 2025 (‡)	81 048	1 197 992	84 816	238 279	(45 496)	(55 500)	(2 993)	1 498 14
								6
Total du résultat global de l’exercice	-	-	-	-	13 102	-	628	13 730
Autres variations des capitaux propres :	-	-	6 156	(268 996)	45 496	(16 500)	-	(233 844)
Emission d’actions ordinaires (Note 14)	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes (Note 3)	-	-	-	(168 000)	-	(72 000)	-	(240 000)
Transferts entre composantes des capitaux propres	-	-	-	(100 996)	45 496	55 500	-	-
Autres variations des capitaux propres (Note 22)	-	-	6 156	-	-	-	-	6 156
SOLDE FINAL AU 31 décembre 2025	81 048	1 197 992	90 972	(30 717)	13 102	(72 000)	(2 365)	1 278 03
								2

2024 (*)

	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES							
	Capital libéré	Primes d’émission	Autres composantes des capitaux propres	Résultats non distribués	Profit ou perte	Dividendes intérimaires	Cumul des autres éléments du résultat global	Total Capitaux propres
SOLDE D’OUVERTURE (AVANT REVISION)								1 649 645
	80 448	1 186 592	46 567	237 357	115 922	(57 000)	39 759	1 649 645
Effets des corrections d’erreurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets des modifications des principes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE D’OUVERTURE AJUSTE AU 1 ^{ER} JANVIER 2024	80 448	1 186 592	46 567	237 357	115 922	(57 000)	39 759	1 649 645
Total du résultat global de l’exercice					(45 496)		(42 752)	(88 248)
Autres variations des capitaux propres :	600	11 400	38 249	922	(115 922)	1 500	-	(63 251)
Emission d’actions ordinaires	600	11 400	-	-	-	-	-	12 000
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(58 000)	(55 500)	-	(113 500)
Transferts entre composantes des capitaux propres	-	-	-	922	(57 922)	57 000	-	-
Autres augmentations ou diminutions des capitaux propres	-	-	38 249	-	-	-	-	38 249
SOLDE FINAL AU 31 DECEMBRE 2024	81 048	1 197 992	84 816	238 279	(45 496)	(55 500)	(2 993)	1 498 146

‡ Présenté à titre comparatif uniquement.
Les Notes 1 à 27 ci-jointes ainsi que les Annexes I, II et III font partie intégrante du tableau de variation des capitaux propres de l’exercice 2025.

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 décembre 2025 ET 2024

(En milliers d'euros)

	2025	2024(*)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION :		
Bénéfice de l'exercice	13 102	(45 496)
Ajustements pour obtenir le flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	422 135	448 023
Amortissements et dépréciations	140 734	161 033
Autres ajustements	281 401	286 990
Augmentation/diminution nette des actifs d'exploitation-		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	(420)	1 932
Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 439	40
Actifs financiers au coût amorti	(502 653)	3 724
Autres actifs d'exploitation	(17 883)	(12 312)
Augmentation/diminution nette des dettes d'exploitation-	(519 517)	(6 616)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	(1 132)	
Passifs financiers au coût amorti	451 593	630 400 093
Autres dettes d'exploitation	15 606	(4 407)
Perception/paiements de l'impôt sur le revenu	466 067	396 316
Total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(98 901)	(84 916)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT :	282 886	707 311
Paiements -		
Immobilisations corporelles	(7 563)	(2 029)
Immobilisations incorporelles	(118 821)	(70 047)
Investissements dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées	(14 107)	(12 219)
Autres paiements liés aux activités d'investissement		
Recouvrements-		
Total des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(140 491)	(84 295)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT :		
Investissement		
Dividendes	(240 000)	(113 500)
Recouvrements-		
Emission d'instruments de capitaux propres		12 000
Total des flux de trésorerie provenant des activités de financement	(240 000)	(101 500)
EFFET DES VARIATIONS DES TAUX DE CHANGE	(2 640)	871
AUGMENTATION/DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE :	(100 245)	522 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	2 609 487	2 087 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	2 509 242	2 609 487
POINTS POUR MEMOIRE		
COMPOSANTES DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE :		
Trésorerie		3
Equivalents de trésorerie auprès des banques centrales	2 168 164	1 606 377
Autres actifs financiers	826 076	1 003 107
TOTAL DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 509 242	2 609 487

(*) Présenté à des fins de comparaison uniquement.

Les Notes 1 à 27 ci-jointes ainsi que les Annexes I, II et III font partie intégrante du tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2025.

Traduction des états financiers publiés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable à la Société (voir notes 1 et 27). En cas de divergence, la version espagnole prévaut.

Notes annexes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

1. Description de la Banque, principes de présentation des états financiers et autres informations

a) Description de la Banque

Allfunds Bank, S.A.U. (« la Banque ») a été constituée à Madrid le 14 décembre 2000 pour une durée indéterminée. La Banque est une entité de droit privé soumise aux règles et réglementations applicables aux banques opérant en Espagne. Le 4 février 2019, la Banque a transféré son siège social à calle de los Padres Dominicos 7 (Madrid), où les statuts et d'autres informations publiques sur la Banque peuvent être consultés. La Banque est inscrite au Registre officiel des institutions financières de la Banque d'Espagne sous le code 0011.

Les activités qui constituent les objectifs de la Banque sont les suivantes :

- a. L'exercice de toutes sortes d'activités, d'opérations et de services bancaires en général, qui y sont liés ou qui sont autorisés par la législation en vigueur.
- b. L'acquisition, la détention, l'utilisation, l'administration et la cession de titres négociables espagnols et étrangers, d'actions et de participations dans des sociétés, conformément à la législation en vigueur.
- c. La prestation de services d'investissement et de toute activité complémentaire applicable en vertu de la législation en vigueur.

Au 31 décembre 2025, la Banque exerce ses activités par l'intermédiaire d'un bureau en Espagne, de huit succursales à l'étranger (Italie, Royaume-Uni, Singapour, France, Pologne, Luxembourg, Suisse et Suède) et de trois bureaux de représentation à l'étranger (Colombie, Chili et Etats-Unis). Outre les opérations qu'elle exerce directement, la Banque est à la tête d'un groupe de filiales (voir Note 7) qui exercent diverses activités commerciales et qui composent, avec elle, le groupe Allfunds (« le Groupe »).

Le 21 novembre 2017, Liberty Partners, S.L.U. (une société appartenant au groupe Hellman & Friedman) a acquis toutes les actions de la Banque. En conséquence, le 21 novembre 2017, le statut d'actionnaire unique nouvellement acquis par la Banque a été déclaré publiquement.

Les actionnaires importants d'Allfunds Group Plc. au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024 (détenant plus de 5 % du capital social) étaient les Entités LHC3 Limited et BNP Paribas.

Le 21 janvier 2026, Deutsche Börse AG et Allfunds Group plc, actionnaire unique de Liberty Partners, S.L.U., ont annoncé avoir conclu un accord en vue de l'acquisition, par Deutsche Börse AG, de la totalité du capital social émis et à émettre-émis d'Allfunds Group plc.

Le 12 mars 2026, les actionnaires d'Allfunds Group plc ont voté en faveur du projet d'acquisition. Cela signifie que l'accord a franchi la première étape de la procédure. Toutefois, ce vote ne signifie pas que l'opération est finalisée, car plusieurs autorisations réglementaires doivent encore être obtenues.

Les administrateurs d'Allfunds Group plc prévoient que l'approbation définitive sera obtenue au cours du premier semestre 2027

b) Base de présentation des états financiers

Les états financiers de la Banque pour l'exercice 2025 ont été établis par les administrateurs de la Banque lors de la réunion du Conseil d'administration du 25 mars 2026, conformément au cadre réglementaire d'information financière applicable à la Banque, qui est celui établi dans la circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, du 27 novembre, dans le Code de commerce espagnol et dans d'autres lois espagnoles sur les sociétés et le commerce, et d'autres lois obligatoires approuvées par l'Institut espagnol de comptabilité et d'audit (ICAC) et la Banque d'Espagne, et, par conséquent, ils présentent fidèlement les capitaux propres et la situation financière de la Banque au 31 décembre 2025, ainsi que les résultats de ses opérations et les flux de trésorerie au cours de l'exercice clos à cette date. Ces états financiers, établis à partir de la comptabilité de la Banque, n'ont pas encore été approuvés par l'actionnaire unique lors de l'Assemblée générale annuelle. Toutefois, le Conseil d'administration de la Banque estime qu'ils seront approuvés sans modification. Les états financiers de la Banque pour 2024 ont été approuvés par les actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle de la Banque le 25 mars 2025 et ont été déposés au Registre du commerce de Madrid.

Comme indiqué à la Note 1.a), la Banque est à la tête d'un Groupe composé de plusieurs entités. Toutefois, elle n'a pas établi de comptes annuels consolidés, car elle a fait usage de la dérogation à l'obligation de consolidation prévue pour les sociétés faisant partie d'un périmètre de consolidation supérieur, conformément à l'article 43 du Code de commerce, Liberty Partners, S.L.U. étant la société mère. Selon les informations internes établies conformément aux Normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (IFRS - UE), le montant total des actifs consolidés de la Banque et de ses Filiales (le « Groupe ») au 31 décembre 2025 et 2024 s'élève respectivement à 4 323 064 et 4 038 371 milliers d'euros, les capitaux propres consolidés à la fin des exercices 2025 et 2024 s'élèvent respectivement à 1 384 365 et 1 552 053 milliers d'euros, et le résultat net consolidé pour les exercices 2025 et 2024 s'élève respectivement à 69 269 et (96 848) milliers d'euros.

Les principaux principes comptables et bases d'évaluation appliqués pour la préparation des états financiers de la Banque pour 2025 sont indiqués à la Note 2. Tous les principes comptables et bases de mesure obligatoires ayant un effet significatif sur les états financiers pour 2025 ont été appliqués lors de leur préparation. Aucun principe comptable non obligatoire n'a été appliqué.

Aucune prise de position qui ait eu un impact sur les comptes annuels de cette année n'est entrée en vigueur.

c) Utilisation d'estimations

Les informations contenues dans ces états financiers relèvent de la responsabilité des administrateurs de la Banque. Dans les états financiers de la Banque pour 2025, des estimations ont été faites par les cadres supérieurs de la Banque, puis ratifiées par les administrateurs, afin de quantifier certains actifs, passifs, produits, charges et engagements mentionnés dans le présent document. Les principales estimations faites qui présentent un degré élevé de complexité et/ou d'incertitude et qui sont plus susceptibles d'avoir un impact significatif sur les états financiers si les hypothèses utilisées devaient être révisées sur la base d'événements futurs sont les suivantes :

A) Estimations faites dans l'application des principes comptables

1. Classification des instruments financiers en fonction du modèle économique et de la conformité ou non aux tests SPPI (voir Note 6).
2. Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie limitée : Les administrateurs font preuve de discernement pour estimer la durée de vie utile de ces actifs et déterminer le procédé d'amortissement le plus approprié. Toute modification de la durée de vie utile estimée ou des avantages économiques attendus des actifs pourrait avoir un impact sur les états financiers (voir Notes 8 et 9).
3. Preuve de la dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie résultant de regroupements d'entreprises. La direction générale de la Banque analyse s'il existe des indices de dépréciation de ces actifs. Si la direction de la Banque conclut qu'il existe des indices de dépréciation, elle effectue le test de dépréciation de la même manière que pour le goodwill (voir Note 9).
4. Tests de dépréciation des actifs non financiers : Des tests de dépréciation sont effectués chaque année ou lorsque les administrateurs considèrent qu'il existe des indices de dépréciation (voir Notes 7 et 9).
5. Actifs d'impôts différés résultant de pertes fiscales : Ces actifs ne sont comptabilisés que s'il est jugé probable que les entités consolidées disposeront à l'avenir de bénéfices imposables suffisants sur lesquels ces actifs pourront être imputés. Les administrateurs ont donc recours à des jugements importants pour déterminer le montant des actifs d'impôts différés résultant de pertes fiscales qui peuvent être comptabilisés dans le bilan, en se fondant sur le délai dans lequel ils s'attendent à ce que les actifs soient utilisés, sur les avantages fiscaux futurs et sur les stratégies fiscales adoptées par la Banque (voir la Note 11).
6. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels : La Banque comptabilise ses provisions conformément à la Circulaire n° 4/2017. Le montant estimé de ces provisions est soumis à l'interprétation d'événements qui se sont produits, à l'estimation d'événements futurs et à l'estimation de l'impact économique de ces événements sur la Banque (voir Notes 2.j, 9 et 10).
7. Estimations des produits à recevoir et à différer et des charges à payer et prépayées relatives à l'activité de la Banque à la fin de chaque exercice (voir Notes 12, 13 et 22).

B) Principaux éléments pris en compte dans les estimations

1. Regroupements d'entreprises La Banque comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une entreprise acquise est affecté aux actifs acquis et aux passifs repris, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent du prix d'achat sur les actifs acquis et les passifs pris en charge est comptabilisé en tant que goodwill. La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris nécessite des estimations et l'utilisation de méthodes d'évaluation lorsque les valeurs de marché ne sont pas observables.
2. Provision pour pertes attendues sur les actifs financiers au coût amorti : La Banque a estimé la provision sur la base d'informations sectorielles et de sa propre expérience, en regroupant les actifs en segments ayant un comportement de défaut similaire. Etant donné que ces actifs arrivent à échéance à court terme et que la Banque a utilisé l'approche simplifiée en vertu de la Circulaire 4/2017, les pertes de valeur du crédit et les informations prospectives estimées n'ont pas d'impact significatif, mais l'analyse de la corrélation entre les taux de défaut historiques et la perte attendue constitue une estimation importante. L'expérience historique des pertes de valeur peut donc ne pas être représentative des pertes futures.

Bien que ces estimations aient été établies sur la base des meilleures informations disponibles au 31 décembre 2025, des événements futurs pourraient nécessiter des ajustements au cours des périodes suivantes. Le cas échéant, ces modifications seraient apportées de manière prospective conformément à la Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, en comptabilisant les effets de tout changement d'estimation dans les comptes de résultat des périodes futures concernées.

C) Principe de la continuité d'exploitation

Les administrateurs de la Banque ont procédé à une analyse du contexte économique et géopolitique actuel, notamment de l'impact du conflit au Moyen-Orient opposant les Etats-Unis et Israël à l'Iran, ainsi que de la guerre en cours entre l'Ukraine et la Russie. A la date d'établissement des présents comptes annuels, aucune incertitude significative n'a été identifiée. Par ailleurs, tant la Banque que le Groupe auquel elle appartient disposent de ressources suffisantes pour satisfaire aux exigences actuelles en matière de fonds propres et de liquidités. Les liquidités et les actifs hautement liquides dont disposent la Banque et le Groupe seraient suffisants pour couvrir une éventuelle sortie de fonds provenant des soldes détenus sur les comptes courants par les différentes contreparties.

Compte tenu de ce qui précède, ces comptes annuels ont été établis en partant du principe que la Banque poursuivra ses activités dans un avenir prévisible. En conséquence, le principe de la continuité d'exploitation continue d'être appliqué lors de l'établissement des présents comptes annuels.

d) Accords d'agence

Ni à la clôture des exercices 2025 ou 2024, ni à aucun autre moment au cours de ces exercices, la Banque n'avait de contrats d'agence en vigueur, tels que définis à l'Article 21 du Décret royal 84/2015, du 13 février, portant application de la Loi 10/2014, du 26 juin, sur la réglementation, la surveillance et l'adéquation des fonds propres des établissements de crédit.

e) Informations comparatives

Les administrateurs de la Banque présentent, à titre purement comparatif, outre les chiffres de 2024 pour chaque poste du bilan, du compte de résultat, de l'état des produits et charges comptabilisés, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et de l'annexe aux états financiers, les chiffres de 2025, obtenus en application des dispositions de la Circulaire n° 4/2017 de la Banque d'Espagne et de ses modifications ultérieures en vigueur.

f) Impact environnemental

Compte tenu des activités exercées par la Banque, celle-ci n'a pas de passif, de dépenses, d'actifs, de provisions ou d'éventualités en matière d'environnement qui pourraient être significatifs au regard de ses fonds propres, de sa situation financière ou de ses résultats. Par conséquent, aucune information spécifique relative aux questions environnementales n'est incluse dans les présentes Notes aux états financiers.

g) Capital et gestion du capital

Le 26 juin 2013, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont approuvé le Règlement (UE) n° 575/2013, relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014, en même temps que la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, entrée en vigueur en juillet 2013. Ces règlements, connus sous le nom de CRR/CRD IV, impliquent la mise en œuvre de l'accord de Bâle III sur les fonds propres avec un calendrier de transition progressif jusqu'à la mise en œuvre complète le 1^{er} janvier 2019.

Le 2 février 2016, la Banque d'Espagne a publié la Circulaire 2/2016 aux établissements de crédit concernant la surveillance et la solvabilité, qui intègre l'adaptation de la réglementation juridique espagnole à la Directive 2013/36/UE et au Règlement (UE) n° 575/2013, tous deux applicables à la Banque.

Le 20 mai 2019, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont approuvé le règlement (UE) 2019/876, dit CRR II, qui modifie le CRR dans des domaines tels que les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le ratio de levier (LCR), le ratio de financement stable net (NSFR), le risque de crédit, le risque de crédit de contrepartie (CCR), le risque de marché, les expositions aux contreparties centrales, les expositions aux organismes de placement collectif, les grands risques, ainsi que les exigences en matière de déclaration et d'information, et le Règlement (UE) 648/2012.

Le 24 juin 2020, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont approuvé le Règlement 2020/873, modifiant le Règlement 575/2013 et le Règlement 2019/876. Ce règlement, applicable à partir du 27 juin 2020, modifie le CRR et le CRR II avec certains ajustements en réponse à la pandémie de COVID-19. Les principaux changements concernent les domaines suivants : couverture du risque de crédit, ratio de levier, expositions accordées aux employés/pensionnés, facteur de soutien aux PME, exemption de déduction pour certains actifs logiciels, ainsi que l'établissement d'un filtre prudentiel temporaire qui neutralise l'impact des pertes non réalisées sur la dette publique et le risque de marché.

Le règlement communautaire susmentionné introduit une révision du concept et des composantes des exigences réglementaires en matière de fonds propres pour les entités. Ils sont composés de deux éléments : Fonds propres de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres de catégorie 1 sont eux-mêmes divisés en Common Equity Tier 1 (CET1) et en Additional Tier 1. Les fonds propres de catégorie 1 sont constitués d'instruments capables d'absorber les pertes pendant que l'entité fonctionne, tandis que les éléments de fonds propres de catégorie 2 absorbent principalement les pertes dans les cas où l'entité devient non viable.

Les exigences minimales en matière de fonds propres sont calculées en fonction de l'exposition de la Banque au risque de crédit, au risque de contrepartie et au risque de dilution (concernant les actifs, les engagements et les autres éléments hors bilan présentant ces risques), au risque de position, au risque de change et au risque lié aux matières premières, au risque d'ajustement de la valeur du crédit (CVA), au risque lié au portefeuille de négociation et au risque opérationnel. En outre, la Banque est soumise au respect de limites de concentration des risques, de limites de ratio de levier, ainsi qu'au respect d'obligations internes de gouvernance d'entreprise, d'auto-évaluation des fonds propres, de mesure du risque de taux d'intérêt et d'obligations d'information du public. Afin de garantir la réalisation des objectifs susmentionnés, la Banque met en œuvre une gestion intégrée des risques conformément aux politiques susmentionnées.

Le 19 juin 2024, la Commission européenne a publié le paquet bancaire comprenant la Directive révisée sur les exigences de fonds propres (Directive 2013/36/UE) et le Règlement révisé sur les exigences de fonds propres (Règlement n° 575/2013). L'un des principaux objectifs du paquet bancaire est la mise en œuvre intégrale des normes internationales de Bâle III au sein du cadre réglementaire bancaire européen, afin de garantir que les banques du monde entier soient mieux capitalisées et plus résistantes aux ralentissements économiques.

La Directive 2024/1619 (CRD VI) modifie la Directive CRD (Directive 2013/36/UE) en ce qui concerne les pouvoirs de surveillance, les sanctions, les succursales d'établissements situés dans des pays tiers, ainsi que les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. La Directive CRD VI vise à renforcer davantage le cadre prudentiel de l'UE en tenant compte des risques émergents pour les banques, en particulier ceux liés à la crise climatique.

Le Règlement n° 2024/1623 (CRR III) modifie le CRR (Règlement n° 575/2013) en introduisant de nouvelles exigences relatives au risque de crédit, au risque lié aux ajustements de valorisation du crédit, au risque opérationnel, au risque de marché et au seuil minimal de capital.

Allfunds Bank S.A.U. doit à tout moment satisfaire aux exigences suivantes en matière d'adéquation des fonds propres :

- i. Un ratio Common Equity Tier 1 de 4,5 % (CET 1).
- ii. Un ratio de fonds propres de catégorie 1 (fonds propres et fonds propres complémentaires) de 6 %.
- iii. Un ratio de fonds propres total (%) de 8 %.

En outre, sur la base de la décision du processus de révision et d'évaluation prudentielle (SREP), la Banque d'Espagne a informé le groupe qu'il devait maintenir une exigence de capital de 1,5 % (Pilier 2), dont au moins 56,25 % doivent être couverts par des fonds propres ordinaires de catégorie 1 (CET 1) et 75 % par des fonds propres de catégorie 1 (Tier 1). Toutefois, dans la dernière décision du SREP, il a été établi qu'à compter du 1^{er} janvier 2026, la nouvelle exigence relative aux fonds propres à maintenir au-delà du minimum sera de 1,5 % au-dessus du niveau de l'OCR spécifié, et qu'elle devra être satisfaite au moyen de fonds propres CET1 éligibles.

En plus de ces exigences, la Banque doit, en vertu de la législation susmentionnée, respecter les exigences suivantes en matière de fonds propres :

- Détenir un volant de conservation du capital, qui a été fixé à 2,5 % pour les fonds propres de catégorie 1 (Common Equity Tier 1).
- Détenir un volant contracyclique de fonds propres de catégorie 1 (Common Equity Tier 1) pouvant atteindre 2,5 % des actifs pondérés en fonction des risques (RWA). A partir de 2016, le niveau que ce volant doit atteindre sera fixé par les autorités nationales compétentes, à l'aide de variables macroéconomiques, lorsqu'une période de croissance excessive du crédit susceptible d'entraîner une accumulation du risque systémique est observée. A cet égard, le volant de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement correspond à la moyenne pondérée des volants de fonds propres contracycliques qui s'appliquent dans les juridictions où se situent les expositions de crédit pertinentes de l'établissement. Plus précisément, l'exigence relative au volant de fonds propres contracyclique d'Allfunds Bank, S.A.U., calculée sur la base de ses expositions géographiques, s'élevait à 0,6806 % et 0,2266 % au 31 décembre 2025 et 2024, respectivement.
- Maintien d'un volant en tant qu'établissement d'importance systémique en cas de désignation comme tel. La Banque n'a pas été désignée comme un établissement d'importance systémique et aucun volant de fonds propres n'a été établi pour 2025 ou 2024.

Avec tout ce qui précède, elle est tenue de maintenir un ratio CET1 total de 12,68 %. A cet égard, au 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que tout au long de ces deux années, le ratio CET1 d'Allfunds Bank SAU se situe à un niveau confortable, supérieur aux seuils réglementaires.

Les principaux chiffres relatifs aux ratios de fonds propres applicables à la Banque en vertu du Règlement (UE) 575/2013, aux 31 décembre 2025 et 2024, sont les suivants :

	Milliers d'euros	
	2025 (*)	2024
Common Equity Tier 1 (I)	673 688	850 677
Fonds propres Additional Tier 1 (II)	-	-
Total fonds propres de catégorie 1 (III = I + II)	673 688	850 677
Fonds propres de catégorie 2 (IV)	-	-
Total des fonds propres éligibles (V = III + IV)	673 688	850 677
Actifs pondérés en fonction des risques	1 938 736	2 272 929
Ratio Common Equity Tier 1	34,7 %	37,4 %
Ratio de solvabilité global	34,7 %	37,4 %
(*) Chiffres provisoires		

Le Common Equity Tier 1 comprend essentiellement les fonds propres et les réserves de la Banque, nets de déductions.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, les fonds propres éligibles de la Banque dépassent le minimum requis par la réglementation en vigueur.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des principaux chiffres entre le capital comptable et le capital réglementaire aux 31 décembre 2025 et 2024 :

	Milliers d'euros	
	2025 (*)	2024
Capital	81 048	81 048
Primes d'émission	1 197 992	1 197 992
Résultats non distribués	60 255	323 095
Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société mère	13 102	(45 496)
Dividendes intérimaires	(72 000)	(55 500)
Capitaux propres	1 280 397	1 501 139
Cumul des autres éléments du résultat global	(2 365)	(2 993)
Total des capitaux propres	1 278 032	1 498 146
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	(603 874)	(621 025)
Autres ajustements et déductions	(470)	(26 444)
Equity Tier 1 capital	673 688	850 677
Total des fonds propres (Tier 1 et Tier 2)	673 688	850 677
(*) Chiffres provisoires		

Ratio d'endettement

Le ratio de levier est calculé sur la base de la réglementation indiquée dans la section précédente, établissant un ratio de 3 % pour toutes les entités, calculé comme un quotient entre les fonds propres Tier 1 divisé par l'exposition au levier, qui est ajusté de manière à ne pas inclure les éléments considérés comme des déductions dans les fonds propres Tier 1.

Le tableau ci-dessous présente le détail du ratio d'endettement aux 31 décembre 2025 et 2024 :

	Milliers d'euros	
	2025 (*)	2024
Fonds propres Equity Tier 1 (a)	673 688	850 677
Exposition au ratio de levier (b)	3 573 587	3 299 316
Ratio de levier (a)/(b)	18,9 %	25,8 %
(*) Chiffres provisoires		

Gestion du capital

Les objectifs stratégiques fixés par la direction de la Banque en matière de gestion des fonds propres sont les suivants :

- Respecter à tout moment, tant sur le plan individuel que sur le plan consolidé, les réglementations applicables en matière d'exigences minimales de fonds propres.

- Rechercher l'efficacité maximale dans la gestion des fonds propres, en veillant à ce que la consommation des fonds propres soit considérée, à côté d'autres variables de rentabilité et de risque, comme une variable fondamentale dans les analyses liées au processus de prise de décision en matière d'investissement de la Banque.

Pour atteindre ces objectifs, la Banque a mis en place une série de politiques et de procédures de gestion des fonds propres, dont les principales lignes directrices sont les suivantes :

- la banque surveille, contrôle et analyse les niveaux de conformité avec les règlements concernant les fonds propres.
- dans le cadre de la planification stratégique et commerciale de la banque, l'impact des décisions sur les fonds propres calculables de la banque et le ratio consommation-profitabilité-risque est considéré comme un facteur clé dans le processus de prise de décision.

Par conséquent, la Banque considère que les fonds propres et les exigences réglementaires en matière de fonds propres établies par les règlements susmentionnés constituent un élément fondamental de la gestion de la Banque, influençant, entre autres, les décisions d'investissement ou l'analyse de la faisabilité des opérations.

h) Fonds de garantie des dépôts et Fonds de résolution unique

i. Fonds de garantie des dépôts

La Banque est membre du Fonds de garantie des dépôts.

En 2025 et 2024, les comptes de résultat ci-joints n'incluaient aucune charge à ce titre puisqu'il n'y avait pas d'obligation de contribution à cet égard, conformément à l'Article 4 du Décret royal 2606/1996, du 20 décembre, relatif aux fonds de garantie des dépôts des établissements de crédit.

ii. Fonds de résolution unique

En 2025 et 2024, la Banque n'a engagé aucune dépense au titre de sa contribution au Fonds de résolution unique.

i) Rapport annuel du service clientèle

Conformément aux dispositions de l'Article 17 de l'Arrêté ECO/734/2004 du 11 mars, pris par le ministère de l'Economie, relatif aux Services et aux Bureaux d'accueil de la clientèle ainsi qu'au Médiateur des institutions financières, le Rapport annuel a été présenté au Conseil d'administration de la Banque lors de sa réunion du 25 mars 2026. Le rapport indique qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le Service a reçu vingt-six plaintes et onze réclamations, dont vingt-trois et huit, respectivement, ont été acceptées pour traitement. Toutes les plaintes et revendications reçues ont été dûment traitées en temps utile.

j) Investissements dans le capital social des établissements de crédit

Conformément à l'Article 20 du Décret royal 1245/1995 du 14 juillet, aux 31 décembre 2025 et 2024, Allfunds Bank, S.A.U., ne détenait pas de participation supérieure à 5 % du capital social ou des droits de vote d'un établissement de crédit espagnol ou étranger (voir Note 7).

k) Autres questions

Transactions d'entreprises

Allfunds Hong Kong Limited

Les 21 mai et 13 novembre 2025, Allfunds Hong Kong Limited a procédé à des augmentations de capital d'un montant respectif de 20 000 milliers de HKD et 15 000 milliers de HKD (soit respectivement 2 256 milliers d'euros et 1 661 milliers d'euros), par le biais d'une augmentation de la valeur nominale de ses actions. Les 18 janvier et 23 octobre 2024, Allfunds Hong Kong Limited a procédé à des augmentations de capital d'un montant respectif de 18 000 milliers de HKD et 20 000 milliers de HKD (soit respectivement 2 116 milliers d'euros et 2 389 milliers d'euros), également par le biais d'une augmentation de la valeur nominale de ses actions.

En conséquence, au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le capital social d'Allfunds Hong Kong Limited s'élevait respectivement à 135 000 milliers de HKD et 100 000 milliers de HKD (15 417 milliers d'euros et 11 482 milliers d'euros), respectivement, représenté par 1 000 actions d'une valeur nominale de 135 000 HKD et 100 000 HKD chacune (15 417 euros et 1 482 euros), entièrement souscrites et libérées.

Allfunds Investment Solutions

Les 27 janvier et 2 décembre 2025, Allfunds Investment Solutions a procédé à deux augmentations de capital d'un montant respectif de 4 000 milliers d'euros et de 2 000 milliers d'euros, par le biais d'une augmentation de la valeur nominale de ses actions. En conséquence, au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le capital social d'Allfunds Investment Solutions s'élevait respectivement à 1 500 milliers d'euros et 11 500 milliers d'euros, représenté par 15 000 actions nominatives d'une valeur nominale de 100 euros et 767 euros chacune, entièrement souscrites et libérées par l'actionnaire.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2025, à la suite du processus de révision stratégique et de réorganisation lancé au milieu de l'année 2025, la Direction a décidé de se séparer de l'activité Allfunds Investment Solutions en la cédant. Compte tenu de ce qui précède, et conformément à l'article 6 de la règle 34 de la Circulaire 4/2017, cet investissement a été reclassé et comptabilisé à l'actif du bilan en tant qu'« actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente ». Compte tenu de ce qui précède, la Banque a comptabilisé dans son compte de résultat des pertes d'un montant de 16 000 milliers d'euros liées à cette affaire, en raison, entre autres, de difficultés à générer des revenus récurrents et de changements réglementaires.

Allfunds Blockchain, S.L.U.

Le 30 mai 2025, Allfunds Bank, S.A.U., actionnaire unique d'Allfunds Blockchain, S.L.U., a décidé d'augmenter le capital social de 200 milliers d'euros par l'émission de 200 000 actions d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, assorties d'une prime d'émission de 1 800 milliers d'euros. De même, le 5 mars 2024, Allfunds Bank, S.A.U. a décidé d'augmenter son capital social de 350 milliers d'euros par l'émission de 350 000 actions d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, assorties d'une prime d'émission de 3 150 milliers d'euros. Tant les apports en capital que les primes d'émission ont été intégralement souscrits et libérés par Allfunds Bank, S.A.U.

Allfunds (Middle) East Limited

Le 7 mars 2024, la Banque a constitué Allfunds Middle East Limited, une société à responsabilité limitée à associé unique immatriculée à Dubaï pour une durée indéterminée. Son objet social principal est la gestion d'organismes de placement collectif. Le capital social initial s'élevait à 100 USD (92 EUR), représenté par 100 actions nominatives d'une valeur nominale de 1 USD chacune, entièrement souscrites et libérées par la Banque.

Le 6 février 2025, Allfunds Middle East Limited a procédé à une augmentation de capital par l'émission et la libération de 2 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 1 USD chacune, pour un montant total de 2 000 milliers d'USD (1 931 milliers d'euros). Par la suite, le 30 décembre 2025, la société a approuvé une nouvelle augmentation de capital d'un montant de 750 milliers d'USD (638 milliers d'euros), par l'émission et la libération de 750 000 actions d'une valeur nominale de 1 USD chacune. Par ailleurs, le 19 juillet 2024, la société avait procédé à une augmentation de capital d'un montant de 499 milliers d'USD (459 milliers d'euros) par le biais d'une augmentation de la valeur nominale de ses actions.

A la suite de ces opérations, le capital social d'Allfunds Middle East Limited s'élevait à 3 027 milliers d'euros au 31 décembre 2025 et à 459 milliers d'euros au 31 décembre 2024, représenté par des actions nominatives entièrement souscrites et libérées par l'unique actionnaire.

Allfunds Data Analytics

Le 31 décembre 2025, un contrat d'achat d'actions a été conclu, en vertu duquel Allfunds Digital, S.L.U. a cédé à Allfunds Bank, S.A.U. 100 % du capital social d'Allfunds Data Analytics Limited. Le prix convenu s'élevait à 9 000 milliers d'euros. Sur ce montant, 7 012 milliers d'euros ont été réglés par le biais d'une annulation partielle du prêt en cours entre les deux sociétés, tandis que les 1 988 milliers d'euros restants ont été versés en espèces à la date de clôture. La transaction a pris effet à la date de sa conclusion.

Allfunds Digital Solutions, S.L.U.

Le 28 novembre 2025, l'acquisition de 100 % du capital social d'Allfunds Digital Solutions, S.L.U. par Allfunds Bank, S.A.U. a été finalisée par le rachat des 3 000 actions composant son capital. Cette opération s'inscrivait dans le cadre d'un processus de réorganisation au sein du pôle numérique du Groupe.

Dans ce même contexte, l'Actionnaire unique a apporté à Allfunds Digital Solutions un apport en nature consistant en un droit de créance d'un montant de 27 500 milliers d'euros, correspondant à la contrepartie différée liée au transfert de l'activité Nextportfolio. Ce droit de créance avait auparavant été cédé à l'Actionnaire unique par Allfunds Digital, S.L.U. à titre de paiement partiel en nature des obligations découlant du contrat de prêt conclu entre les deux entités le 7 décembre 2022.

Cet apport a été comptabilisé comme un apport d'actionnaire, ce qui a entraîné une augmentation des capitaux propres de la Société. La comptabilisation de la créance dans son actif net a eu pour effet d'annuler intégralement la dette envers l'actionnaire unique au titre du contrat de cession de l'activité Nextportfolio.

Par ailleurs, le 22 décembre 2025, l'Actionnaire unique a effectué un apport supplémentaire en numéraire à la Société d'un montant de 500 000 euros, qui a été comptabilisé en capitaux propres.

En ce qui concerne cet investissement et les activités qu'il recouvre, et conformément à ce qui a été indiqué pour Allfunds Digital Solutions, S.L.U., au cours du dernier trimestre de l'exercice 2025, dans le cadre du processus de révision stratégique et de réorganisation lancé au milieu de l'année-année, la direction de la Banque a décidé de procéder à la cession de l'une des activités comprises dans cet investissement (l'activité dénommée Web FG).

A la suite de cette décision, la Banque a comptabilisé une perte de valeur sur ce placement d'un montant de 163 000 milliers d'euros, principalement en raison des difficultés à générer des revenus récurrents et des changements réglementaires affectant cette activité.

Acquisitions en 2024

Au cours de l'exercice 2024, la Banque n'a réalisé aucune opération d'acquisition.

1) Evénements postérieurs à l'exercice de référence

Lors de sa réunion du 25 mars 2026, le Conseil d'administration de la Société, avant l'établissement des présents comptes annuels, a proposé à l'Actionnaire unique de procéder aux opérations suivantes sur les capitaux propres :

1. Le transfert de 40 millions d'euros du compte de prime d'émission vers les réserves volontaires librement distribuables.
2. La distribution de 160 millions d'euros imputée au compte de prime d'émission, ayant la nature juridique d'un remboursement d'apports, sans entraîner aucune modification du capital social.

Tout ce qui précède est subordonné à l'obtention de l'autorisation nécessaire de la Banque d'Espagne et à la vérification qu'il n'existe aucune restriction légale, réglementaire ou contractuelle s'opposant à l'opération, que l'intégrité du capital social et des fonds propres est préservée, et que les exigences prudentielles énoncées à l'Article 78 du CRR et dans le Règlement délégué (UE) n° 241/2014 sont respectées, y compris le maintien des exigences minimales de fonds propres, la couverture des volants combinés et l'absence d'incitations indues à la réduction des fonds propres.

Depuis le 31 décembre 2025 et jusqu'à la date d'établissement des présents comptes annuels, aucun événement postérieur significatif n'est survenu, à l'exception de ceux décrits ci-dessus et dans les Notes 1 et 9.

2. Principes comptables et bases d'évaluation

Les principes comptables et les bases d'évaluation appliqués dans la préparation de ces états financiers sont les suivants :

a) Définitions et classification des instruments financiers

i. Définitions

Un « instrument financier » est un contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité.

Un « instrument de capitaux propres » est un accord qui met en évidence un intérêt résiduel dans les actifs de l'entité émettrice après déduction de tous ses passifs.

Un « produit dérivé » est un instrument financier dont la valeur varie en fonction de la variation d'une variable spécifiée, parfois appelée actif sous-jacent (comme un taux d'intérêt, le prix d'un instrument financier, le prix d'une marchandise, un taux de change, une notation de crédit ou l'indice correspondant), qui ne nécessite pas d'investissement initial ou dont la valeur est très faible par rapport à d'autres instruments financiers ayant une réaction similaire aux variations des facteurs du marché, et qui est généralement réglé à une date future.

ii. Classification des actifs financiers à des fins d'évaluation

Les actifs financiers sont initialement classés dans les différentes catégories utilisées à des fins de gestion et d'évaluation, sauf s'ils doivent être présentés comme « Actifs non courants et groupes à céder classés comme détenus en vue de la vente », ou s'ils concernent, le cas échéant, les « Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue », « Variations de la juste valeur des éléments de couverture dans les couvertures de portefeuille du risque de taux d'intérêt », « Dérivés de couverture » ou « Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées », qui sont comptabilisés séparément.

Conformément à la Norme 22 de la circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, les actifs et passifs financiers sont classés sur la base du modèle d'entreprise que la Banque établit pour les gérer et en tenant compte de ses flux de trésorerie contractuels, tels que définis ci-dessous :

- Le modèle de gestion des actifs financiers est la manière dont la Banque gère les groupes d'actifs financiers pour générer des flux de trésorerie. Le modèle susmentionné peut consister à détenir des actifs financiers pour percevoir des flux de trésorerie contractuels, à vendre ces actifs ou à combiner ces deux objectifs.

- Les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers peuvent être :

- Les conditions contractuelles qui donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû, communément appelées « SPPI » et.,

- Le reste des caractéristiques.

a) Modèles d'entreprise

Il existe trois types de modèles d'entreprise qui dépendent de la manière dont les flux de trésorerie des instruments financiers sont traités :

- Coût amorti - recouvrement des flux de trésorerie contractuels : Il s'agit de détenir des actifs afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels (principal et intérêts) à des dates spécifiques de l'instrument.

- Mixte - collecte de flux de trésorerie contractuels et vente d'actifs financiers : Le modèle mixte combine l'objectif de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels dont les termes répondent également uniquement aux paiements du principal et des intérêts, ainsi que la vente de ces actifs.

- Négociation - vente d'actifs financiers : Le modèle d'entreprise consiste à acheter et à vendre des actifs. La Banque prend ses décisions sur la base de la juste valeur des actifs et gère ces derniers de manière à obtenir leur juste valeur.

b) Test SPPI

Les tests SPPI consistent à déterminer si, conformément aux caractéristiques contractuelles de l'instrument, ses flux de trésorerie ne représentent que le remboursement de son principal et de ses intérêts, entendus essentiellement comme une compensation de la valeur temporelle de l'argent et du risque de crédit du débiteur.

L'objectif principal du test est de distinguer les produits contenus dans les modèles d'entreprise « collecte de flux de trésorerie contractuels » et « collecte de flux de trésorerie contractuels et vente d'actifs financiers » qui peuvent être évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, respectivement, ou qui, au contraire, doivent obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les instruments de capitaux propres ne sont pas soumis à cette analyse.

Plus précisément, un actif financier, en fonction de son modèle d'affaires et du test SPPI, est classé dans les catégories suivantes :

1. Actifs financiers au coût amorti : si l'instrument est géré de manière à générer des flux de trésorerie sous la forme d'encaissements contractuels pendant la durée de vie prévue de l'instrument et s'il satisfait au test SPPI.

2. Actifs financiers à la juste valeur par le biais du cumul des autres éléments du résultat global : si l'instrument est géré de manière à générer des flux de trésorerie i) sous la forme d'encaissements contractuels pendant la durée de vie prévue de l'instrument et ii) par le biais de la vente de celui-ci et qu'il satisfait au test SPPI.

3. Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat : si l'instrument est géré de manière à générer des flux de trésorerie par le biais de leur vente ou s'il ne satisfait pas aux SPPI avec les modèles d'entreprise susmentionnés. Ces actifs se répartissent en deux catégories :

- Actifs financiers détenus à des fins de transaction ; sont inclus dans cette sous-catégorie les instruments qui répondent à l'une des caractéristiques suivantes : i) ils sont acquis ou encourus principalement en vue d'être vendus ou rachetés à court terme, ii) ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et pour lesquels il existe des preuves d'un schéma récent et effectif de prise de bénéfices à court terme et iii) il s'agit d'un produit dérivé qui ne répond pas à la définition d'un contrat de garantie financière et qui n'a pas été désigné comme un instrument de couverture.

- Actifs financiers non négociés obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ; Les instruments de dette qui ne peuvent être classés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global doivent être classés dans cette sous-catégorie étant donné que, en raison de leurs caractéristiques contractuelles, les flux de trésorerie qu'ils génèrent ne sont pas uniquement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant principal restant dû.

Lors de la comptabilisation initiale, la Banque peut choisir irrévocablement d'inclure les instruments de capitaux propres qui ne doivent pas être classés comme détenus à des fins de transaction dans le portefeuille « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du cumul des autres éléments du résultat global ». Il est fait appel à cette option instrument par instrument. En outre, lors de la comptabilisation initiale, la Banque peut choisir irrévocablement de désigner tout actif financier comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat, si cela permet d'éliminer ou de réduire de manière significative une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation (non-concordance comptable) qui résulterait autrement de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation des gains et des pertes y afférents selon des critères différents.

Indépendamment de la fréquence et de l'importance des ventes, certains types de ventes ne sont pas compatibles avec la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction pour recevoir des flux de trésorerie contractuels : il s'agit notamment des ventes dues à des baisses de la qualité du crédit, des ventes conclues à l'échéance de la transaction, de telle sorte que les variations du prix du marché n'auraient pas d'impact significatif sur les flux de trésorerie de l'actif financier, des ventes répondant à un changement de réglementation ou de fiscalité, des ventes répondant à une restructuration interne ou à une acquisition d'entreprise importante, des ventes résultant de la mise en œuvre d'un plan de crise de liquidité lorsque l'événement de crise n'est pas raisonnablement attendu.

La Banque a défini les modèles d'entreprise et divisé son portefeuille d'instruments financiers aux fins du test SPPI, en distinguant : i) les familles d'instruments qui regroupent des produits totalement homogènes (« familles parapluie ») de telle sorte qu'en testant un échantillon de produits du portefeuille, il serait possible d'extrapoler la conclusion selon laquelle le reste des produits de la même famille passe ou non le test et ii) les produits qui, en raison de leur nature, sont analysés au cas par cas, pour lesquels la Banque a effectué le test SPPI sur chacun d'entre eux.

iii. Classification des actifs financiers à des fins de présentation

En plus des catégories incluses dans la section « ii » ci-dessus, les actifs financiers sont classés, par type d'instrument, dans les postes suivants du bilan :

- Trésorerie, soldes de trésorerie dans les banques centrales et autres dépôts à vue : soldes de trésorerie et soldes à recevoir à vue auprès des banques centrales et autres établissements de crédit.

- Prêts et avances : comprend les soldes débiteurs de tous les crédits et prêts accordés par la Banque, autres que ceux représentés par des titres, ainsi que les créances de location -financement et les autres soldes débiteurs de nature financière en faveur de la Banque, tels que les chèques tirés sur des établissements de crédit, les soldes à recevoir des chambres de compensation et des organismes de règlement pour les opérations en bourse et sur les marchés organisés, les obligations données en espèces, les appels de fonds, les frais et commissions à recevoir pour les garanties financières et les soldes débiteurs résultant d'opérations n'ayant pas pour origine des opérations et services bancaires, tels que l'encaissement de loyers et d'autres éléments similaires, le cas échéant.

Ils sont classés, en fonction du secteur institutionnel auquel appartient l'emprunteur, dans les catégories suivantes :

- Banques centrales : crédit de toute nature, y compris les dépôts et les opérations du marché monétaire au nom de la Banque d'Espagne ou d'autres banques centrales.

- Prêts et avances aux établissements de crédit : crédits de toute nature, y compris les crédits reçus et les opérations du marché monétaire au nom des établissements de crédit.

- Clients : comprend le crédit restant, y compris les opérations sur le marché monétaire par l'intermédiaire de contreparties centrales, le cas échéant.

- Instruments de dette : obligations et autres titres qui créent une dette pour leur émetteur, qui génèrent un rendement d'intérêt implicite ou explicite à un taux convenu contractuellement et qui se présentent sous la forme de certificats ou d'inscriptions en compte, quel que soit l'émetteur.

- Instruments de capitaux propres : instruments financiers émis par d'autres entités, tels que les actions et les parts de capital sans droit de vote, le cas échéant, qui ont la nature d'instruments de capitaux propres pour l'émetteur, à moins qu'il ne s'agisse d'investissements dans des filiales, des entités contrôlées conjointement ou des entreprises associées. Les parts de fonds d'investissement sont incluses dans ce poste, le cas échéant.

- Produits dérivés : comprend la juste valeur en faveur de la Banque des produits dérivés qui ne font pas partie de la comptabilité de couverture.

iv. Classification des passifs financiers à des fins d'évaluation

En ce qui concerne les passifs financiers, ils sont classés, à des fins d'évaluation, dans l'une des catégories suivantes :

- Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat : ils comprennent les passifs financiers désignés comme tels dès leur comptabilisation initiale, dont la juste valeur peut être estimée de manière fiable et qui remplissent les mêmes conditions que les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat décrits ci-dessus.

- Passifs financiers détenus à des fins de transaction : ils comprennent obligatoirement tous les passifs financiers qui répondent à l'une des caractéristiques suivantes : ils ont été émis dans l'intention d'être rachetés dans un avenir proche, il s'agit de positions courtes, ils appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers identifiés et gérés conjointement, pour lesquels il existe des preuves d'actions récentes dans le but de réaliser un bénéfice à court terme ou il existe des instruments dérivés qui ne répondent pas à la définition d'un contrat de garantie financière et qui n'ont pas été désignés comme des instruments de couverture comptable.

- Passifs financiers au coût amorti : cette catégorie d'instruments financiers comprend tous les passifs financiers à l'exception de ceux qui présentent les caractéristiques mentionnées dans le reste des portefeuilles.

v. Classification des passifs financiers à des fins de présentation

Les passifs financiers sont classés par nature dans les postes suivants du bilan à des fins de présentation, le cas échéant :

- Dépôts : ils comprennent tous les soldes remboursables reçus en espèces par la Banque, y compris ceux qui ont la substance d'un passif subordonné (montant du financement reçu qui, aux fins de la priorité de paiement, prend rang après la dette ordinaire), à l'exception des titres de créance. Ce poste comprend également les bons de caisse et les envois de fonds reçus dont le montant peut être investi sans restriction. Les dépôts sont classés en fonction du secteur institutionnel du créancier :
- Banques centrales : dépôts de toute nature, y compris les crédits reçus et les opérations du marché monétaire reçues de la Banque d'Espagne ou d'autres banques centrales.
- Etablissements de crédit : dépôts de toute nature, y compris les crédits reçus et les opérations du marché monétaire au nom des établissements de crédit.
- Clients : comprend les dépôts restants, y compris les opérations sur le marché monétaire par l'intermédiaire de contreparties centrales.
- Produits dérivés : comprend la juste valeur du passif de la Banque au titre des dérivés qui ne relèvent pas de la comptabilité de couverture.
- Autres passifs financiers : comprend le montant des obligations de paiement ayant la substance de passifs financiers non inclus dans un autre poste.

b) Evaluation des actifs et passifs financiers et comptabilisation des variations de la juste valeur

En général, les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur qui, en l'absence de preuve du contraire, est réputée être leur coût d'acquisition. Les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont ajustés en fonction des coûts de transaction et des frais et commissions qui, en vertu des règles applicables, devraient faire partie du calcul du taux d'intérêt effectif sur les transactions. Les investissements dans les sociétés du Groupe sont initialement évalués au coût d'acquisition. Les actifs et passifs financiers sont évalués ultérieurement à la fin de chaque exercice comme suit :

i. Evaluation des actifs financiers

Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur, sans déduction des coûts de transaction susceptibles d'être encourus lors de leur vente ou autre forme de cession, à l'exception des actifs financiers au coût amorti, des investissements détenus jusqu'à leur échéance, des investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées et des instruments de capitaux propres dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière suffisamment objective et des produits dérivés financiers, le cas échéant, qui ont ces instruments de capitaux propres comme sous-jacents et qui sont réglés par la livraison de ces instruments.

La « juste valeur » d'un instrument financier à une date donnée est le montant pour lequel il pourrait être acheté ou vendu à cette date par deux parties bien informées. La référence la plus objective et la plus courante pour la juste valeur d'un instrument financier est le prix qui serait payé pour cet instrument sur un marché actif organisé, transparent et profond (« prix coté » ou « cours boursier »).

S'il n'existe pas de cours boursier pour un instrument financier donné, sa juste valeur est estimée sur la base du prix établi lors de transactions récentes portant sur des instruments similaires et, à défaut, de techniques d'évaluation communément utilisées par la communauté financière, en tenant compte des caractéristiques spécifiques de l'instrument à évaluer et, en particulier, des différents types de risques qui lui sont associés.

Actifs financiers au coût amorti

Les « actifs financiers au coût amorti » sont évalués après leur acquisition au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti s'entend comme le coût d'acquisition d'un actif ou d'un passif financier, majoré ou minoré, selon le cas, des remboursements du principal et des intérêts et de l'amortissement cumulé de la différence entre le coût initial et le montant à l'échéance. Dans le cas des actifs financiers, le coût amorti comprend en outre toute réduction pour dépréciation jugée probable. Dans le cas des prêts et créances couverts en juste valeur, les variations de la juste valeur de ces actifs liées au(x) risque(s) couvert(s) sont comptabilisées. Les intérêts perçus sur ces actifs sont comptabilisés dans le compte de résultat sous le poste « Produits d'intérêts ». Les pertes de valeur éventuelles sont comptabilisées sous le poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat » du compte de résultat, selon les critères indiqués dans la Note 2-e. Les actifs libellés en devises étrangères sont évalués selon les critères indiqués à la Note 2-k.

Le « taux d'intérêt effectif » est le taux d'actualisation qui fait correspondre exactement le montant initial d'un instrument financier à la valeur actuelle de ses flux de trésorerie estimés pendant sa durée de vie, sur la base des conditions contractuelles, mais sans tenir compte des pertes de crédit futures. Pour les instruments financiers à taux fixe, le taux d'intérêt effectif coïncide avec le taux d'intérêt contractuel établi à la date d'acquisition ajusté, le cas échéant, des commissions et des coûts de transaction qui, en raison de leur nature, devraient être inclus dans le calcul du taux d'intérêt. Dans le cas des instruments financiers à taux variable, le taux d'intérêt effectif coïncide avec le taux de rendement en vigueur dans toutes les connexions jusqu'à la prochaine date de réinitialisation des intérêts de référence.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du cumul des autres éléments du résultat global

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur à partir de leur date de transaction. Les variations de la juste valeur de tous ces actifs sont comptabilisées dans les capitaux propres (« Autres éléments du résultat global »). Lorsqu'il s'agit d'investissements dans des instruments de dette, les variations de valeur cumulées restent dans les capitaux propres jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, date à laquelle elles sont reclassées dans le compte de résultat ; toutefois, lorsqu'il s'agit d'instruments de capitaux propres, les variations cumulées sont reclassées directement dans les réserves lorsque l'actif est décomptabilisé.

Actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les « actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat » sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur à partir de leur date de transaction. Les variations de la juste valeur de tous ces actifs sont comptabilisées sous le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers non détenus à des fins de transaction obligatoirement évalués par le biais du compte de résultat, nets » dans le compte de résultat, à l'exception de tout intérêt couru par application du procédé du taux d'intérêt effectif, qui est comptabilisé sous le poste « Revenus d'intérêts » dans le compte de résultat.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, ce poste comprend respectivement 9 796 et 11 235 milliers d'euros, correspondant principalement aux participations dans des OPCVM gérés par Allfunds Solutions et à l'acquisition d'un fonds d'investissement monétaire par la succursale de Londres à des fins réglementaires.

Au 31 décembre 2024, le solde comprenait également des participations dans des OPCVM gérés par Allfunds Solutions.

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Tous les produits dérivés classés comme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur à partir de la date de transaction. Si la juste valeur est positive, ils sont comptabilisés comme un actif et si la juste valeur est négative, ils sont comptabilisés comme un passif. La juste valeur à la date de la transaction est réputée, en l'absence de preuve du contraire, être le prix de la transaction. Les variations de la juste valeur des dérivés à partir de la date de transaction sont comptabilisées dans les « Gains ou pertes sur actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, nets » dans le compte de résultat. Plus précisément, la juste valeur de tout produit dérivé financier négocié sur des marchés organisés inclus dans les portefeuilles d'actifs ou de passifs financiers détenus à des fins de transaction est réputée être leur prix coté quotidien et si, pour des raisons exceptionnelles, le prix coté ne peut être déterminé à une date donnée, ces dérivés financiers sont évalués en utilisant des procédés similaires à ceux utilisés pour évaluer les dérivés de gré à gré.

La juste valeur des dérivés de gré à gré correspond à la somme des flux de trésorerie futurs découlant de l'instrument, actualisés à la date d'évaluation (« valeur actuelle » ou « clôture théorique ») à l'aide de techniques d'évaluation acceptées sur les marchés financiers : la « valeur actuelle nette » (VAN), les modèles d'évaluation des options, etc.

Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées

Les investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées sont évalués à leur coût, déduction faite, le cas échéant, des pertes de valeur cumulées. Les pertes de valeur sont calculées comme la différence entre la valeur comptable des investissements et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de l'investissement. A moins qu'il n'y ait de meilleures preuves de la valeur recouvrable, celle-ci est basée sur la valeur des capitaux propres de l'entreprise détenue, ajustée du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation (y compris tout goodwill).

Au moins à chaque date de déclaration, la Banque teste les actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour détecter toute dépréciation. Lorsque cela se produit, la perte de valeur est comptabilisée ou, le cas échéant, reprise dans le compte de résultat. La limite de toute reprise de perte de valeur est la valeur comptable de l'actif financier qui serait comptabilisée à la date de la reprise si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

ii. Evaluation des passifs financiers

En général, les passifs financiers sont évalués au coût amorti, tel que défini ci-dessus, à l'exception de ceux inclus dans les « Passifs financiers détenus à des fins de transaction », qui sont évalués à la juste valeur, selon les mêmes procédés d'évaluation et de comptabilisation que ceux décrits dans la section précédente pour les dérivés présentant un solde favorable pour la Banque.

iii. Techniques d'évaluation

La valeur de marché comptabilisée par la Banque pour les instruments financiers figurant respectivement sous les rubriques « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Passifs financiers détenus à des fins de transaction » dans l'actif et le passif repose sur des modèles d'évaluation internes utilisant des données de marché. La principale technique utilisée par ces modèles d'évaluation internes est la méthode de la valeur actuelle.

De même, la valeur de marché comptabilisée par la Banque pour les instruments financiers figurant sous la rubrique « Actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat » correspond, d'une part, à des instruments de capitaux propres non cotés sur des marchés organisés pour lesquels il n'existe aucune autre référence valable permettant d'estimer la juste valeur. Ces instruments sont comptabilisés à leur coût d'acquisition au bilan, car leur juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable. Par ailleurs, ce poste comprend les instruments de capitaux propres évalués à leur valeur liquidative (VL). Dans ces cas, la Banque a évalué les dépréciations potentielles sur la base de l'actif net de l'entité, corrigé des plus-values latentes existant à la date d'évaluation.

Les administrateurs de la Banque estiment que le résultat de l'application de ces techniques d'évaluation aux actifs et passifs financiers inscrits au bilan, ainsi que les résultats générés par ces instruments financiers, sont raisonnables et reflètent leur valeur de marché.

Actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente

La Banque classe également certains actifs non courants et groupes destinés à être cédés comme détenus en vue de la vente lorsqu'il est prévu que leur recouvrement s'effectuera principalement par le biais de leur vente plutôt que par leur utilisation continue. Pour que les actifs soient classés dans cette catégorie, ils doivent être disponibles à la vente immédiate dans leur état actuel, et la vente doit être hautement probable, un plan concret devant être mis en place pour trouver un acquéreur et conclure la transaction dans un délai d'environ douze mois à compter de la date de classification. Cette catégorie comprend également les actifs dont la vente devait avoir lieu au cours de cette période, mais dont le processus a été retardé en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Banque, à condition qu'il existe des preuves suffisantes attestant que l'engagement ferme de les vendre est maintenu.

Les actifs classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, toute perte de valeur nécessaire étant comptabilisée afin d'ajuster leur valeur comptable.

Les montants relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente et aux actifs faisant partie d'un groupe destiné à être cédé, qui ont été comptabilisés dans les « autres éléments du résultat global cumulé » au sein des capitaux propres, seront, le cas échéant, reclassés dans les « actifs non courants et groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente ». Ce critère de présentation ne sera pas appliqué rétroactivement aux bilans comparatifs publiés dans les comptes annuels.

Paievements fondés sur des actions

La Banque met en place certains plans de rémunération à long terme réglés en actions (plan d'incitation à long terme, ILP), destinés principalement aux administrateurs exécutifs, aux cadres supérieurs et aux collaborateurs clés. Ces plans comprennent :

- (i) un programme d'intéressement en actions attribué aux administrateurs exécutifs, aux cadres supérieurs et aux collaborateurs clés, dont l'acquisition des droits est subordonnée à la fois au maintien de l'emploi du bénéficiaire au sein d'Allfunds jusqu'à la date de paiement et au degré de réalisation de deux indicateurs de performance : l'évolution du Rendement total pour l'actionnaire (TSR) d'Allfunds Group plc par rapport à l'évolution du TSR d'un groupe de référence, et le rapport entre l'EBITDA ajusté du Groupe et l'EBITDA ajusté budgété sur une période de performance convenue ; et
- (ii) une prime sous forme d'actions attribuée aux autres bénéficiaires du programme ILP, sous réserve exclusive que le salarié reste employé chez Allfunds jusqu'à la date de versement de la prime. Cette prime a été versée en deux tranches égales au début des années 2023 et 2024 pour le premier cycle, et sera versée au début des années 2025 et 2026 pour les deuxième et troisième cycles, respectivement.

La charge liée à ces plans est déterminée en fonction de la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués à la date d'attribution, en tenant compte des conditions de marché prévues dans les engagements. Les conditions hors marché ne sont pas prises en compte dans l'estimation initiale de la juste valeur, mais sont prises en considération lors de la détermination du nombre d'instruments dont l'acquisition définitive est finalement attendue. La charge est comptabilisée selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition des droits, en tenant compte du nombre estimé d'instruments dont l'acquisition des droits est prévue.

Une fois l'attribution effectuée, les variations des conditions de marché n'ont pas d'incidence sur le montant initialement comptabilisé, tandis que les modifications des conditions non liées au marché sont prises en compte par un ajustement du nombre d'instruments dont l'acquisition est prévue. Le règlement des plans par la remise d'instruments de capitaux propres est comptabilisé au poste des capitaux propres où les montants cumulés avaient été comptabilisés.

c) Décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs financiers ne sont généralement décomptabilisés que lorsque les flux de trésorerie qu'ils génèrent sont éteints ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents ont été transférés à des tiers. De même, les passifs financiers ne sont décomptabilisés que lorsque les obligations qu'ils génèrent sont éteintes ou lorsqu'ils sont acquis par la Banque (avec l'intention soit de les annuler, soit de les revendre).

En 2025 et 2024, la Banque n'a transféré aucun instrument financier qui n'a pas été décomptabilisé.

d) Compensation des instruments financiers

Les soldes des actifs et des passifs financiers sont compensés, c'est-à-dire inscrits au bilan pour leur montant net, uniquement si la Banque dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de les régler sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. La Banque ne détient pas d'actifs ou de passifs financiers dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2025 et 2024 qui ont été compensés ou qui sont susceptibles d'être compensés.

e) Dépréciation d'actifs financiers

Un actif financier est considéré comme déprécié (et, en conséquence, sa valeur comptable est ajustée pour refléter l'effet de sa dépréciation) lorsqu'il y a des indications objectives que des événements se sont produits qui donnent lieu à :

- Dans le cas des instruments de dette (prêts et titres de créance), un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés lors de la comptabilisation initiale.
- Dans le cas des instruments de capitaux propres, lorsque leur valeur comptable ne peut être entièrement recouvrée.

Le montant de la dépréciation est calculé en fonction de l'augmentation significative ou non du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et de l'existence ou non d'un défaut de paiement. En conséquence, la couverture de la dépréciation doit être égale à ce qui suit :

- Les pertes de crédit attendues sur douze mois lorsque le risque de défaillance n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.
- Les pertes de crédit attendues sur la durée de vie si le risque de défaillance a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.
- Les pertes de crédit attendues en cas de défaillance.

Les instruments financiers sont regroupés en trois (3) catégories en fonction de la méthode de dépréciation appliquée, selon la structure suivante :

- Stage 1 - Risque normal : transactions dont le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale. Les dépréciations sont égales aux pertes de crédit attendues sur douze mois. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute de la transaction.
- Stage 2 - Risque normal sous surveillance spéciale : transactions dont le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, mais sans défaillance. La dépréciation doit être égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la transaction. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable brute de la transaction.
- Stage 3 - Non performants : transactions dont le crédit est compromis, c'est-à-dire qu'il y a eu défaut de paiement. Il est égal aux pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti (c'est-à-dire ajusté pour tenir compte d'une dépréciation) de l'instrument financier.

L'évaluation de l'augmentation significative ou non du risque de crédit doit se fonder sur des informations raisonnables et justifiables, disponibles gratuitement ou sans effort disproportionné, qui indiquent les augmentations du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et doivent refléter des informations historiques, réelles et prospectives.

Les définitions établies pour mesurer le risque de crédit significatif sont conformes aux critères suivants :

- Baisse de la cote de crédit accordée par les agences de notation de crédit
- Baisse de la notation du pays où opère la contrepartie
- Augmentation des swaps de défaut de crédit (CDS)
- Information publique des résultats et des pertes
- Menace de risque systémique
- Fusion, prise de contrôle ou réduction de capital
- Changements dans l'actionnariat

- Augmentation significative des limites de consommation et de l'expérience de paiement des clients.

Quoi qu'il en soit, le Stage 2 est envisagé pour les instruments dont la défaillance est supérieure à 30 jours.

Procédé de calcul des pertes attendues

Le processus d'évaluation des pertes de valeur potentielles sur ces actifs, résultant de la matérialisation du risque d'insolvabilité des débiteurs (risque de crédit), est mené à la fois collectivement et individuellement. L'évaluation collective est basée sur des informations spécifiques au secteur et sur l'expérience accumulée. Dans ce contexte, la Banque utilise, pour l'analyse collective, le modèle d'estimation des pertes pour dépréciation du risque de crédit établi dans la Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, sur la base de l'expérience et des informations dont dispose la Banque d'Espagne sur le secteur.

Pour l'estimation de la couverture à l'aide du procédé individualisé, la couverture est déterminée comme la différence entre la valeur comptable brute de la transaction et la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés que l'on s'attend à percevoir. En raison de la nature de ces créances, qui consistent en des commissions de service, les flux de trésorerie ne sont pas actualisés car elles ne sont pas assorties d'un taux d'intérêt contractuel et sont exigibles à court terme.

Le montant des pertes de valeur, estimé selon les critères énoncés ci-dessus, est inscrit dans les postes « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou des gains nets par modification ».

En règle générale, la réduction de la valeur comptable des instruments financiers pour cause de dépréciation est inscrite dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la dépréciation est apparue. Le cas échéant, les récupérations de pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont reflétées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la perte de valeur est éliminée ou réduite.

Chaque fois que l'on estime que la probabilité de recouvrement d'un montant inscrit est faible, celui-ci est retiré du solde, sans préjudice pour la Banque et ses filiales de tenter de le recouvrer jusqu'à l'extinction définitive de leurs droits, que ce soit en raison de la prescription légale, d'une radiation ou d'une autre raison.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles de la Banque sont intégralement constituées d'immeubles, d'installations et d'équipements à usage propre et sont présentées à leur coût d'acquisition, moins :

- L'amortissement cumulé correspondant, et

- Toute perte de valeur estimée, calculée en comparant la valeur comptable de chaque actif à sa valeur recouvrable, qui est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

L'amortissement est calculé, selon le procédé linéaire, sur la base du coût d'acquisition des actifs diminué de leur valeur résiduelle. Le terrain sur lequel reposent les bâtiments et autres structures a une durée de vie indéterminée, le cas échéant, et n'est donc pas amorti.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles de la période est comptabilisée dans le compte de résultat et est calculée en utilisant les taux d'amortissement suivants (basés sur les années moyennes de la durée de vie utile estimée des différents actifs) :

	Taux annuel
Mobilier et agencements	10
Matériel informatique	25
Actifs liés au droit d'utilisation	10 - 25

La Banque évalue à la date de clôture s'il existe une indication interne ou externe qu'un actif peut être déprécié (c'est-à-dire que sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable). Si tel est le cas, la valeur comptable de l'actif est ramenée à sa valeur recouvrable par imputation au compte de résultat et les charges d'amortissement futures sont ajustées proportionnellement à la valeur comptable révisée et à la nouvelle durée d'utilité résiduelle (si la durée d'utilité doit être réestimée).

De même, s'il existe une indication de reprise de la valeur d'une immobilisation corporelle pour laquelle une perte de valeur a été comptabilisée, la Banque comptabilise la reprise de la perte de valeur comptabilisée au cours des périodes précédentes par un crédit au compte de résultat et ajuste les charges d'amortissement futures en conséquence. La reprise d'une perte de valeur d'un actif ne peut en aucun cas porter sa valeur comptable à un niveau supérieur à celui qu'elle aurait atteint si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices précédents.

Les durées de vie estimées des immobilisations corporelles destinées à un usage propre sont revues au moins à la fin de la période de référence afin de détecter les changements significatifs. Si des changements sont détectés, la durée de vie utile des actifs est ajustée en corrigeant la charge d'amortissement à comptabiliser dans le compte de résultat au cours des années suivantes sur la base de la nouvelle durée de vie utile.

Les frais d'entretien et de maintenance sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

g) Baux

La Banque évalue, au début du contrat, si celui-ci constitue ou contient un contrat de location, c'est-à-dire si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période donnée en échange d'une contrepartie. Conformément à l'IFRS 16, la Banque applique une approche unique de comptabilisation et d'évaluation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location d'actifs de faible valeur. La Banque applique l'exemption de comptabilisation des contrats de location à court terme à ses contrats de location à court terme (c'est-à-dire les contrats de location dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois à compter de la date de commencement et qui ne comportent pas d'option d'achat). Elle applique également l'exemption de comptabilisation pour les contrats de location d'actifs de faible valeur considérés comme peu coûteux. Les paiements pour les contrats de location à court terme et les contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location.

Dans tous les autres cas, la Banque comptabilise un actif lié au droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous la rubrique « Immobilisations corporelles » du bilan (voir Note 8), et un passif au titre de la location représentant son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location sous la rubrique « Passifs financiers au coût amorti - Autres passifs financiers » du bilan (voir Note 13.3). Aux fins du compte de résultat, l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation doit être comptabilisé sous la rubrique « Amortissements » (voir la Note 8), et les charges financières liées au passif de location sous la rubrique « Charges d'intérêts » (voir la Note 19).

La Banque comptabilise les actifs liés au droit d'utilisation à la date d'entrée en vigueur du contrat de location, c'est-à-dire lorsque l'actif sous-jacent est mis à disposition. Les actifs liés au droit d'utilisation sont évalués à leur coût, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte de la réévaluation des passifs de location. Le coût des actifs liés au droit d'utilisation comprend le montant initial des passifs locatifs comptabilisés, ajusté en fonction des coûts directs initiaux encourus et des paiements effectués au plus tard à la date d'entrée en vigueur, déduction faite des incitations à la location reçues. Les actifs liés au droit d'utilisation sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée la plus courte entre la durée du bail et la durée de vie utile estimée des actifs. Pour les exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, ils sont les suivants :

	Années
Véhicules	4 ans
Matériel informatique	5 ans
Bâtiments	2-10 ans

Un paiement effectué lors de la conclusion ou de l'acquisition d'un contrat de location comptabilisé comme un contrat de location simple représente des paiements anticipés au titre de la location qui sont amortis sur la durée du contrat de location conformément au schéma des avantages fournis. A la clôture des exercices 2025 et 2024, la Banque a contracté avec les bailleurs les loyers minimaux suivants (y compris, le cas échéant, les options d'achat), conformément aux contrats en vigueur, sans tenir compte de la répercussion des charges communes : augmentations futures de l'IPC, ni mises à jour futures des loyers convenus contractuellement :

Crédit-bail Frais minimums	Milliers d'euros	
	2025	2024
	Valeur actuelle	Valeur actuelle
Moins d'un an	6 459	5 936
Entre 1 et 5 ans	10 152	10 947
Plus de 5 ans	200	611
	16 811	17 494

h) Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels sont des actifs non monétaires identifiables sans substance physique qui résultent d'une transaction juridique ou qui sont développés en interne par la Banque, le cas échéant. Seuls les actifs dont le coût peut être estimé de manière raisonnablement objective et pour lesquels la Banque considère qu'il est probable que des avantages économiques futurs seront générés sont comptabilisés.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition ou de production et sont ensuite évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie limitée sont amorties sur cette durée de vie en utilisant des procédés similaires à ceux utilisés pour amortir les immobilisations corporelles.

Lorsque la durée de vie des immobilisations incorporelles ne peut être estimée de manière fiable, elles sont amorties sur une période de dix ans. Sauf preuve du contraire, il sera présumé que la durée de vie utile du goodwill est de dix ans.

Enfin, la Banque comptabilise toute perte de valeur sur la valeur comptable de ces actifs par une imputation au poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » du compte de résultat. Les critères utilisés pour comptabiliser les pertes de valeur de ces actifs et, le cas échéant, la reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des années précédentes sont similaires à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles (voir Note 2-f).

Cette catégorie comprend principalement le goodwill, les applications informatiques et les autres immobilisations incorporelles résultant de l'acquisition des activités de Banca Corrispondente (BNP), d'Allfunds Sweden AB et de LPA Business of Iccrea Bank (voir Note 9).

Les charges annuelles d'amortissement des immobilisations incorporelles sont comptabilisées dans le compte de résultat et correspondent principalement aux taux d'amortissement suivants, qui sont déterminés sur la base de la durée de vie utile moyenne estimée, en années, des éléments respectifs :

	% annuel
Goodwill	10
Développement de la plate-forme	20
Autres immobilisations incorporelles	5-10

Goodwill

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entreprise et les actifs nets acquis à la date d'acquisition est réparti comme suit :

- Il est attribuable à des actifs et passifs spécifiques des entreprises acquises, en augmentant la valeur des actifs (ou en réduisant la valeur des passifs) dont les justes valeurs étaient supérieures (inférieures) aux valeurs comptables auxquelles il avait été comptabilisé dans les bilans des entités acquises.

- S'il est attribuable à des actifs incorporels spécifiques, en le comptabilisant explicitement dans le bilan, à condition que la juste valeur de ces actifs dans les douze mois suivant la date d'acquisition puisse être mesurée de manière fiable.

- Le montant restant est comptabilisé en tant que goodwill, qui est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (ci-après, « UGT ») (une unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui, du fait d'une activité poursuivie, génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Le goodwill (qui n'est comptabilisé que lorsqu'il est acquis à titre onéreux) représente donc les paiements anticipés effectués par l'acquéreur pour des avantages économiques futurs provenant d'actifs de l'entreprise acquise qui ne sont pas individuellement et séparément identifiables et comptabilisables.

Au moins une fois par an et chaque fois qu'il y a un indice de dépréciation, on estime s'il y a eu une dépréciation réduisant sa valeur recouvrable en dessous de sa valeur comptable et, si c'est le cas, il est déprécié avec une charge de « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » dans le compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour le goodwill n'est jamais reprise au cours d'un exercice ultérieur.

Conformément à la réglementation applicable, la durée de vie utile du goodwill est estimée à 10 ans et son amortissement est comptabilisé annuellement.

Le goodwill est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT) qui devraient bénéficier des synergies résultant des regroupements d'entreprises. Les UGT représentent les plus petits groupes d'actifs identifiables qui génèrent des flux de trésorerie pour la Banque, lesquels sont largement indépendants des flux de trésorerie générés par d'autres actifs ou groupes d'actifs au sein de la Banque. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel le goodwill est attribué :

- Représente le niveau le plus bas de l'entité auquel le goodwill est contrôlé à des fins de gestion interne.

- N'est pas plus important(e) qu'un secteur d'activité.

Les UGT auxquelles le goodwill a été attribué sont soumises à un test de dépréciation (la part du goodwill attribuée est incluse dans leur valeur comptable). Ce test est effectué au moins une fois par an ou chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Une UGT à laquelle un goodwill a été attribué est soumise à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable de cette unité - ajustée du montant du goodwill attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, si la Banque a choisi de ne pas évaluer les participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur - à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'usage est calculée comme la valeur actualisée des projections de flux de trésorerie estimées par la direction pour l'unité et est basée sur les budgets les plus récents disponibles pour les années à venir. Les principales hypothèses utilisées pour calculer la valeur d'usage sont : un taux de croissance durable pour extrapoler les flux de trésorerie et/ou les dividendes à perpétuité, et un taux d'intérêt pour actualiser les flux de trésorerie et/ou les dividendes, qui est égal au coût du capital alloué à chaque unité génératrice de trésorerie et correspond à la somme du taux sans risque et d'une prime reflétant le risque inhérent à l'activité évaluée.

Si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable, la Banque comptabilise une perte de valeur qui est affectée, dans un premier temps, à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis, s'il reste des pertes à affecter, à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT. Lorsque la Banque a choisi d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle à leur juste valeur, la dépréciation du goodwill attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle est comptabilisée. Une perte de valeur comptabilisée pour le goodwill n'est jamais reprise au cours d'un exercice ultérieur.

j) Autres actifs et autres passifs

Le poste « Autres actifs » du bilan comprend le montant des actifs non comptabilisés dans les autres postes, qui concerne essentiellement les produits à recevoir de l'activité de la Banque.

Le poste « Autres passifs » comprend les obligations de paiement ayant la substance de passifs financiers non inclus dans d'autres postes du bilan et principalement les comptes de régularisation résultant des transferts de frais et commissions associés à l'activité principale de la Banque.

j) Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont des obligations actuelles à la date de clôture du bilan, résultant d'événements passés qui pourraient donner lieu à une perte pour la Banque, considérée comme probable et certaine quant à sa nature, mais incertaine quant à son montant et/ou son échéance, et la Banque s'attend à ce qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre ces obligations.

Les passifs éventuels sont des obligations possibles qui résultent d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou plusieurs événements futurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque. Ils comprennent les obligations actuelles de la Banque lorsqu'il est considéré comme possible mais non probable qu'une sortie de ressources de trésorerie représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour les régler ou lorsque leur montant ne peut être quantifié d'une manière suffisamment fiable.

Les états financiers incluent, le cas échéant, toutes les provisions significatives pour lesquelles il est considéré qu'il est plus probable qu'improbable que l'obligation devra être réglée (voir Note 10). Conformément aux normes en vigueur, les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers, mais font l'objet d'une information dans les notes.

k) Transactions en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de la Banque est l'euro. Par conséquent, tous les soldes et toutes les opérations libellés dans des devises autres que l'euro sont considérés comme libellés en « devise étrangère ». La ventilation, en milliers d'euros, des principaux soldes de l'actif et du passif libellés en devises étrangères du bilan consolidé aux 31 décembre 2025 et 2024, classés selon la nature des postes qui les composent et les principales devises dans lesquelles ils sont libellés, figure à l'Annexe II des présents comptes annuels.

En règle générale, les écarts de change résultant de la conversion des soldes libellés en devises étrangères dans la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés, dans la mesure où ils proviennent presque exclusivement d'éléments monétaires, sur une base nette sous la rubrique « Ecart de change, nets » du compte de résultat. Une exception s'applique aux écarts de change résultant d'instruments financiers classés, le cas échéant, à la juste valeur par le biais du compte de résultat (dans le cas de la Banque, les dérivés classés en tant qu'actifs financiers détenus à des fins de transaction), qui sont comptabilisés dans le compte de résultat sans être distingués des autres variations de leur juste valeur.

l) Comptabilisation des produits et des charges

Les critères les plus importants utilisés par la Banque pour comptabiliser ses produits et ses charges sont résumés ci-après :

i. Produits d'intérêts, charges d'intérêts et éléments assimilés

Les revenus d'intérêts, charges d'intérêts et éléments similaires sont généralement comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes reçus d'autres sociétés sont comptabilisés en tant que revenus lorsque le droit de les recevoir naît, le cas échéant.

ii. Commissions, frais et autres charges similaires

Les produits et charges de commissions sont comptabilisés dans le compte de résultat selon des critères qui varient en fonction de leur nature. Les principaux critères sont les suivants :

- Les produits et charges de commissions relatifs aux actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés lorsqu'ils sont perçus.
- Ceux qui résultent de transactions ou de services exécutés sur une certaine période sont comptabilisés sur la durée de vie de ces transactions ou services.
- Les commissions pour la commercialisation de parts d'Organismes de placement collectif (OPC), calculées en pourcentage du volume quotidien détenu dans ces parts pour le compte des clients du groupe, sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont encourues.

Comme indiqué à la Section 2.e, et conformément aux normes comptables applicables (Circulaire 4/2017 de la Banque d'Espagne, règlements de l'ICAC et IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients), lorsqu'un tiers participe à la fourniture de biens ou de services à un client, l'entité doit déterminer si sa promesse constitue une obligation de prestation consistant à fournir elle-même les biens ou services spécifiés (c'est-à-dire que l'entité agit en tant que mandant) ou à faire en sorte que les biens ou services soient fournis par le tiers (c'est-à-dire que l'entité agit en tant que mandataire). L'entité évaluera si elle agit en tant que mandant ou mandataire pour chaque bien ou service spécifié promis au client. Dans ce contexte, le Groupe a conclu qu'il n'agit pas en tant que mandant dans la distribution de fonds d'investissement et, par conséquent, il comptabilise un revenu ordinaire pour cette obligation. Lorsqu'un tiers est impliqué dans la livraison de biens ou la fourniture de services à un client, une entreprise agissant en tant que mandant contrôle le bien ou le service spécifié avant qu'il ne soit transféré au client. Le contrôle fait référence à la capacité de diriger l'utilisation du bien ou du service et d'entirer les bénéfices restants. Parmi d'autres facteurs, les indicateurs suivants sont pris en compte :

- Une entité agit en tant que mandant si elle est principalement responsable de l'exécution de la promesse de fournir le bien ou le service spécifié, ce qui inclut la responsabilité de son acceptation et de sa conformité aux spécifications du client.
- Risque d'inventaire : L'entité agit en tant que mandant si elle assume le risque d'inventaire associé au bien ou au service, que ce soit avant ou après le transfert. Cela peut impliquer une exposition aux retours des clients.
- Autorité de tarification : L'entité agit en tant que mandant si elle a le pouvoir de fixer le prix du bien ou du service spécifié, ce qui indique qu'elle a le contrôle de son utilisation et des avantages économiques qui y sont associés.

La Banque a conclu qu'elle n'exerçait aucun contrôle sur les services fournis par le Distributeur aux Gestionnaires de fonds avant ce transfert. Il n'a pas le pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de refuser des achats ou des ventes de fonds d'investissement. En outre, il ne peut pas influencer quel distributeur commercialise quel fonds, ni orienter son activité vers un Gestionnaire de fonds ou des fonds spécifiques. Le Groupe n'assume pas les risques d'insolvabilité des Gestionnaires de fonds ou des Distributeurs (il n'est pas non plus responsable des retards de paiement des commissions). Toute avance consentie par le Groupe au Distributeur sans avoir reçu de remboursement de la part du CII serait recouvrable. De plus, le Groupe n'est pas le principal responsable de la livraison du produit, car il ne dispose pas de son propre réseau. Le groupe n'obtient pas ou ne s'engage pas à obtenir le bien ou le service avant que le distributeur ne commercialise le fonds d'investissement, ce qui signifie que le Groupe n'en tire aucun avantage préalable. Par conséquent, Allfunds n'est pas exposée au risque de stock, car le distributeur n'est rémunéré que pour les transactions effectivement exécutées. Compte tenu de ces facteurs, ainsi que des restrictions imposées par les Gestionnaires de fonds et les Distributeurs en matière de fixation du niveau des commissions de distribution (politiques tarifaires des Gestionnaires de fonds, accords préexistants et accords bilatéraux), le Groupe a conclu qu'il n'agissait pas en tant que mandant.

- Celles qui découlent de la prestation d'un service effectué en une seule fois, au moment où cet acte est accompli.

iii. Produits et charges non financiers

Ils sont comptabilisés à des fins comptables sur la base de la comptabilité d'exercice.

iv. Recouvrements et paiements différés

Ils sont comptabilisés au montant résultant de l'actualisation des flux de trésorerie attendus aux taux du marché, lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

m) Avantages postérieurs à l'emploi et autres engagements envers le personnel

En vertu des conventions collectives actuellement en vigueur et d'autres arrangements, la Banque s'est engagée à compléter les prestations du système public de sécurité sociale revenant à certains employés, et à leurs ayants droit, en cas de retraite, d'invalidité permanente ou de décès.

Rémunération postérieure à l'emploi - Régimes à cotisations définies

Les obligations de la Banque à l'égard de ses employés après l'emploi sont considérées comme des « régimes à cotisations définies » lorsque la Banque verse des cotisations prédéterminées à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou effective de verser d'autres cotisations si l'entité distincte n'est pas en mesure de payer les avantages sociaux liés aux services rendus au cours de l'exercice en cours et des exercices précédents.

Les cotisations versées chaque année par la Banque au titre de ses obligations de cotisations définies sont comptabilisées sous la rubrique « Frais d'administration - Charges de personnel » du compte de résultat (voir Note 22.1).

Prestations postérieures à l'emploi : régimes à prestations définies

Au 31 décembre 2025, la Banque avait des obligations de pension envers certains employés des succursales en Italie et en Suisse qui, conformément à la législation applicable, remplissent les conditions pour être considérées comme des obligations à prestations définies.

La Banque comptabilise la valeur actuelle nette de ces obligations au titre des prestations définies postérieures à l'emploi sous la rubrique « Provisions - Pensions et autres obligations au titre des prestations définies postérieures à l'emploi » au passif du bilan.

Les prestations postérieures à l'emploi sont comptabilisées comme suit :

- Le coût des services est comptabilisé dans le compte de résultat et comprend les éléments suivants :

- Le coût des services rendus au cours de l'exercice, c'est-à-dire l'augmentation de la valeur actuelle des obligations résultant des services rendus par les employés au cours de l'exercice, est comptabilisé sous la rubrique « Frais d'administration - Frais de personnel ».
- Le coût des services passés, qui résulte des modifications apportées aux avantages postérieurs à l'emploi existants ou de l'introduction de nouveaux avantages et qui inclut le coût des réductions, est comptabilisé sous la rubrique « Provisions ou (-) Reprises de provisions ».
- Tout gain ou perte résultant de la liquidation du régime est comptabilisé dans la rubrique « Provisions ou (-) reprises de provisions ».

- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies, c'est-à-dire la variation au cours de l'année du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies qui résulte du passage du temps, sont comptabilisés sous la rubrique « Charges d'intérêts » (« Produits d'intérêts » s'il s'agit d'un produit) dans le compte de résultat.

- La réévaluation du passif/de l'actif net au titre des prestations définies est comptabilisée dans les capitaux propres sous la rubrique « Autres éléments du résultat global » et se compose des éléments suivants :

- Les gains et pertes actuariels générés au cours de l'exercice, résultant des effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est réellement produit et des effets des changements d'hypothèses actuarielles.
- Le rendement des actifs du régime, à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets sur le passif/l'actif net au titre des prestations définies.
- Tout changement dans l'effet du plafonnement de l'actif, à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets sur le passif/l'actif net au titre des prestations définies.

n) Indemnités de fin de contrat

En vertu de la législation en vigueur, la Banque est tenue de verser des indemnités de licenciement aux employés licenciés sans motif valable.

o) Impôt sur le revenu

La Banque, en tant qu'entité représentative du Groupe fiscal en Espagne, a opté pour l'application du régime de consolidation fiscale (« Régime de consolidation fiscale ») prévu dans le cadre réglementaire de l'Impôt espagnol sur les sociétés.

Le Régime de consolidation fiscale exige que le groupe d'entités formant le groupe fiscal regroupe la base imposable de l'impôt sur les sociétés, à toutes fins utiles, comme un seul contribuable, de sorte que les entités incluses dans le groupe ne remplissent pas de déclarations fiscales individuelles. Toutefois, chacune de ces entités doit calculer l'impôt qui lui correspondrait dans l'hypothèse d'une déclaration individuelle et comptabiliser l'impôt sur les sociétés qui en résulte, soit comme une dette, soit comme une créance, en fonction de la nature de sa contribution.

La charge (le produit) de l'impôt sur les sociétés pour l'année est calculé comme l'impôt à payer sur le résultat imposable ajusté du montant des variations survenues au cours de l'année dans les actifs et les passifs dérivés des différences temporaires, des crédits pour les déductions et les abattements fiscaux, et de tout report de pertes fiscales existant.

Les actifs et passifs d'impôts différé comprennent, le cas échéant, les différences temporelles identifiées comme les montants que l'on s'attend à payer ou à recouvrer en raison des différences entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leurs bases fiscales correspondantes (« valeur fiscale ») qui devraient s'inverser à l'avenir. Ils comprennent également les reports de pertes fiscales en attente de compensation et les crédits pour les déductions fiscales inutilisées et les provisions qui peuvent exister. Ces montants sont comptabilisés en appliquant le taux d'imposition attendu pour les recouvrer ou les régler à la différence temporaire correspondante.

Le poste « Actifs fiscaux » du bilan comprend, le cas échéant, le montant des actifs fiscaux, en distinguant les « Actifs fiscaux courants » (montants à recouvrer au titre des impôts dans les douze mois à venir) et les « Actifs fiscaux différés » (montants des impôts à recouvrer dans les années à venir, y compris ceux provenant des pertes fiscales reportées ou des crédits d'impôt en attente ou des déductions fiscales qui peuvent exister).

La rubrique « Passifs d'impôts » du bilan comprend, le cas échéant, le montant des passifs d'impôts, hors provisions pour impôts, qui se décomposent en « Passifs d'impôts courants » (montants à payer au titre de l'impôt sur les sociétés lié au résultat de l'exercice et autres impôts exigibles dans les douze mois à venir) et en « Passifs d'impôts différés » (montants d'impôts sur les sociétés à payer au cours d'exercices futurs qui pourraient exister).

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables qui peuvent exister, à l'exception de celles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'autres actifs et passifs dans une transaction qui n'affecte ni le résultat fiscal ni le résultat comptable et qui n'est pas un regroupement d'entreprises.

Par ailleurs, les actifs d'impôts différés identifiés comme des différences temporaires ne sont comptabilisés que s'il est jugé probable que la Banque disposera à l'avenir de bénéfices imposables suffisants sur lesquels ils pourront être imputés, et qu'ils ne résultent pas de la comptabilisation initiale (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans le cadre d'une transaction qui n'affecte ni le résultat imposable ni le résultat comptable. Les autres actifs d'impôts différés (reports de pertes fiscales et déductions en attente de compensation, le cas échéant) ne sont comptabilisés que s'il est jugé probable que la Banque disposera de bénéfices imposables futurs suffisants pour les utiliser.

A chaque date de clôture, les impôts différés comptabilisés (actifs et passifs) sont examinés pour s'assurer qu'ils restent valables, et des corrections appropriées sont apportées s'il existe des doutes quant à leur recouvrabilité future. De même, à chaque date de déclaration, les actifs d'impôts différés non comptabilisés, le cas échéant, sont évalués et comptabilisés dans la mesure où leur recouvrement au moyen de bénéfices imposables futurs devient probable.

p) Investissements

Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées

Les « Filiales » ou « Entités du Groupe » sont définies comme des entités sur lesquelles la Banque a la capacité d'exercer un contrôle ; le contrôle est, en général mais pas exclusivement, présumé exister lorsque la Banque détient directement ou indirectement la moitié ou plus des droits de vote de la société émettrice ou, même si ce pourcentage est inférieur ou nul, lorsque, comme dans le cas d'accords avec les actionnaires de la société émettrice, la Banque se voit octroyer le contrôle. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et d'exploitation d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les « coentreprises » sont réputées être des entreprises qui ne sont pas des filiales mais qui sont contrôlées conjointement par deux ou plusieurs entreprises non liées. En témoignent les accords contractuels par lesquels deux entités ou plus (les coentrepreneurs) acquièrent des participations dans des entités, entreprennent des opérations ou détiennent des actifs, de sorte que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles affectant la coentreprise requièrent le consentement unanime des coentrepreneurs.

Les « Entreprises associées » sont des entités sur lesquelles la Banque est en mesure d'exercer une influence notable, mais non un contrôle ni un contrôle conjoint, généralement parce qu'elle détient 20 % ou plus des droits de vote de l'entité dans laquelle elle détient une participation.

Les investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées sont évalués au coût, déduction faite, le cas échéant, de toute perte de valeur cumulée qu'il pourrait être nécessaire de comptabiliser. Ces pertes sont calculées comme la différence entre la valeur comptable des investissements et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs de l'investissement. A moins qu'il n'y ait de meilleures preuves de la valeur recouvrable, celle-ci est basée sur la valeur des capitaux propres de l'entreprise détenue, ajustée du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation. Lorsqu'il n'y a pas d'indication de plus-values latentes, la valeur recouvrable est estimée en tenant compte de l'activité de la société détenue, en utilisant généralement le procédé de l'actualisation des flux de trésorerie basés sur les flux de trésorerie attendus de cette activité.

Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle elles surviennent. Les reprises de pertes de valeur précédemment comptabilisées sont comptabilisées immédiatement dans le compte de résultat de l'exercice.

Tout dividende perçu sur ces participations au cours de l'exercice est comptabilisé sous la rubrique « Revenus de dividendes » dans l'état des résultats lorsqu'il est perçu, c'est-à-dire lorsque le droit de la Banque à le percevoir est établi, à savoir à la date à laquelle il est déclaré par les organes de direction des entreprises détenues.

La Note 7 de ces états financiers fournit des informations significatives sur ces sociétés et sur les acquisitions et cessions les plus importantes en 2025 et 2024.

q) Etat des produits et des charges comptabilisés

Il s'agit d'un état qui présente les produits et les charges générés par la Banque dans le cadre de son activité au cours de l'exercice, en distinguant les produits et les charges comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice et les autres produits et charges comptabilisés, conformément à la réglementation en vigueur, directement dans les capitaux propres, et en distinguant parmi ces derniers les éléments qui peuvent être reclassés dans le compte de résultat, conformément à la législation en vigueur, de ceux qui ne peuvent pas l'être.

En conséquence, cette déclaration présente :

- a. Le résultat.
- b. Le montant net des produits et des charges comptabilisés dans les capitaux propres au titre du cumul des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat à l'avenir.
- c. Le montant net des produits et des charges comptabilisés en capitaux propres qui peuvent être reclassés en résultat à l'avenir.
- d. Total des produits et charges comptabilisés, calculé comme la somme des points a) à c) ci-dessus.

r) Etat des variations totales des capitaux propres

Il s'agit d'un état qui comprend toutes les variations des capitaux propres, le cas échéant, y compris celles dues à des changements de principes comptables et à la correction d'erreurs. En conséquence, cet état présente un rapprochement de la valeur comptable au début et à la fin de l'année de tous les éléments de capitaux propres, et les changements effectués sont regroupés sur la base de leur nature dans les postes suivants :

- Ajustements dus aux changements de principes comptables et ajustements dus aux erreurs : comprennent les variations des capitaux propres résultant du retraitement rétrospectif des soldes des états financiers en raison de changements de principes comptables ou de la correction d'erreurs, le cas échéant.

- Total des produits/charges comptabilisés : comprend, sous forme agrégée, le total des éléments susmentionnés comptabilisés dans l'état des produits et charges comptabilisés.

- Autres variations des capitaux propres : comprend les autres éléments comptabilisés dans les capitaux propres, y compris, entre autres, les augmentations et diminutions des fonds propres, la distribution des bénéfices, les transactions portant sur les instruments de capitaux propres, les paiements fondés sur des instruments de capitaux propres, les transferts entre les entrées de capitaux propres et toute autre augmentation ou diminution des capitaux propres, s'il y a lieu.

s) Tableau des flux de trésorerie

Les termes suivants sont utilisés dans les tableaux des flux de trésorerie avec la signification indiquée :

- Flux de trésorerie : entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, qui sont des investissements à court terme, très liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

- Activités d'exploitation : les principales activités productrices de revenus des établissements de crédit et les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

- Activités d'investissement : acquisition et cession d'actifs à long terme et d'autres investissements non inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

- Activités de financement : activités qui entraînent des changements dans la taille et la composition des capitaux propres et des passifs et qui ne sont pas des activités d'exploitation.

- Aux fins de la préparation du tableau des flux de trésorerie, la « trésorerie et équivalents de trésorerie » ont été considérés comme faisant partie des « Liquidités, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue » dans le bilan.

3. Répartition du bénéfice de la Banque

Au cours de l'exercice 2025, la Banque a réalisé un bénéfice de 13 102 milliers d'euros. Toutefois, en août 2025, le Conseil d'administration a approuvé la distribution d'un dividende intermédiaire d'un montant de 72 000 milliers d'euros, après avoir établi les états financiers provisoires requis en vertu de l'Article 277 du texte refondu de la Loi espagnole sur les sociétés, qui attestaient de l'existence de ressources suffisantes pour cette distribution à cette date.

Au cours du dernier trimestre de 2025, certaines décisions de la Direction — telles que la sortie de l'activité Allfunds Digital, qui a entraîné la comptabilisation d'une perte de valeur sur la participation dans cette société d'un montant de 163 000 milliers d'euros (voir les Notes 1.k et 7) — ont réduit les prévisions de bénéfice initiales de la Banque, le bénéfice de l'exercice s'étant finalement révélé insuffisant pour couvrir l'acompte sur dividende déjà distribué. En conséquence, la différence entre le montant de l'acompte sur dividende et le résultat de l'exercice sera imputée sur les réserves facultatives, conformément à la réglementation en vigueur, étant donné qu'à la clôture de l'exercice, la Banque disposait de fonds propres librement distribuables suffisants, tels que la prime d'émission (1 197 992 milliers d'euros), et que, par conséquent, l'acompte sur dividende n'a pas à être restitué.

L'Actionnaire unique a reconstitué les réserves volontaires négatives générées à la suite des distributions de dividendes effectuées au cours de l'exercice 2025, grâce à la distribution d'une partie de la prime d'émission mentionnée ci-dessus, en mars 2026 (voir la Note 1.l).

La répartition du bénéfice net de la Banque pour 2025 que le Conseil d'administration proposera à l'approbation de l'actionnaire unique est la suivante :

	Milliers d'euros
Profit	13 102
<i>Proposition de répartition des bénéfices :</i>	
Réserves volontaires librement disponibles	13 102

Dividendes

Lors de ses réunions tenues les 10 avril 2025 et 12 mai 2025, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé la distribution de deux dividendes d'un montant respectif de 128 000 milliers d'euros et 40 000 milliers d'euros, prélevés sur les réserves librement distribuables. Conformément à l'Article 273.2 du texte refondu de la Loi espagnole sur les sociétés, il a été confirmé que les fonds propres de la Banque n'étaient pas inférieurs à son capital social, ni ne le sont devenus à la suite de ces distributions, et que la réserve légale était intégralement constituée.

Par ailleurs, lors de sa réunion du 5 août 2025, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé la distribution d'un dividende intermédiaire d'un montant de 72 000 milliers d'euros au titre des résultats de l'exercice 2025. Les états financiers provisoires établis par le Conseil d'administration de la Banque conformément à l'Article 277 du texte refondu de la Loi espagnole sur les sociétés, attestant de l'existence de bénéfices et de liquidités suffisants pour permettre le versement d'acomptes sur dividendes, se présentent comme suit :

	Milliers d'euros
	30 juin 2025
Bénéfice après impôt A déduire :	74 329
Dividende versé	-
Réserve légale	120
Bénéfice distribuable	74 209
Dividende à distribuer	72 000
Dividende brut par action (euros)	26,65

Bénéfice/(perte) par action

La Banque n'est pas la société mère d'un groupe consolidé dominant dont les actions sont cotées et négociées en bourse. C'est pourquoi nous ne fournissons pas d'informations sur le résultat de base par action dans les présents comptes annuels.

4. Rémunération et autres avantages versés aux administrateurs et aux cadres supérieurs de la Banque

a) Rémunération des administrateurs

Les rémunérations perçues par les membres du Conseil d'administration de la Banque en 2025 et 2024 en leur qualité d'administrateurs sont détaillées ci-après.

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Korp, Johannes		
Rangaswami, Jayaprakasa	60	60
Reid, Christopher		
Saurel, Leonora		
Rueda Delfin	48	48
Delgado Mendes, Sofia	48	48
Perez Renovales, David	65	65
Schliessler, Ursula (*)	21	60
Dolly, Lisa	65	65
Bennett, David Jonathan	200	200
Valier, Andrea	-	-
Alcaraz, Juan (**)	-	-
Spring, Annabel (***)	-	-
Bellini, Marina (****)	8	-
	515	546

(*) Mandat révoqué en mai 2025.

(**) Mandat révoqué en juin 2025.

(***) Nomination au poste d'administrateur en juin 2025.

(****) Nomination au poste d'administrateur en novembre 2025.

Au cours de l'exercice 2025 et 2024, respectivement, les administrateurs n'ont pas reçu d'autres rémunérations à court terme, d'avantages postérieurs à l'emploi, d'autres avantages à long terme, d'indemnités de fin de contrat ou de paiements fondés sur des instruments de capitaux propres. Par ailleurs, aux 31 décembre 2025 et 2024, la Banque n'avait pas d'obligations postérieures à l'emploi à l'égard des membres actuels ou anciens de son Conseil d'administration.

De même, la rémunération des administrateurs exécutifs au titre de l'exercice de leurs fonctions exécutives au cours des exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 est détaillée ci-dessous, quelle que soit la date de leur entrée au Conseil d'administration :

	Milliers d'euros			
	Juan Alcaraz		Annabel Spring	
	2025	2024	2025	2024
Fixe (*)	1 745	1 772	1 144	-
Variable (**)	2 550	1 695	1 002	-
Incitation à long terme (***)	645	320	1 731	-
Retraites	144	121	-	-
Indemnité de licenciement	9 774	-	-	-
	14 858	3 908	3 876	-

(*) Comprend d'autres compléments de salaire à court terme.

(**) Ce montant comprend 60 % de la rémunération non différée ainsi que la provision correspondant aux 40 % restants.

(***) Correspond principalement au régime à long terme.

b) Rémunération des cadres supérieurs

Aux fins de la préparation des présents états financiers, les cadres supérieurs de la Banque ont été considérés comme étant tous les membres du Comité exécutif, les autres employés appartenant à la Banque identifiés par celle-ci à l'exclusion des administrateurs conformément à la définition contenue dans la Circulaire 2/2016 de la Banque d'Espagne, du 2 février, qui achève l'adaptation de la législation espagnole à la directive 2013/36/UE et au Règlement (UE) 575/2013, ainsi que certains directeurs régionaux et de zone.

Les rémunérations versées aux cadres supérieurs de la Banque en 2025 et 2024 sont détaillées ci-dessous :

	Nombre de personnes	Milliers d'euros			
		Salaire			
		Fixe (*)	Variable (**)	Long terme (***)	Total
2025	22	6 852	8 614	1 287	16 753
2024	21	7 927	7 346	739	16 012

(*) Comprend d'autres compléments de salaire à court terme. Ce montant comprend également 1 402 milliers d'euros d'indemnités de licenciement liées à la cessation d'emploi.

(**) Ce montant comprend 60 % de la rémunération non différée ainsi que la provision correspondant aux 40 % restants.

(***) Correspond principalement au régime à long terme.

Les membres de la Direction Générale ont reçu une rémunération variable associée à des plans d'intéressement à long terme au cours des exercices 2025 et 2024, comme détaillé dans la Note 22.1.

c) Obligations en matière de pensions, d'assurances et autres

A la clôture de l'exercice 2025, la Banque avait pris des engagements au titre des obligations liées aux régimes de retraite à cotisations définies envers 22 des cadres supérieurs actuels de la Banque en cas de départ à la retraite, d'invalidité permanente ou de décès (2024 : 22 membres). Les cotisations versées à ce titre en 2025 s'élevaient à 657 milliers d'euros (2024 : 719 milliers d'euros) (voir Note 22.1).

Le capital garanti par les polices d'assurance-vie pour les cadres supérieurs (y compris ceux qui exercent des fonctions d'administrateur) s'élevait à 22 458 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (31 décembre 2024 : 19 508 milliers d'euros). La Banque a versé des primes pour un montant de 50 000 euros (31 décembre 2024) : 50 000 euros) aux compagnies d'assurance dans ce cadre en 2024. Aux 31 décembre 2025 et 2024, il n'y avait pas de polices d'assurance-vie couvrant les administrateurs.

d) Prêts

Aux 31 décembre 2025 et 2024, la Banque n'avait aucun risque direct lié aux membres actuels ou anciens de son conseil d'administration ou de sa Direction générale, ni aucune garantie accordée à ces derniers.

e) Informations concernant les situations de conflit d'intérêts impliquant les administrateurs

A la clôture de l'exercice 2025, les membres du Conseil d'administration de la Banque n'avaient pas notifié aux autres membres du Conseil d'administration un quelconque conflit d'intérêts direct ou indirect qu'eux-mêmes ou des personnes qui leur sont liées au sens de la Loi espagnole sur les sociétés à responsabilité limitée pourraient avoir à l'égard de la Banque.

5. Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue

Le détail des « Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue » dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Trésorerie	2	3
Soldes de trésorerie auprès des banques	1 683 164	1 606 377
Autres dépôts à vue	826 076	1 003 107
	2 509 242	2 609 487

Le solde comptabilisé sous ce poste aux 31 décembre 2025 et 2024 représente le niveau maximum d'exposition au risque de crédit assumé par la Banque en relation avec ces instruments.

Le solde inscrit sous la rubrique « Avoirs en espèces auprès des banques centrales » correspond aux avoirs en espèces détenus auprès de la Banque d'Espagne, de la Banque d'Italie, de la Banque d'Angleterre et de la Banque nationale suisse. Ce solde est pris en compte dans les exigences de liquidité et permet à la Banque de réduire la concentration du risque de contrepartie.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, la Banque respectait le taux de réserve obligatoire prévu par la législation en vigueur.

La note 24 fournit des informations sur les échéances résiduelles et les taux d'intérêt moyens des instruments d'emprunt classés dans cette catégorie d'actifs financiers.

La note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces instruments financiers aux 31 décembre 2025 et 2024.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, la Banque ne détenait aucun actif de cette catégorie présentant des montants échus ou dépréciés.

6. Actifs financiers au coût amorti

Le détail, par type d'instrument financier et par contrepartie, des « Actifs financiers au coût amorti » aux 31 décembre 2025 et 2024 figurant dans les bilans ci-joints se présente comme suit :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Actifs financiers au coût amorti :		
Titres de créance	72 907	—
aux banques centrales	—	—
aux établissements de crédit	411 542	93 034
aux clients	250 555	179 279
	735 004	272 313

Le montant inscrit au poste « Actifs financiers au coût amorti – Titres de créance » au 31 décembre 2025 correspond intégralement à deux émissions souveraines acquises par la Banque au cours de l'exercice. Il s'agit plus précisément d'une obligation d'Etat italienne acquise le 31 octobre 2025 pour un montant de 25 153 milliers d'euros, arrivant à échéance le 26 août 2027, et d'une obligation d'Etat espagnole acquise le 16 décembre 2025 pour un montant de 47 754 milliers d'euros, arrivant à échéance le 31 janvier 2028.

6.1 Prêts et avances aux établissements de crédit

Le détail, par type et par devise de la transaction, des « Prêts et avances aux établissements de crédit » aux 31 décembre 2025 et 2024 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Type :		
Dépôts à terme	29 151	89 939
Accords de prise en pension	382 113	
Add : Ajustements de valorisation	278	3 095
Dont-		
Intérêts courus	278	3 095
	411 542	93 034
Devise :		
Euro	6 143	10 378
Devises étrangères	405 399	82 656
	411 542	93 034

Au 31 décembre 2025, le poste « Actifs financiers au coût amorti – Prêts et avances aux établissements de crédit » comprend sept contrats de prise en pension conclus avec trois établissements financiers au cours de l'exercice, pour un montant total de 382 113 milliers d'euros. Toutes ces opérations, conclues le 30 décembre 2025 et arrivant à échéance le 2 janvier 2026, sont garanties par des obligations d'Etat américaines, qui sont considérées comme des actifs de haute qualité et très liquides.

La note 24 détaille les échéances de ces actifs à la fin des exercices 2025 et 2024 et les taux d'intérêt moyens en 2025 et 2024. La note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces actifs financiers.

6.2 Prêts et avances aux clients

Le détail, par type et statut de prêt et par zone géographique de résidence, des « Prêts et avances aux clients » aux 31 décembre 2025 et 2024 à l'actif des bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Par type d'opération et par statut :		
Créances à vue et autres (*)	243 243	174 512
Actifs dépréciés (**)	20 401	16 487
Moins : Ajustements de valorisation	(13 089)	(11 720)
<i>Dont :</i>		
<i>Pertes de valeur</i>	(13 089)	(11 720)
Par zone géographique de l'emprunteur :	250 555	179 279
Espagne	5 208	25 683
Union européenne (hors Espagne)	194 562	102 046
Reste du monde	50 785	51 550
	250 555	179 279

(*) Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, ce montant comprend respectivement 104 010 et 60 226 milliers d'euros, correspondant aux commissions sur la vente de parts d'Organismes de placement collectif non encore perçues et non dépréciées à ces dates. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, ce montant comprend respectivement 61 485 et 10 947 milliers d'euros au titre des opérations financières en attente de règlement.

(**) Correspond, en totalité, aux commissions de vente de parts d'organismes de placement collectif en attente d'encaissement à ces dates (voir Note 20).

La note 24 détaille les échéances de ces actifs à la fin des années 2025 et 2024 et les taux d'intérêt annuels moyens en 2025 et 2024. La note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces actifs financiers.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, il n'y avait pas de prêts et d'avances à des clients pour des montants significatifs sans date d'échéance fixe.

Les variations des prêts et avances classés comme « Actifs financiers au coût amorti » et les corrections de valeur associées.

On trouvera ci-après le détail de l'évolution du solde des prêts et avances aux établissements de crédit et des prêts et avances à la clientèle comptabilisés sous le poste « Actifs financiers au coût amorti » dans les bilans aux 31 décembre 2025 et 2024, en fonction de leur classification comptable, y compris les corrections de valeur associées :

	Milliers d'euros		
	Stage 1	Stage 2	Stage 3
Solde de base			
Au 31 décembre 2023	117 544	16 965	14 707
Au 31 décembre 2024	149 960	24 552	16 487
Au 31 décembre 2025	211 342	31 901	20 401
Pertes de valeur			
Au 31 décembre 2023	230	279	10 331
Au 31 décembre 2024	445	372	10 903
Au 31 décembre 2025	722	1 834	10 533

Au 31 décembre 2025, un risque de 34 914 milliers d'euros (contre 28 250 milliers d'euros au 31 décembre 2024) a été évalué sur une base individuelle. En conséquence, des provisions ont été comptabilisées selon la méthode d'évaluation individuelle pour un montant de 1 938 milliers d'euros au titre des expositions Stage 3 (contre 2 483 milliers d'euros et 0 euro respectivement pour les expositions Stage 3 et Stage 2 au 31 décembre 2024).

Pertes de valeur

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la charge encourue par la Banque au titre des pertes de valeur s'est élevée à 2 949 milliers d'euros (31 décembre 2024 : produit de 3 922 milliers d'euros).

Actifs financiers en souffrance mais non dépréciés

La Banque détenait des actifs financiers en souffrance mais non dépréciés dans le bilan ci-joint aux 31 décembre 2025 et 2024 pour des montants respectifs de 104 010 milliers d'euros et 61 408 milliers d'euros, dont l'échéance était inférieure à 30 jours, qui étaient détenus auprès d'autres sociétés financières et qui provenaient de commissions non perçues dans le cadre de la commercialisation de parts d'organismes de placement collectif et de découverts de dépôts à vue à ces mêmes dates.

Actifs dépréciés

Le détail des variations du solde des actifs financiers classés comme actifs financiers au coût amorti et estimés collectivement comme étant dépréciés en raison du risque de crédit aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Solde d'ouverture	16 487	14 707
Amortissement	(1 580)	(3 041)
Ajouts nets de recouvrements	5 494	4 821
Solde de clôture	20 401	16 487

Aux 31 décembre 2025 et 2024, il n’y avait pas d’intérêts courus à recevoir sur ces actifs.

En outre, les actifs financiers classés comme actifs financiers au coût amorti et considérés comme dépréciés en raison du risque de crédit aux 31 décembre 2025 et 2024 sont détaillés ci-dessous, classés selon l’ancienneté du montant le plus ancien en souffrance :

	Milliers d'euros					
	Avec des soldes échus au plus tard					Total
	Dans les 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 12 à 24 mois	Plus de 24 mois	
Solde au 31 décembre 2025	1 783	15 775	1 843	1 000	-	20 401
Solde au 31 décembre 2024	8 175	4 784	436	3 092	-	16 487

7. Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées

Ce poste comprend les instruments de capitaux propres émis par les entités du Groupe et détenus par la Banque.

Les « Filiales » ou « Entités du Groupe » sont définies comme des entités sur lesquelles la Banque a la capacité d’exercer un contrôle de gestion ; cette capacité se manifeste, en général mais pas exclusivement, par la détention, directe ou indirecte, d’au moins 50 % des droits de vote des sociétés dans lesquelles la Banque détient une participation ou, dans ce cas, même si ce pourcentage est inférieur ou nul, si, comme dans le cas d’accords conclus avec les actionnaires des sociétés susmentionnées, ce contrôle est accordé à la Banque. A ces fins, une entité est considérée comme en contrôlant une autre, lorsque :

- i. Elle a le pouvoir, en vertu de dispositions légales ou réglementaires ou d’accords, de régir les activités importantes de l’entreprise détenue, c’est-à-dire celles qui ont une incidence significative sur ses résultats ;
- ii. Elle a la capacité d’utiliser son pouvoir sur l’entreprise investie pour influencer le montant des bénéfices de l’investisseur ; et
- iii. Elle est exposée, ou a des droits, à des rendements variables du fait de son implication dans l’entreprise détenue.

7.1. Sociétés du groupe

Le détail des participations et autres informations pertinentes sur ces entités, aux 31 décembre 2025 et 2024, est le suivant :

31 décembre 2025

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Propriété	Participation au capital	Milliers d'euros			
					Données sur la société bénéficiaire de l'investissement (§)			Valeur comptable nette
					Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice/perte	
Allfunds Nominee, Limited	Royaume-Uni	Détention d'actifs	Directe	100 %	1	-	-	1
Allfunds Bank Brasil Representagoes, Ltda.	Brésil	Services de représentation	Directe	100 %	1 043	(499)	(46)	1 043
Allfunds Digital, S.L.U. (**)	Espagne	Programmation informatique	Directe	100 %	3	146 609	(108 042)	44 578
Allfunds Hong Kong Limited	Hong Kong	Services de courtage institutionnel	Directe	100 %	15 417	(7 404)	(2 284)	15 417
Allfunds Data Analytics Limited (++)	UK	Fournisseur de solutions de données et de développement logiciel	Directe	100 %	216	328	(34)	9 000
Allfunds Blockchain, S.L.U.	Espagne	Activités de programmation informatique et de développement technologique	Directe	100 %	1 412	6 759	(1 078)	14 015
Allfunds Information & Technology Services (Shanghai) Co., Ltd	Chine	Intermédiation institutionnelle	Directe	100 %	450	57	45	450
Allfunds Investment Solutions (##)	Luxembourg	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	-	-	-	-
Allfunds (Middle East) Limited	Emirats arabes unis	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	3 027	36	(1 815)	3 027
Allfunds Digital Solutions, S.L.U. (**)	Espagne	Programmation informatique	Directe	100 %	3	1 645	(7)	28 003
								115 534

§ Les états financiers de ces entités pour l'exercice 2025 n'ont pas encore été approuvés par leur actionnaire. Les Administrateurs de la Banque estiment toutefois qu'ils seront approuvés sans modification.

** Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2025, dans le cadre du processus de réorganisation du périmètre d'activités numériques du Groupe, l'acquisition de 100 % du capital social d'Allfunds Digital Solutions, S.L.U. par Allfunds Bank, S.A.U. a été finalisée le 28 novembre 2025.

++ Entité acquise le 31 décembre 2025 par la Banque auprès d'Allfunds Digital, S.L.U.

Au cours de l'exercice 2025, la direction a décidé de se séparer de l'activité Allfunds Investment Solutions en la cédant. En conséquence, la valeur comptable au 31 décembre 2025 (1 500 milliers d'euros) est présentée sous la rubrique « Actifs non courants et groupes à céder classés comme détenus en vue de la vente » (voir Note 1.k).

31 décembre 2024

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Propriété	Participation au capital	Milliers d'euros			
					Données sur la société bénéficiaire de l'investissement			Valeur comptable nette
					Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice/perte	
Allfunds Nominee, Limited	Royaume-Uni	Détention d'actifs	Directe	100 %	1	—	—	1
Allfunds Bank Brasil Representagoes, Ltda.	Brésil	Services de représentation	Directe	100 %	1 043	(499)	(20)	1 043
Allfunds Digital, S.L.U. (**)	Espagne	Programmation informatique	Directe	100 %	3	173 494	(8 484)	207 577
Allfunds Hong Kong Limited	Hong Kong	Services de courtage institutionnel	Directe	100 %	11 482	(5 547)	(1 981)	11 482
Allfunds Blockchain, S.L.U.	Espagne	Activités de programmation informatique et de développement technologique	Directe	100 %	1 212	7 010	(2 185)	12 015
Allfunds Information & Technology Services (Shanghai) Co., Ltd	Chine	Intermédiation institutionnelle	Directe	100 %	450	41	17	450
Allfunds Investment Solutions	Luxembourg	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	1 500	4 533	(4 585)	11 500
Allfunds (Middle East) Limited (*)	Arabie Saoudite	Gestionnaire de fonds d'investissement	Directe	100 %	459	—	(55)	459
								244 527

(*) Une société dont l'activité a démarré au cours de l'exercice 2024.
(**) Par l'intermédiaire de cette société, une participation de 100 % est détenue dans le capital social d'Allfunds Data Analytics (anciennement Instihub Analytics Limited) et une participation de 65 % dans Mainstreet Capital Partners Limited. En outre, le 27 juillet 2023, la fusion par absorption d'Allfunds Tech Solutions, S.A.U. (anciennement connue sous le nom de Web Financial Group) dans Allfunds Digital, S.L.U., a été formalisée (voir Note 1.k). Les données fournies reflètent les chiffres consolidés d'Allfunds Digital.

L'Annexe I contient les détails de toutes les sociétés détenues indirectement par la Banque.

Aucune de ces entreprises n'est cotée en bourse.

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, ni au cours de ces exercices, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les actifs détenus par la Banque.

8. Immobilisations corporelles

Les variations en 2025 et 2024 du poste « Immobilisations corporelles » dans les bilans ci-joints sont les suivantes :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Coût :		
Solde d'ouverture	52 320	63 388
Entrées	7 563	2 029
Retraits		(13 097)
Autres changements (*)	(391)	
Solde de clôture	59 492	52 320
Amortissements cumulés :		
Solde d'ouverture	(29 979)	(33 965)
Charges de l'exercice	(8 670)	(8 952)
Retraits	67	12 938
Autres changements (*)		
Solde de clôture	(38 582)	(29 979)
Immobilisations corporelles, nettes	20 910	22 341

(*) Concerne principalement les écarts de change.

Le détail des éléments composant le poste « Immobilisations corporelles » aux 31 décembre 2025 et 2024 dans les bilans ci-joints, par type d'actif, se présente comme suit :

	Milliers d'euros		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable
Actifs liés au droit d'utilisation	32 788	(16 015)	16 773
Mobilier et agencements	15 325	(10 107)	5 218
Matériel informatique	4 207	(3 857)	350
Solde au 31 décembre 2024	52 320	(29 979)	22 341
Actifs liés au droit d'utilisation	39 511	(23 077)	16 434
Mobilier et agencements	15 732	(11 603)	4 129
Matériel informatique	4 249	(3 902)	347
Solde au 31 décembre 2025	59 492	(38 582)	20 910

Au 31 décembre 2025, les immobilisations corporelles entièrement amorties s'élevaient à environ 8 953 milliers d'euros (31 décembre 2024 : environ 5 321 milliers d'euros). En 2024, la Banque a comptabilisé une perte de 39 milliers d'euros dans le compte de résultat, liée à la décomptabilisation d'immobilisations corporelles, sous la rubrique « Gains ou (pertes) sur la décomptabilisation d'actifs non financiers, nets ».

Compte tenu de la nature des actifs corporels de la Banque, ses administrateurs considèrent que leur juste valeur ne diffère pas significativement de leur valeur comptable respective aux 31 décembre 2025 et 2024.

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations corporelles de la Banque destinées à être utilisées aux 31 décembre 2025 et 2024, ni au cours des exercices clos à ces dates.

9. Immobilisations incorporelles

Le détail des « Immobilisations incorporelles » figurant dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2025 et 2024 se présente comme suit :

	Milliers d'euros	
	31-12-2025	31-12-2024
Goodwill :	294 437	293 434
<i>Investlab</i>		
<i>Allfunds Sweden AB</i>	18 036	17 033
<i>Banca Corrispondente Business of BNP</i>	218 570	218 570
<i>LPA Business of Iccrea LP</i>	57 831	57 831
Moins - Amortissements cumulés du goodwill	(137 790)	(107 979)
Accord d'exclusivité - BNP	104 056	104 056
Relations avec les clients - Iccrea	41 497	41 497
Relations avec les clients - Allfunds Sweden AB	1 576	1 489
Relation avec les clients - BNP	109 231	109 231
Plate-forme technologique - BNP	22 730	22 730
Contrat de sous-distribution - PAM	161 000	161 000
Accords d'exclusivité	125 806	60 000
Accords LPA Fideuram	24 400	24 400
Moins : Amortissement cumulé Fusions et acquisitions et accords	(259 626)	(186 226)
Développements technologiques	233 381	195 774
Moins : Amortissements cumulés	(114 355)	(96 963)
Développements technologiques		
Total (net)	606 343	622 443

Au 31 décembre 2025 ou 2024, toutes les immobilisations incorporelles de la Banque avaient une durée d'utilité finie, à l'exception du goodwill.

Au cours de l'exercice 2025, la Banque a décidé de prolonger les accords d'exclusivité existants conclus avec les anciens actionnaires pour un montant total de 65 806 milliers d'euros. Cette prolongation prolonge la période d'exclusivité d'au moins deux ans et d'au plus sept ans. Cette prolongation avait déjà été envisagée et annoncée au 31 décembre 2024, dans le but principal de préserver l'exclusivité de la distribution et de la vente de fonds d'investissement par l'intermédiaire des réseaux d'agences de deux groupes financiers qui étaient auparavant actionnaires. Ces accords prévoient également des initiatives visant à favoriser une collaboration plus étroite et à renforcer les partenariats stratégiques.

En février 2024, une autre option d'achat détenue par Allfunds en vue de la prolongation de l'accord d'exclusivité avec les anciens actionnaires a été exercée, ce qui a donné lieu à un versement de 30 millions d'euros. Ce versement a été effectué par l'Actionnaire unique, et l'augmentation correspondante des capitaux propres a été comptabilisée pour le montant susmentionné.

Ces sorties de trésorerie concernent des actifs non financiers qui répondent à la définition d'actifs incorporels identifiables, c'est-à-dire des actifs non monétaires contrôlés par l'entité et dont on s'attend à ce qu'ils génèrent des avantages économiques futurs. En conséquence, ils ont été comptabilisés en tant qu'actifs incorporels.

Les actifs seront amortis sur leur durée de vie utile estimée, comprise entre deux et sept ans, conformément aux conditions contractuelles fixées pour les prolongations d'exclusivité.

Les variations (montants bruts) en 2025 et 2024 des « Immobilisations incorporelles » dans les bilans ci-joints sont les suivantes :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Solde d'ouverture (*)	1 013 611	1 299 044
Entrées		
Développements informatiques	45 125	39 283
Accords d'exclusivité	65 806	30 000
Accords LPA Fideuram	—	24 400
Capitalisation des frais de personnel interne (Note 23)	7 890	6 364
Retraits	(12 349)	—
Pertes pour dépréciation (*)	(386)	(354 102)
Ecarts de change	(1 583)	(31 378)
Solde de clôture	1 118 114	1 013 611

(*) En outre, sous le poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » du compte de résultat de la Banque, un montant de 37275 milliers d'euros est inclus, correspondant au recyclage dans les résultats des différences de change accumulées depuis la date d'acquisition de l'activité d'Investlab.

Les variations des « Amortissements cumulés » en 2025 et 2024 sont les suivantes :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Solde d'ouverture	(391 168)	(413 548)
Charge de l'exercice	(132 064)	(152 080)
Retraits	12 349	—
Pertes de valeur	72	147 796
Ecarts de change	(960)	26 664
Solde de clôture	(511 771)	(391 168)

(*) En outre, sous le poste « Dépréciation ou reprise de dépréciation d'actifs non financiers » du compte de résultat de la Banque, un montant de 37 275 milliers d'euros est inclus, correspondant au recyclage dans les résultats des différences de change accumulées depuis la date d'acquisition de l'activité d'Investlab.

Au 31 décembre 2025, les immobilisations incorporelles entièrement amorties s'élevaient à environ 42 235 milliers d'euros (31 décembre 2024 : environ 33 530 milliers d'euros).

Au cours de l'exercice 2025, la Banque a comptabilisé une perte de valeur sur ses immobilisations incorporelles d'un montant de 314 milliers d'euros.

9.1 Goodwill

La ventilation du goodwill, en fonction des unités génératrices de trésorerie (UGT) qui en sont à l'origine, est la suivante :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Banca Corrispondente de BNP	103 852	125 709
Allfunds Sweden AB	6 910	8 230
LPA Business of Iccrea LP	45 783	51 514
Total	156 545	185 453

Les changements en 2025 et 2024 ont été les suivants :

	Milliers d'euros
Solde au 1^{er} janvier 2024	369 469
Réaffectation	(41 497)
LPA Business of Iccrea LP	(41 497)
Retraits et dépréciations	(95 680)
Amortissement	(43 787)
Ecarts de change	(3 052)
Solde au 31 décembre 2024	185 453
Réaffectation	—
Retraits et autres	—
Amortissement	(29 393)
Ecarts de change	485
Solde au 31 décembre 2025	156 545

Les UGT décrites ci-dessus comprennent des immobilisations incorporelles identifiées dans le cadre des différents regroupements d'entreprises ayant donné lieu à ces UGT, pour un montant de 170 594 milliers d'euros, dont 279 090 milliers d'euros correspondent à la valeur brute et 108 496 milliers d'euros à l'amortissement cumulé (2024 : 192 691 milliers d'euros, dont 279 575 milliers d'euros correspondent à la valeur brute et 86 985 milliers d'euros aux amortissements cumulés).

Test de dépréciation

Au moins une fois par an (ou chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation), la Banque examine le goodwill pour détecter une éventuelle dépréciation (c'est-à-dire une réduction potentielle de sa valeur recouvrable en deçà de sa valeur comptable) (voir Note 2-h). La première étape à franchir pour réaliser cette analyse est l'identification des unités génératrices de trésorerie, c'est-à-dire les plus petits groupes d'actifs identifiables de la Banque qui génèrent des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs.

La valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant en considération la valeur comptable (y compris tout ajustement à la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entreprise) de tous les actifs et passifs de toutes les succursales composant l'unité génératrice de trésorerie, ainsi que le goodwill correspondant. La valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie à recouvrer est comparée à sa valeur recouvrable afin de déterminer s'il existe une dépréciation.

Les administrateurs de la Banque évaluent l'existence de toute indication qui pourrait être considérée comme une preuve de dépréciation de l'unité génératrice de trésorerie en examinant les informations suivantes : (i) certaines variables macroéconomiques susceptibles d'affecter son investissement (situation politique et économique, entre autres) et (ii) diverses variables microéconomiques comparant l'investissement de la Banque au secteur des services financiers du pays dans lequel l'unité génératrice de trésorerie exerce l'essentiel de ses activités (fonds intermédiés hors bilan, frais et commissions nets, bénéfices, entre autres).

Qu'il y ait ou non des indices de dépréciation, la Banque calcule chaque année la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté, en s'appuyant sur des évaluations réalisées par des experts indépendants, autres que l'auditeur externe.

Tout d'abord, la Banque détermine la valeur recouvrable en estimant la juste valeur de chaque unité génératrice de trésorerie et en calculant sa valeur d'utilité à l'aide du modèle d'actualisation des dividendes. Les principales hypothèses utilisées pour ce calcul sont les suivantes : (i) des projections de bénéfices et de fonds intermédiés couvrant une période de cinq ans et basées sur les budgets financiers approuvés par les administrateurs de la Banque, (ii) des taux d'actualisation déterminés comme le coût du capital en tenant compte du taux de rendement sans risque plus une prime de risque conforme au marché et à l'activité dans laquelle les unités opèrent et (iii) des taux de croissance constants pour extrapoler les bénéfices à perpétuité qui ne dépassent pas le taux de croissance moyen à long terme du marché dans lequel l'unité génératrice de trésorerie en question opère, compte tenu des évolutions attendues et de la croissance nominale à long terme de l'emplacement géographique de l'unité.

Les projections de flux de trésorerie utilisées par la direction de la Banque pour obtenir les valeurs d'usage sont basées sur les budgets financiers approuvés par les administrateurs de la Banque. La direction de la Banque prépare ses budgets en utilisant les hypothèses clés suivantes :

– Variables microéconomiques de l'unité génératrice de trésorerie : la direction prend en considération les fonds intermédiés hors bilan, les commissions nettes générées par ces actifs, la composition des commissions et les décisions commerciales prises à cet égard.

– Variables de performance passée : en outre, la direction prend en considération dans la projection la différence (à la fois positive et négative) entre la performance passée de l'unité génératrice de trésorerie et celle du marché.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable, à la fin de l'année 2025, des unités génératrices de trésorerie évaluées à l'aide du modèle d'actualisation des dividendes sont détaillées ci-dessous.

	2025			2024		
	Période prévue	Taux d'actualisation	Taux de croissance	Période prévue	Taux d'actualisation	Taux de croissance
Allfunds Sweden AB	5 ans	10,8 %	2,9 %	5 ans	10,6 %	3,1 %
Banca Corrispondente	5 ans	10,6 %	2,9 %	5 ans	10,8 %	3,1 %
LPA Business of Iccrea LP	5 ans	12,2 %	2,9 %	5 ans	10,8 %	3,1 %

Compte tenu du degré d'incertitude de ces hypothèses, la Banque procède à une analyse de sensibilité en utilisant des modifications raisonnables des hypothèses clés sur lesquelles repose la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT), afin de confirmer si la valeur recouvrable continue d'être supérieure à la valeur comptable. L'analyse de sensibilité a consisté à ajuster le taux d'actualisation de +/- 50 points de base et le taux de croissance de la perpétuité de +/- 50 points de base. Suite à l'analyse de sensibilité, la valeur d'utilité de toutes les UGT reste supérieure à leur valeur comptable.

Les administrateurs notent que les estimations relatives au taux d'actualisation (Ke ou WACC) et au taux de croissance perpétuel (g) sont susceptibles de varier ; ils ont donc jugé opportun de présenter l'analyse de sensibilité ci-dessous pour chaque UGT :

Allfunds Sweden AB	Augmentation de Ke de 1,0 %	Diminution de Ke de 1,0 %	Augmentation de g de 0,3 %	Diminution de g de 0,3 %
Facteur révisé	11,8 %	9,8 %	3,2 %	2,6 %
Valeur recouvrable (milliers d'euros)	78 400	100 900	90 530	85 600
Dépréciation nécessaire	Non	Non	Non	Non

BNPP LPA Business	Augmentation de Ke de 1,0 %	Diminution de Ke de 1,0 %	Augmentation de g de 0,3 %	Diminution de g de 0,3 %
Facteur révisé	13,2 %	11,2 %	3,2 %	2,6 %
Valeur recouvrable (milliers d'euros)	144 800	168 000	156 530	154 200
Dépréciation nécessaire	Non	Non	Non	Non

Banca Corrispondente BNP	Augmentation de Ke de 1,0 %	Diminution de Ke de 1,0 %	Augmentation de g de 0,3 %	Diminution de g de 0,3 %
Facteur révisé	11,6 %	9,6 %	3,2 %	2,6 %
Valeur recouvrable (milliers d'euros)	921 800	1 174 100	1 056 300	1 001 170
Dépréciation nécessaire	Non	Non	Non	Non

Comme indiqué précédemment, les administrateurs du Groupe évaluent s'il existe des indices qui pourraient être considérés comme des preuves de dépréciation pour les UGT, en examinant diverses données macroéconomiques et microéconomiques. Pour les états financiers actuels, cette évaluation a été réalisée au 31 décembre 2025 :

Unités génératrices de trésorerie	2025		
	Milliers d'euros		
	Valeur comptable	Montant recouvrable	Dépréciation
Allfunds Sweden AB	28 638	87 339	
LPA Business of Iccrea LP	117 376	155 400	
Banca Corrispondente	415 638	1 031 600	

Unités génératrices de trésorerie	2024		
	Milliers d'euros		
	Valeur comptable	Montant recouvrable	Dépréciation requise sur le Goodwill
Allfunds Sweden AB Banca	16 677	99 474	
Corrispondente LPA	341 000	1 011 000	
Business of Iccrea LP	104 248	140 566	

Au 31 décembre 2025, la Banque n'avait comptabilisé aucune dépréciation liée au goodwill.

Au 31 décembre 2024, la Banque a comptabilisé dans son compte de résultat une perte de valeur relative à l'activité Investlab, dont le montant a été inscrit aux postes correspondants du bilan et du compte de résultat 2024, avec les conséquences suivantes :

	Milliers d'euros
Goodwill	(95 680)
Autres immobilisations incorporelles	(110 627)
Autres - Conversion de devises	37 275
Charge d'impôt sur le revenu	(17 231)

Comme indiqué plus haut, les Administrateurs de la Banque évaluent l'existence de tout indice pouvant être considéré comme un signe de dépréciation des différentes unités génératrices de trésorerie, en examinant à la fois les données macroéconomiques et microéconomiques. A cet égard, les Administrateurs surveillent ces indicateurs et leur incidence sur la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles. En conséquence, la Banque maintient en vigueur les accords d'exclusivité, qui restent applicables jusqu'à leur date d'expiration contractuelle, indépendamment de toute modification de la structure de contrôle des entités avec lesquelles ils ont été conclus.

10. Provisions

Le détail des provisions du bilan à la clôture de l'exercice 2025, ainsi que les principaux mouvements comptabilisés au cours de l'exercice, sont les suivants :

2025

	Milliers d'euros						
	Solde d'ouverture	Autres ajustements dus aux regroupements d'entreprises	Charge de l'exercice	Variations de valeur	Cotisations et paiements	Ecarts de change et autres	Solde final
Provisions							
Obligations au titre des pensions et autres prestations définies postérieures à l'emploi	4 842	—	969	(173)	(935)	54	4 757
Autres avantages à long terme du personnel	—	—	—	—	—	—	—
Questions juridiques en suspens et litiges fiscaux	—	—	—	—	—	—	—
Engagements et garanties donnés	—	—	—	—	—	—	—
Autres provisions (*)	546	—	2 085	—	—	—	2 631
Total	5 388	—	3 054	(173)	(935)	54	7 388

(*) Ce poste comprend principalement les provisions pour indemnités de licenciement qui ont été comptabilisées mais non versées à la clôture de l'exercice.

2024

	Milliers d'euros						
	Solde d'ouverture	Autres ajustements dus aux regroupements d'entreprises	Charge de l'exercice	Variations de valeur	Cotisations et paiements	Ecarts de change et autres	Solde final
Provisions							
Obligations au titre des pensions et autres prestations définies postérieures à l'emploi	3 437	—	769	492	185	(41)	4 842
Autres avantages à long terme du personnel	—	—	—	—	—	—	—
Questions juridiques en suspens et litiges fiscaux	—	—	—	—	—	—	—
Engagements et garanties donnés	—	—	—	—	—	—	—
Autres provisions	200	—	346	—	—	—	546
Total	3 637	—	1 115	492	185	(41)	5 388

Engagements à long terme au titre des régimes à prestations définies

Le détail de la valeur actualisée des engagements pris par la Banque au titre des prestations postérieures à l’emploi et des autres avantages à long terme accordés au personnel, ainsi que des actifs des régimes détenus pour les couvrir, à la clôture de l’exercice 2025, se présente comme suit :

	Milliers d’euros 2025
Valeur actualisée des obligations au titre des régimes à prestations définies	18 789
Moins - juste valeur des actifs du régime	(14 032)
Provisions à long terme - Provisions pour obligations à long terme au titre des avantages du personnel	4 757

	Milliers d’euros 2024
Valeur actualisée des obligations au titre des régimes à prestations définies	16 715
Moins - juste valeur des actifs du régime	(11 873)
Provisions à long terme - Provisions pour obligations à long terme au titre des avantages du personnel	4 842

La valeur actuelle des obligations a été déterminée par des actuaires qualifiés et indépendants en utilisant les techniques actuarielles suivantes :

- Méthode d’évaluation : méthode des unités de crédit projetées, qui considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droit à prestation et évalue chaque unité séparément.
- Hypothèses actuarielles utilisées : non biaisées et compatibles entre elles. D’une manière générale, les principales hypothèses actuarielles utilisées dans les calculs sont les suivantes :

Hypothèses actuarielles	2025	
	Suisse	Italie
Taux d’actualisation	1,25 %	3,96 %
Tables de mortalité et d’espérance de vie	BVG 2020	RG48
Taux d’augmentation salariale ajustable	2,00 %	3,00 %

Hypothèses actuarielles	2024	
	Suisse	Italie
Taux d’actualisation	0,95 %	3,18 %
Tables de mortalité et d’espérance de vie	BVG 2020	RG48
Taux d’augmentation salariale ajustable	1,00 %	2,00 %

Les taux d’actualisation utilisés pour actualiser les flux de trésorerie futurs ont été déterminés par référence à des obligations d’entreprises de haute qualité dans chacune des devises. Le rendement attendu des actifs du régime correspond au taux d’actualisation établi.

L’âge de la retraite pour les engagements est déterminé à la première date à laquelle l’éligibilité à la retraite est établie, par accord contractuel dans le cas de retraites anticipées ou en utilisant les taux de retraite.

Des modifications des principales hypothèses peuvent affecter le calcul des obligations. Le tableau de sensibilité suivant montre l’effet sur les obligations d’une modification des principales hypothèses :

Analyse de sensibilité (milliers d’euros)

2025

	Hypothèses clés	Augmentation	Diminution
Taux d’actualisation	0,25 %	(738)	790
Taux d’augmentation des salaires	0,25 %	295	(289)
Espérance de vie	1 an	297	(293)

2024

	Hypothèses clés	Augmentation	Diminution
Taux d’actualisation	0,25 %	(679)	728
Taux d’augmentation	0,25 %	269	(261)
Espérance de vie	1 an	272	(267)

Les sensibilités ont été calculées à la date du rapport et se rapportent à des changements distincts de chaque hypothèse alors que les autres restent inchangées et, par conséquent, les effets combinés possibles sont exclus.

Ci-après un résumé des variations des engagements qui ont eu une incidence, en 2025, sur les montants inscrits au bilan au titre des engagements liés aux avantages postérieurs à l'emploi, aux avantages accordés aux salariés actuels et anciens, ainsi qu'aux autres avantages à long terme des salariés :

2025

	Milliers d'euros		
	Obligation de prestations définie	Actifs du régime	Obligation nette
Solde au 1^{er} janvier 2025	16 715	(11 873)	4 842
Montants imputés directement au compte de résultat :	—	—	—
<i>Charges de personnel - Coût des services rendus au cours de l'exercice</i>	939	—	939
<i>Charges d'intérêt relatives aux obligations</i>	147	(117)	30
<i>Recalcul du passif net (de l'actif net) comptabilisé en « Autres résultats globaux cumulés »</i>	364	—	364
<i>Gains et pertes actuariels</i>	—	(537)	(537)
<i>Rendement des actifs</i>	—	—	—
<i>Autres ajustements</i>	164	(110)	54
Ecarts de change et autres	345	(1 243)	(898)
Cotisations	115	(152)	(37)
Prestations payées			
Solde au 31 décembre 2025	18 789	(14 032)	4 757

2024

	Milliers d'euros		
	Obligation de prestations définie	Actifs du régime	Obligation nette
Solde au 1^{er} janvier 2024	14 827	(11 390)	3 437
Montants imputés directement au compte de résultat :	—	—	—
<i>Charges de personnel - Coût des services rendus au cours de l'exercice</i>	733	—	733
<i>Charges d'intérêt relatives aux obligations</i>	190	(154)	36
<i>Recalcul du passif net (actif net) comptabilisé dans le « Solde cumulé des autres éléments du résultat global »</i>	1 159	—	1 159
<i>Gains et pertes actuariels</i>	—	(667)	(667)
<i>Rendement des actifs</i>	—	—	—
<i>Autres ajustements</i>	(235)	194	(41)
Ecarts de change et autres	296	(1 060)	(764)
Cotisations	(255)	1 204	949
Prestations payées			
Solde au 31 décembre 2024	16 715	(11 873)	4 842

11. Questions fiscales

La Banque est imposée selon le régime fiscal espagnol consolidé. En particulier, elle forme un groupe fiscal espagnol avec son actionnaire unique, Liberty Partners, S.L.U., en vertu duquel les deux entités sont imposées à un taux de 30 %. La Banque est la société représentative espagnole de ce groupe fiscal.

11.1 Rapprochement des résultats comptables et fiscaux

Le détail du montant total de la charge d'impôt sur le revenu supportée par la Banque et ses succursales aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Allfunds Bank, S.A.U.	22 300	49 126
Allfunds Bank Succursale de Milan	53 064	51 662
Allfunds Bank Succursale de Londres	3 974	4 077
Allfunds Bank Succursale de Singapour		
Allfunds Bank Succursale de Paris	3	6 146
Allfunds Bank Succursale de Varsovie	(76)	100
Allfunds Bank Succursale du Luxembourg	10 010	9 299
Allfunds Bank Succursale suisse	97	68
Allfunds Bank Succursale de Stockholm	248	208
Actif d'impôt différé *	(4 271)	(9 233)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	85 349	111 453

(*) Cela correspond à l'actif d'impôt différé comptabilisé pour l'activation des différences temporelles imposables à compenser dans la succursale suisse.

Bien que la déclaration d'impôt sur les sociétés de la Banque pour 2025 n'ait pas encore été déposée, le rapprochement du bénéfice comptable avec le bénéfice imposable estimé en Espagne et la charge d'impôt sur le revenu courant comptabilisée en Espagne pour 2025 et 2024 se présente comme suit :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Bénéfice avant impôt	98 452	65 957
Ecart :	(21 328)	35 962
Augmentations permanentes (*)	213 746	250 453
Réductions définitives (**)	(235 074)	(214 491)
Base imposable	77 124	101 919
Taux d'imposition	30 %	30 %
Total	23 137	30 576
Moins les déductions (***)	(1 084)	(1 655)
Charge d'impôt sur le revenu	22 053	28 921
Impôt brut à payer	22 053	28 921
Acomptes d'impôt sur les sociétés versés par Allfunds Bank S.A. - Espagne	(25 857)	(27 349)
Crédits d'impôt à la source	-	(23)
Actifs et passifs d'impôt courant	(3 804)	1 549

(*) Cela correspond principalement aux ajustements positifs hors bilan effectués par la banque en relation avec : (i) les charges non déductibles (notamment celles liées à l'ajustement permanent résultant de la dépréciation de l'activité Investlab (Suisse), à l'ajustement différé de l'amortissement du goodwill et des immobilisations incorporelles associées à cette activité et à l'activité NFM (Suède), ainsi qu'à l'ajustement permanent lié à la taxe bancaire), (ii) les résultats négatifs ajustés de manière permanente obtenus à l'étranger par l'intermédiaire des succursales, ainsi que les éliminations et les ajustements comptables de normalisation effectués lors de l'intégration des résultats des succursales.

(**) Cela correspond principalement à l'ajustement permanent des résultats des succursales étrangères, qui sont imposées dans chacun des pays où elles sont établies et sont exemptées d'impôts en Espagne.

(***) Cela correspond aux déductions informatiques comptabilisées ou à comptabiliser dans le Modèle d'impôt sur les sociétés de la Banque.

Au cours de l'exercice 2025, la Banque a comptabilisé une charge d'impôt en baisse, s'élevant à 247 milliers d'euros, correspondant aux variations des impôts différés comptabilisés.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2024, la Banque a comptabilisé une charge d'impôt plus élevée, s'élevant à 20 205 milliers d'euros, principalement liée : (i) à la dépréciation des actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés au niveau de la Banque dans le cadre de l'activité Investlab (Suisse) (19 868 milliers d'euros) ;(ii) l'ajustement résultant de la différence entre le montant initialement comptabilisé et le montant finalement payé au titre de l'impôt sur les sociétés de 2023 (1 041 milliers d'euros) ; et (iii) les mouvements courants des actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés dans les comptes individuels de la Banque (704 milliers d'euros), comme détaillé ci-dessous.

11.2 Actifs et passifs d'impôts

Le détail des soldes des actifs d'impôts courants et différés aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Actifs d'impôts courants :	9 664	4 661
Autres Espagne (TVA)	2 886	576
Paiements anticipés des taxes - Succursales :	4 646	2 395
France	1 691	524
Suisse	1	5
Suède	999	908
Royaume-Uni	1 955	958
Italie	-	-
Singapour (GST)	2 132	1 690
Actifs d'impôts différés :	35 397	42 485
Rémunération variable / provision pour primes (Espagne)	936	455
Provision pour l'ILP (Espagne)	2 126	2 058
Pologne : provisions (primes, opérations intragroupe et autres)	668	390
Goodwill Italie	15 330	28 912
Pertes fiscales reportées (Suisse)	14 950	9 260
Pertes fiscales reportées (Suède)	456	430
Provision pour l'ILP Royaume-Uni	931	980
Total	45 061	47 146

Les « Actifs d'impôts différés » comprennent généralement :

– L'actif d'impôt différé, d'un montant de 15 330 milliers d'euros, correspond à l'amortissement fiscal prévu de 2022 à 2026 (inclus) du goodwill comptabilisé par la succursale italienne. Le montant initial était de 43 368 milliers d'euros. Ce goodwill provient du regroupement d'entreprises lié à l'acquisition de l'activité de banque correspondante de BNP. Plus précisément, cet amortissement fiscal résulte du fait que la Succursale italienne a opté pour le régime de réévaluation fiscale (« regimi di affrancamento »).

– L'actif d'impôt différé reconnu en relation avec l'utilisation attendue des pertes fiscales disponibles au niveau de la Succursale de Zurich de la Banque.

Le détail des soldes des impôts courants et différés en 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Passifs d'impôts courants :	9 667	27 624
Passifs d'impôts différés :	2 469	1 418
Résultant de regroupements d'entreprises	191	200
Nordic Fund Market	191	200
Italie	2 278	1 218
Total	12 136	29 042

Le poste « Passifs d'impôts différés » comprend : (i) 191 milliers d'euros associés à la comptabilisation de certains actifs incorporels résultant de l'acquisition d'Allfunds Sweden AB (Nordic Fund Market), et (ii) 2 282 milliers d'euros associés à la différence entre le traitement comptable (non amortissable) et le traitement fiscal (amortissable sur une période de 18 ans) du goodwill résultant de l'acquisition de l'activité Iccrea par la Succursale de Milan d'Allfunds.

Le solde du poste « Passifs d'impôts - Passifs d'impôts courants » comprend principalement l'impôt sur les sociétés à payer – après compensation des acomptes provisionnels – en Italie (2 650 milliers d'euros), en Espagne (79 milliers d'euros), en Pologne (111 milliers d'euros), au Luxembourg (4 313 milliers d'euros), au Royaume-Uni (908 milliers d'euros) et en Suède (283 milliers d'euros).

11.3 Pertes fiscales reportées

Certaines succursales de la Banque disposent des reports de pertes fiscales suivants en raison de pertes d'années antérieures qui n'ont pas été capitalisées à des fins comptables.

Entité	Pays	Année de survenance	Montant de la perte fiscale (en milliers d'euros)
Allfunds Bank, S.A. Succursale de Singapour	Singapour	2017	2 209
		2018	3 543
		2019	6 355
		2020	5 702
		2021	1 078
		2022	3 293
		2023	3 175
		2024	1 618
Allfunds Bank, S.A.U. Succursale de Zurich	Suisse	2017	20 652
		2018	12 195
		2019	9 436
		2020	80 837
		2021	66 875
		2022	33 589
		2023	46 797
		2024	48 604
Total			345 958

11.4 Opérations réalisées en vertu du titre VII, chapitre VII, de la loi espagnole relative à l'impôt sur le revenu

La Banque n'a pas effectué d'opérations relevant du chapitre VII du titre VII de la loi espagnole relative à l'impôt sur les sociétés (loi CIT) au cours de l'exercice 2025.

Toutefois, au cours des exercices 2020 et 2021, certaines opérations ont été réalisées dans le cadre du régime fiscal spécial susmentionné. A cet égard, nous renvoyons au rapport sur les états financiers de 2021 en ce qui concerne ces opérations de restructuration effectuées en 2021, respectant ainsi les exigences énoncées à l'article 86 de la loi sur le CIT.

11.5 Option pour le régime de réévaluation fiscale en Italie (« affrancamento »)

En juin 2021, la succursale milanaise d'Allfunds Bank a fait les choix fiscaux suivants :

a) Choix de l'amortissement fiscal ordinaire-des immobilisations incorporelles liées à l'activité LPA de BNP Paribas Securities Services (BP2S) (« Activité LPA de BNP »), en vertu de laquelle elle a acquis le droit d'amortir fiscalement les immobilisations incorporelles LPA de BNPP sur leur durée de vie utile (à compter de l'exercice 2021 inclus), en contrepartie du versement de certains acomptes d'impôt d'un montant total de 36 700 milliers d'euros, étalés sur trois ans (2021 à 2023).

b) Choix de l'option fiscale spéciale-relative au goodwill du LPA de BNPP, en vertu de laquelle elle a acquis le droit d'amortir fiscalement le goodwill du LPA de BNPP sur cinq ans à compter de 2022, en contrepartie du versement d'un acompte unique d'impôt de 35 millions d'euros en juin 2021.

Le paiement de ces acomptes d'impôts (à l'exception des intérêts versés au titre du report) a été intégralement comptabilisé au cours de l'exercice 2021 et dûment réglé dans les délais prévus par la loi.

11.6 Années ouvertes à l'examen des autorités fiscales

Selon la législation en vigueur, les déclarations fiscales ne peuvent être considérées comme définitives tant qu'elles n'ont pas été examinées par l'administration fiscale ou tant que le délai de prescription correspondant n'a pas expiré.

Au 31 décembre 2025, la Banque faisait toujours l'objet d'un contrôle fiscal concernant les impôts applicables à ses activités qui n'étaient pas encore prescrits. Selon la réglementation espagnole, cette période est de quatre ans à compter de la fin de la période de dépôt volontaire.

En outre, en raison des différentes interprétations qui peuvent être faites de certaines réglementations fiscales applicables aux opérations de la Banque pour les exercices ouverts à l'inspection, il pourrait y avoir certains passifs fiscaux éventuels dont la quantification fiable n'est pas possible à l'heure actuelle. Toutefois, de l'avis des administrateurs de la Banque et de ses conseillers fiscaux, le passif fiscal qui pourrait résulter d'éventuelles actions des autorités fiscales ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les présents états financiers.

11.7 Autres contributions

Le 28 décembre 2022, la Loi instituant une taxe temporaire sur les établissements de crédit et les établissements financiers de crédit a été publiée au Journal officiel de l'Etat espagnol.

Cette loi impose aux établissements de crédit opérant en Espagne de s'acquitter d'une taxe publique non fiscale au cours des années 2023 et 2024, à condition que le total de leurs revenus d'intérêts et de commissions, conformément au référentiel comptable applicable, ait atteint au moins 800 millions d'euros en 2019.

Le montant dû est déterminé en appliquant un taux de 4,8 % à la somme de la marge d'intérêt nette et des produits et charges liés aux commissions et honoraires résultant des activités exercées en Espagne, tels qu'ils figurent dans le compte de résultat du groupe de consolidation fiscale auquel appartient l'établissement de crédit pour l'année civile précédant celle au cours de laquelle l'obligation de paiement prend naissance.

Au cours des exercices 2023 et 2024, l'impact de cette taxe sur la Banque s'est élevé respectivement à 7,4 millions d'euros et à 7 millions d'euros. Ces montants ont été traités comme des charges non déductibles aux fins de l'Impôt sur les sociétés (voir la Note 22.2 « Autres charges administratives - Cotisations et impôts »).

La Banque a engagé les actions en justice nécessaires pour contester cette taxe bancaire et, à la date d'établissement des présents états financiers, toutes les procédures sont toujours en cours.

Par la suite, en 2024, cette taxe temporaire a été remplacée par la Taxe sur la marge d'intérêts et de commissions applicable à certaines institutions financières, instaurée par la Loi n° 7/2024 du 20 décembre (« Loi sur la taxe bancaire »).

Cette taxe est conçue comme un impôt direct prélevé sur la marge d'intérêts et de commissions des banques, des caisses d'épargne, des coopératives de crédit, des établissements de crédit financier et des succursales étrangères.

La Banque, en collaboration avec ses conseillers, a analysé la Loi sur la taxe bancaire et a conclu que, sur la base de la méthode de calcul qui y est prévue, elle ne sera pas tenue de s'acquitter de cette taxe en 2025.

11.8 Règles modèles du Pilier 2

Dans le cadre du Cadre inclusif de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (« BEPS »), l'OCDE et le G20 ont publié un plan appelé « Pilier 2 », visant à instaurer un taux d'imposition minimum mondial de 15 % pour les groupes multinationaux dont le chiffre d'affaires net consolidé s'élève à au moins 750 millions d'euros au cours d'au moins deux des quatre exercices fiscaux précédant immédiatement l'exercice fiscal concerné. Dans ce contexte, l'OCDE a publié en 2021 les « Règles modèles », qui ont été affinées en 2022 et 2023 (les « Règles GloBE »).

Les groupes concernés sont tenus de calculer leur taux d'imposition effectif (« ETR ») pour chaque pays ou territoire dans lequel ils exercent leurs activités, conformément aux Règles GloBE. Si ce taux est inférieur au taux minimum de 15 %, le groupe sera généralement tenu de payer un impôt complémentaire sur la différence.

En ce qui concerne Allfunds Group plc (« le Groupe Plc ») et aux fins du Pilier 2, Allfunds Group plc (UK), dont le siège fiscal est situé au Royaume-Uni, est considérée comme l'Entité mère ultime (« UPE »).

En 2023, le Royaume-Uni a adopté une loi visant à mettre en œuvre les règles relatives à l'impôt minimum mondial, ainsi qu'un impôt minimum national conforme aux Règles GloBE. La présente législation s'applique aux exercices commençant le 31 décembre 2023 ou après cette date, en ce qui concerne les bénéfices réalisés par le Groupe Plc dans chacune des juridictions où il exerce ses activités.

En conséquence, Allfunds Group plc est redevable de l'impôt complémentaire relatif aux activités et aux entités du groupe, sauf dans les pays où un impôt complémentaire national minimum, éligible au titre d'une clause de sauvegarde, a été mis en place.

La Banque est considérée comme une Entité constitutive du Groupe Plc.

En mai 2023, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 12 concernant les règles du Pilier 2, introduisant une exception obligatoire et rétrospective à l'obligation de comptabiliser et de fournir des informations sur les actifs et passifs d'impôts différés résultant de la mise en œuvre des règles GloBE. Le Groupe Plc a adopté cette exception. Au 31 décembre 2025, cette exception reste applicable. Toutefois, étant donné qu'aucune législation mettant en œuvre l'impôt sur les plus-values n'était entrée en vigueur dans les juridictions où le Groupe exerce ses activités au 31 décembre 2023, et qu'aucun impôt différé y afférent n'avait été comptabilisé à cette date, l'application rétrospective n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés du Groupe Plc.

Depuis 2023, le Groupe Plc examine la législation en vigueur dans chaque juridiction où il opère, ainsi que les Règles GloBE et les principes directeurs de l'OCDE, afin d'évaluer l'impact de ce nouveau régime.

En ce qui concerne l'exercice 2025, le Groupe Plc a analysé la conformité aux Règles transitoires de sauvegarde (Transitional Safe Harbours) de l'OCDE dans chaque juridiction, sur la base des chiffres consolidés du Groupe Plc pour l'exercice 2025.

D'après cette analyse, à la clôture de l'exercice 2025, le Groupe Plc ne prévoit pas d'impact économique découlant de l'application des règles du Pilier 2.

12. Autres actifs et autres passifs

Le détail des « Autres actifs » et « Autres passifs » dans les bilans ci-joints aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros			
	Actifs		Passif	
	2025	2024	2025	2024
Comptes divers	8 250	2 000	347	5 005
Charges à payer (*)			65 133	43 715
Honoraires et commissions courus sur la des parts d'organismes de placement collectif (Notes 20 et 21)	96 369	91 761		
Autres produits à recevoir	28 916	22 855		
Dépenses payées d'avance	2 115	1 152		
	135 650	117 768	65 480	48 720

(*) Aux 31 décembre 2025 et 2024, ce poste comprend respectivement 37 246 et 34 089 milliers d'euros relatifs à la rémunération variable payable à ces dates. Les administrateurs de la Banque estiment qu'il n'y aura pas de différences significatives entre ces montants et ceux qui seront finalement payés.

13. Passifs financiers au coût amorti

Le détail, par type d'instrument financier, des « Passifs financiers au coût amorti » aux 31 décembre 2025 et 2024 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Passifs financiers au coût amorti :		
Dépôts auprès d'établissements de crédit	716 534	556 492
Dépôts de la clientèle	1 436 888	1 228 335
Autres passifs financiers	663 165	580 168
	2 816 587	2 364 995

13.1 Dépôts auprès d'établissements de crédit

Le détail, par type et par devise, des « Dépôts auprès d'établissements de crédit » aux 31 décembre 2025 et 2024 au passif des bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Type :		
Comptes à vue	716 534	556 492
Dépôt à terme		
Devise :	716 534	556 492
Euros	266 976	298 766
Devises étrangères	449 558	257 726
	716 534	556 492

La Note 24 détaille les échéances de ces passifs à la clôture des exercices 2025 et 2024 ainsi que les taux d'intérêt annuels moyens en 2025 et 2024, et la Note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces passifs financiers.

13.2 Dépôts de la clientèle

Le détail, par classification, type et devise, des « Dépôts de la clientèle » aux 31 décembre 2025 et 2024 au passif des bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Type :		
Comptes à vue	1 436 888	1 228 335
	1 436 888	1 228 335
Devise :		
Euros	1 196 966	1 030 598
Devises étrangères	239 922	197 737
	1 436 888	1 228 335

Le solde des « Dépôts de la clientèle » comprend des comptes courants détenus par le secteur non-résident, pour un montant de 1 420 759 milliers d'euros et 1 214 400 milliers d'euros aux 31 décembre 2025 et 2024, respectivement.

La Note 24 détaille les échéances de ces actifs à la clôture des exercices 2025 et 2024 ainsi que les taux d'intérêt annuels moyens en 2025 et 2024, et la Note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces passifs financiers.

13.3 Autres passifs financiers

Le détail des « Autres passifs financiers » aux 31 décembre 2025 et 2024 dans les bilans ci-joints est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Dettes de location	16 811	17 494
Comptes de recouvrement des impôts	115 082	152 127
Comptes spéciaux	348 858	268 734
Obligations de paiement	63 302	74 380
Autres	119 112	67 433
	663 165	580 168

Les « comptes spéciaux » figurant dans le tableau ci-dessus se réfèrent essentiellement à des fonds temporairement détenus pour le compte de clients en raison d'ordres de transfert d'investissements dans des organismes de placement collectif reçus, qui n'étaient pas encore réglés à la fin de l'année.

Par ailleurs, le poste « Obligations de paiement » comprend 51 842 milliers d'euros et 38 353 milliers d'euros relatifs aux honoraires et commissions à payer au 31 décembre 2025 et 2024 (voir Note 21).

La Note 24 détaille les échéances de ces passifs à la fin des exercices 2025 et 2024 et la Note 26 fournit des informations sur la juste valeur de ces passifs financiers.

Informations sur les délais moyens de paiement aux fournisseurs. Troisième Disposition additionnelle « Obligation de divulgation » prévue par la Loi 15/2010, du 5 juillet

Vous trouverez ci-dessous les informations requises par la troisième disposition additionnelle de la loi 15/2010, du 5 juillet (modifiée par la deuxième disposition finale de la Loi 31/2014, du 3 décembre), préparées conformément à la résolution de l'Institut espagnol de comptabilité et d'audit (ICAC) du 29 janvier 2016 sur les informations à inclure dans les notes aux états financiers en ce qui concerne le délai moyen de paiement aux fournisseurs dans les transactions commerciales. Les informations obligatoires susmentionnées sont les suivantes :

	Jours	
	2025	2024
Délai moyen de paiement des fournisseurs	30	30
Nombre moyen de jours pour le règlement des transactions	30	30
Nombre moyen de jours d'encours des transactions	29	14

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Total des paiements effectués	83 350	78 222
Total des paiements en cours	12 414	1 143

Le volume monétaire et le nombre de factures payées dans les délais légaux sont détaillés ci-dessous :

	Milliers d'euros
	2025
Volume monétaire	62 628
% du total des paiements effectués	65,40 %
Nombre de factures totales (n°)	3 501
% du total des factures	60,24 %

Conformément à la résolution de l'ICAC, le délai moyen de paiement aux fournisseurs a été calculé en prenant en compte les transactions commerciales relatives à la fourniture de biens ou de services.

Le « Délai moyen de paiement aux fournisseurs » est la période qui s'écoule entre la date de réception des factures (sans différences significatives par rapport aux dates correspondantes des factures) et la date de paiement.

14. Capital libéré et primes d'émission

Le 27 mars 2024, Liberty Partners, S.L.U., l'actionnaire unique d'Alfunds Bank S.A.U., a accepté d'augmenter le capital social de la Banque par le biais d'une augmentation de capital d'un montant de 12 000 milliers d'euros. Cette augmentation a été réalisée par l'émission de 20 000 actions, d'une valeur nominale de 30,00 euros chacune et d'une prime d'émission de 570 euros par action, entièrement souscrites et payées par Liberty Partners, S.L.U.

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le capital social de la Banque s'élevait à 81 048 milliers d'euros et était représenté par 2 701 606 actions nominatives entièrement souscrites et libérées, d'une valeur nominale de 30 euros chacune et assorties d'une prime d'émission de 1 197 992 milliers d'euros, toutes conférant les mêmes droits de dividende et de vote, et son actionnaire unique était Liberty Partners, S.L.U.

15. Bénéfices non distribués et autres éléments des capitaux propres

Le solde du poste « Bénéfices non distribués » dans les bilans ci-joints comprend le montant net du bénéfice ou de la perte cumulé(e) comptabilisé(e) au cours des exercices précédents dans le compte de résultat qui, lors de la répartition du bénéfice, a été affecté(e) aux capitaux propres et n'a pas été distribué(e) aux actionnaires de la Banque.

Le détail des « Bénéfices non distribués » aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Bénéfices non distribués :	(30 717)	238 279
Juridique	16 090	16 090
Réserve non distribuable	17 624	15 685
Réserves facultatives	(64 431)	206 504
Autres composantes des capitaux propres	90 972	84 816

Sous la rubrique « Autres instruments de capitaux propres », sont comptabilisés les montants cumulés correspondant aux plans d'intéressement à long terme accordés au personnel clé de la Banque ainsi qu'aux autres transactions avec l'actionnaire unique. Ces plans, qui sont réglés au moyen d'instruments de capitaux propres, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de sorte que les montants liés à la juste valeur des instruments attribués sont directement imputés aux capitaux propres à mesure que les bénéficiaires fournissent les services donnant lieu à l'acquisition de leurs droits. Le solde cumulé au 31 décembre 2025 s'élève à 90 972 milliers d'euros, ce qui reflète intégralement les ajustements découlant de ces plans.

Réserve légale

En vertu du Décret royal législatif 1/2010, du 2 juin, approuvant la Loi consolidée sur les sociétés à responsabilité limitée espagnoles, les entités espagnoles doivent transférer 10 % du bénéfice net de chaque année à la réserve légale. Ces transferts doivent être effectués jusqu'à ce que le solde de cette réserve atteigne 20 % du capital social. La réserve légale peut être utilisée pour augmenter le capital à condition que le solde de la réserve ne soit pas inférieur à 10 % du montant du capital social augmenté. Au cours de l'exercice 2025, la banque a comptabilisé des pertes, ce qui l'a empêchée de procéder à de nouvelles dotations à la réserve légale. Cependant, suite aux augmentations de capital réalisées au cours de la même période, le montant nécessaire pour atteindre 20 % du capital social a augmenté et, au 31 décembre 2025, la réserve légale n'est pas entièrement constituée.

Réserve non disponible

L'article 25 de la Loi n° 27/2014, du 27 novembre, relative à l'impôt sur les sociétés, introduit la notion de réserve fiscale de capitalisation, qui consiste en une réserve indisponible permettant une réduction de la base d'imposition à hauteur de 10 % du montant de l'augmentation des fonds propres, dans la limite de 10 % de la base d'imposition avant compensation des éventuelles bases d'imposition négatives, le cas échéant, à condition que ladite augmentation soit maintenue pendant 5 ans à compter de la clôture de l'exercice fiscal auquel cet ajustement correspond, sauf en cas de pertes comptables dans la société. En conséquence de ce qui précède, la Banque a constitué en 2016 une réserve de capitalisation d'un montant de 4 636 milliers d'euros, qui a été transférée aux réserves volontaires en 2023.

Au cours de l'exercice 2019, la Banque a doté la réserve de capitalisation d'un montant de 5 318 milliers d'euros par imputation sur les réserves volontaires en raison de l'augmentation des fonds propres au cours de l'exercice 2018.

Par ailleurs, un montant de 12 777 milliers d'euros est inclus (10 866 milliers d'euros au 31 décembre 2024), correspondant au montant total des réserves spéciales constituées au Luxembourg, condition indispensable à la réduction totale de la quote-part de l'impôt sur la fortune nette (« Impôt sur la fortune nette »). Chaque année, une réserve spéciale doit être prélevée sur les bénéfices de l'exercice précédent, qui doit rester indisponible et identifiée pendant 5 ans.

Plus précisément, au cours de l'exercice 2025, nous avons procédé (i) à la libération des réserves spéciales correspondant aux années 2019 (en raison du respect de la période légale de maintien) et (ii) à la dotation de la réserve spéciale correspondant à l'année 2025 avec un prélèvement sur les bénéfices de l'année 2024, pour un montant de 2 784 milliers d'euros.

Selon le Décret-loi 104/2023 du 10 août 2023 converti en la Loi n° 136 du 9 octobre 2023, un impôt extraordinaire a été introduit pour les banques opérant en Italie, qui taxe les bénéfices extraordinaires, équivalant à 40 % de la marge d'intérêt pour l'année précédant le 1^{er} janvier 2024 qui dépasse d'au moins 10 % la même marge par rapport à l'année précédant le 1^{er} janvier 2022. La taxe ne peut excéder 0,26 % du montant total de l'exposition au risque sur une base individuelle, déterminé conformément aux sections 3 et 4 de l'article 92 du Règlement (UE) n° 575/2023 en référence à la date de clôture de l'exercice 2022. Cet impôt extraordinaire doit être payé dans le sixième mois suivant la clôture de l'exercice 2023. En ce sens, la Loi de conversion 136/2023 a introduit l'article 5-bis au Décret-loi 104/2023, qui prévoit la possibilité pour les banques opérant en Italie, même par le biais d'un établissement permanent, comme la Banque, de ne pas payer l'impôt si une réserve non distribuable ou restreinte d'au moins 2,5 fois l'impôt calculé est comptabilisée lors de l'approbation des comptes annuels.

Etant donné que le montant de l'impôt calculé conformément au Décret-loi 104/2023, sur la base de l'exposition au risque sur une base individuelle comme indiqué, est égal à 1 928 milliers d'euros et que le bénéfice de la succursale italienne inclus dans ces comptes annuels est supérieur au montant qui doit être affecté à la réserve non distribuable, le Conseil d'administration de la Banque proposera à l'actionnaire unique l'affectation d'une réserve non distribuable d'un montant de 4 819 milliers d'euros imputée aux réserves volontaires, conformément à l'article 26 du Décret-loi 104/2023.

16. Postes pour mémoire

Les « Postes pour mémoire » des bilans aux 31 décembre 2025 et 2024 correspondent à des soldes représentant des droits, des obligations et d'autres situations juridiques qui, à l'avenir, pourraient avoir une incidence sur l'actif net, ainsi qu'à tout autre solde nécessaire pour refléter toutes les transactions effectuées par la Banque, même si elles n'ont pas d'incidence sur l'actif net de celle-ci.

Les obligations conditionnelles détenues par la Banque qui peuvent donner lieu à la comptabilisation d'actifs financiers se réfèrent dans leur intégralité à celles qui sont à la disposition de tiers. Leur détail aux 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Engagements pris envers des tiers :		
Etablissements de crédit	96 617	94 657
Autres secteurs résidents	2 694	3 016
Autres secteurs non résidents	27 227	24 651
	126 538	122 324

Par ailleurs, au 31 décembre 2025, la Banque détenait des fonds hors bilan sous gestion liés à des parts d'organismes de placement collectif (OPC), s'élevant respectivement à 1 756 151 millions d'euros et 1 556 931 millions d'euros aux 31 décembre 2025 et 2024. Le détail est le suivant :

	Millions d'euros	
	2025	2024
Fonds hors bilan		
Actifs sous gestion	1 701 626	1 462 782
Actifs sous distribution	54 525	94 149
	1 756 151	1 556 931

La Banque classe comme actifs sous gestion les fonds pour lesquels elle agit en tant qu'intermédiaire pour les souscriptions et les rachats d'investissements dans des organismes de placement collectif ; la Banque reçoit les ordres correspondants de ses clients, les transmet aux sociétés de gestion des organismes de placement collectif pour exécution et est également responsable du règlement des transactions et de la gestion des positions qui en résultent pour ses clients.

En outre, la Banque classe comme actifs sous distribution les fonds de la clientèle couverts par des accords de distribution entre la Banque et des gestionnaires de fonds dans lesquels les clients agissent en tant que sous-distributeurs de la Banque et la Banque fournit des services liés à la distribution (distribution de placements dans des organismes de placement collectif, négociation, calcul et paiement des commissions reversées, transmission de données et de documentation sur les organismes de placement collectif, etc.) mais ne participe pas au courtage des souscriptions et des rachats de placements dans des organismes de placement collectif ni au règlement ou à la gestion de ces positions.

17. Valeurs nominales des produits dérivés détenus à des fins de négociation

Le détail des montants notionnels et/ou contractuels des dérivés de transaction détenus par la Banque aux 31 décembre 2025 et 2024 :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Encours des achats et ventes de devises étrangères (*) :		
Achats	156 845	96 555
Ventes	419 093	308 746
(*) Concerne les achats et ventes de devises de gré à gré.		

Les transactions susmentionnées ont une échéance inférieure à un an.

Les montants notionnels et/ou contractuels des contrats susmentionnés ne reflètent pas le risque réel assumé par la Banque, étant donné que la position nette de ces instruments financiers résulte de leur compensation et/ou de leur combinaison. Cette position nette est utilisée par la Banque essentiellement pour couvrir le risque de change.

18. Produits d'intérêts

Le poste « Produits d'intérêts » pour les exercices 2025 et 2024 du compte de résultat ci-joint comprend les intérêts courus dans l'année sur tous les actifs financiers avec un rendement implicite ou explicite, calculés en appliquant le procédé du taux d'intérêt effectif, indépendamment de l'évaluation à la juste valeur (à l'exception des produits dérivés).

Le détail des principaux postes de revenus d'intérêts perçus par la Banque en 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Prêts et avances aux banques centrales	46 266	67 906
Prêts et avances aux établissements de crédit	30 999	32 939
Prêts et avances aux clients	2 422	1 399
Rendement des actifs liés aux régimes de retraite	117	154
Autres produits d'intérêts	136	161
	79 940	102 559

19. Charges d'intérêts

Les « Charges d'intérêts » des exercices 2025 et 2024, telles qu'elles figurent dans les comptes de résultat correspondants, comprennent les intérêts courus au cours de l'exercice sur l'ensemble des passifs financiers assortis d'un rendement implicite ou explicite, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, indépendamment de leur évaluation à la juste valeur (à l'exception de ceux qui pourraient provenir de produits dérivés).

Le détail des principaux postes d'intérêts et charges assimilées comptabilisés par la Banque en 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Dépôts auprès d'établissements de crédit	1 298	554
Intérêts sur les soldes auprès des banques centrales	26	
Dettes de location	538	543
Dépôts de la clientèle		
Coût financier des engagements de pension (Note 10)	147	190
Autres charges d'intérêts		467
	2 009	1 754

20. Produits de commissions

Le poste « Revenus de commissions » comprend le montant de toutes les commissions accumulées en faveur de la Banque au cours de l’exercice, à l’exception de celles qui font partie intégrante du taux d’intérêt effectif sur les instruments financiers, le cas échéant.

Le détail du poste « Revenus de commissions » dans les comptes de résultat ci-joints en 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d’euros	
	2025	2024
Revenus de commissions provenant de ce qui suit :		
Commercialisation des produits	469 670	442 467
Fonds d’investissement	469 670	442 467
Services d’investissement		
Administration et garde	12 319	11 331
Négociation de titres	4 714	4 462
	17 033	15 793
Autres		
Frais de change	27 274	24 037
Autres frais et commissions	41 895	37 086
	69 169	61 123
	555 872	519 383

21. Frais de commissions

Il s’agit du montant total des commissions payées ou à payer par la Banque qui ont été comptabilisées au cours de l’exercice, à l’exception de celles qui font partie intégrante du taux d’intérêt effectif des instruments financiers.

22. Frais d’administration

22.1 Frais de personnel

Les « frais de personnel » comprennent toutes les rémunérations perçues au cours de l’exercice, à quelque titre que ce soit, par les employés permanents ou temporaires, indépendamment de leur fonction ou de leur poste.

Le détail des « Frais de personnel » en 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d’euros	
	2025	2024
Salaires et traitements	93 816	88 385
Coûts de la sécurité sociale	16 749	15 464
Indemnités de fin de contrat	14 773	2 227
Contributions aux régimes à cotisations		
Fonds de pension (Note 2-m)	9 156	1 657
Affectation aux régimes de retraite à (Note 10)	939	733
Plan d’incitation à long terme (Note 4)	6 615	8 249
Frais de formation	271	249
Autres frais de personnel	4 467	3 723
	138 740	120 687

En 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025, le Conseil d'administration a approuvé la mise en place d'un programme d'incitation à long terme fondé sur des actions d'Allfunds Group Plc destiné aux administrateurs exécutifs, aux autres membres du Groupe visé et aux collaborateurs clés du Groupe (« ILP »). Le tableau suivant présente les principaux indicateurs liés au plan d'intéressement à long terme (LTIP) et correspondant à l'exercice en cours :

	2023	2023	2024	2025
Date d'attribution	14 avril 2023	7 juillet 2023	26 avril 2024	6 mai 2025
Date d'acquisition	31 décembre 2025	31 décembre 2025	31 décembre 2026	31 décembre 2027
Valeur cotée (date d'attribution) (euros)	6,23	5,32	6,04	5,03
Valorisation TSR (Euro)	7,48	7,48	—	—
Nombre d'actions attribuées	1 300,549	629 122	983 595	1 387 552
dont :				
Basé sur le temps	893 416	56 888	890 171	1 317 712
Basé sur l'Ebitda	202 029	286 117	46 712	34 920
Basé sur le TSR	202 029	286 117	46 712	34 920
Nombre d'actions en circulation	1 181 944	621 979	904 010	1 366 918
dont :				
Basé sur le temps	820 395	49 746	825 070	1 297 078
Basé sur l'Ebitda	180 775	286 117	39 470	34 920
Basé sur le TSR	180 775	286 117	39 470	34 920

	Milliers d'euros			
	2023	2023	2024	2025
Montant total de la prime				
dont :				
Basé sur le temps	7 584	3 927	5 513	6 869
Basé sur l'Ebitda	5 107	265	4 979	6 518
Basé sur le TSR	1 125	1 522	238	175
Montant comptabilisé dans le compte de résultat	1 352	2 140	295	175
dont :	2 518	1 556	1 993	1 694
Basé sur le temps	1 758	84	1 794	1 608
Sur la base de l'Ebitda (*)	345	612	89	43
Basé sur le TSR	415	860	110	43
Total du plan d'intéressement à long terme (en milliers d'euros) 7 761				7 761
Actions non acquises (plan d'intéressement à long terme attribué en 2021 – 2 ^e tranche – basé sur le TSR)				(1 495)
Total du plan d'intéressement à long terme (en milliers d'euros)				6 266

(*) Ajusté en fonction des performances réelles obtenues.

Le nombre moyen d'employés de la Banque, par catégorie professionnelle, en 2025 et 2024 était le suivant :

	Nombre moyen d'employés	
	2025	2024
Cadres supérieurs et PDG	23	22
Autres cadres et dirigeants	10	11
Cadres intermédiaires	297	238
Professionnels	543	549
	873	820

Aux 31 décembre 2025 et 2024, le nombre d'employés de la Banque, par catégorie professionnelle et par sexe, était le suivant :

	2025		2024	
	Femmes	Homme	Femmes	Hommes
Cadres supérieurs et PDG	4	18	3	19
Autres cadres et dirigeants	3	6	5	6
Cadres intermédiaires	122	186	104	148
Professionnels	263	303	257	299
	392	513	369	472

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration de la Banque comptait 5 femmes et 7 hommes (4 femmes et 8 hommes au 31 décembre 2024).

Il est également précisé que, respectivement en 2025 et en 2024, la Banque comptait 11 et 10 employés présentant un handicap légalement reconnu d'au moins 33 %.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, en vertu des conventions collectives actuellement en vigueur et d'autres accords, la Banque avait des obligations de contributions définies pour compléter les prestations du système public de sécurité sociale revenant à certains employés des succursales de Milan et de Londres, du bureau de Madrid, et à leurs ayants droit bénéficiaires, en cas de retraite, d'invalidité permanente ou de décès.

22.2 Autres charges administratives

Le détail du poste « Autres frais administratifs généraux » pour les exercices 2025 et 2024, tel qu'il figure dans les comptes de résultat ci-joints, se présente comme suit.

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Biens, agencements et fournitures	2 745	2 525
Technologies de l'information	33 076	27 930
Communications	8 374	9 931
Publicité	2 397	1 946
Frais de justice et honoraires d'avocats	1 815	3 279
Services techniques et professionnels	13 717	8 503
Services de surveillance et de transport de	222	21
Primes d'assurance et d'auto-assurance	1 703	1 694
Organes de direction et de surveillance	527	54
Frais de représentation et de voyage du	2 205	2 136
Cotisations aux associations	656	62
Services administratifs sous-traités	14 348	13 312
Prélèvements et taxes	3 920	9 982
Contributions aux fondations	269	17
Autres dépenses	349	28
	86 323	83 079

En 2025, les « Rapports techniques » dans le tableau ci-dessus comprennent, entre autres, les honoraires pour les services d'audit et autres services fournis par l'auditeur ou les sociétés qui lui sont liées par le contrôle, la propriété commune ou la gestion, qui sont détaillés ci-dessous :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Services d'audit	930	991
Services autres que l'audit	407	481
<i>Services requis par les réglementations</i>	407	481
<i>Autres services de vérification</i>		
<i>Services fiscaux</i>		
<i>Autres services</i>		
Total des services professionnels	1 337	1 472

Les services fournis par les auditeurs de la Banque satisfont aux exigences d'indépendance prévues par la réglementation applicable en Espagne et n'ont pas impliqué l'exécution de travaux incompatibles avec la fonction d'audit.

23. Autres produits d'exploitation et autres charges d'exploitation

Le solde des « Autres produits d'exploitation » dans les comptes de résultat ci-joints au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Capitalisation des frais de personnel interne (Note 9)	7 730	6 364
Chiffre d'affaires provenant des prestations fournies aux entités du groupe	5 547	1 307
Chiffre d'affaires provenant des indemnités contractuelles (*)	35 000	
Autres	3 908	2 780
	52 185	10 451

(*) Indemnité perçue au titre de la résiliation d'un accord d'exclusivité en 2024.

Le solde des « Autres charges d'exploitation » dans les comptes de résultat ci-joints au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et 2024 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2025	2024
Contribution au Fonds de Résolution Unique (Note 1.h)		
Pertes d'exploitation	6 807	4 556
Autres éléments d'exploitation	71	51
	6 878	4 607

24. Périodes d'échéance résiduelle et taux d'intérêt moyens

La ventilation par échéance des soldes de certains postes des bilans ci-joints aux 31 décembre 2025 et 2024, ainsi que des taux d'intérêt moyens pour ces deux exercices, se présente comme suit :

31 décembre 2025

	Milliers d'euros							Taux d'intérêt annuel moyen (%)
	Demande	Moins d'un mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actifs :								
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales (Note 5)	1 683 166						1 683 166	2,25 %
Autres Dépôts à vue (Note 5)	826 076						826 076	2,42 %
Actifs financiers au coût amorti (Note 6)- Titres de créance					72 907		72 907	2,17 %
Prêts et avances aux banques centrales		411 542					411 542	3,60 %
Prêts et avances aux établissements de crédit		956	50	229	1 285	217	250 555	1,50 %
Prêts et avances aux clients	247 818							
	2 757 060	412 498	50	229	74 192	217	3 244 246	
Passif :								
Passifs financiers au coût amorti (Note 13)-								
Dépôts auprès d'établissements de crédit	716 534						716 534	0,12 %
Dépôts des clients	1 436 888						1 436 888	0,00 %
Autres passifs financiers	531 239	115 930	829	4 782	10 185	200	663 165	0,12 %
	2 684 661	115 930	829	4 782	10 185	200	2 816 587	

31 décembre 2024

	Milliers d'euros							Moyenne annuelle
	Demande	Moins d'un mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actif :								
Trésorerie et soldes de trésorerie auprès des banques centrales (Note 5)	1 606 380						1 606 380	3,74 %
Autres Dépôts à vue (Note 5)	1 003 107						1 003 107	4,31 %
Actifs financiers au coût amorti (Note 6)- Titres de créance								
Prêts et avances aux banques centrales		16 030	38 502	38 502			93 034	4,98 %
Prêts et avances aux établissements de crédit								
Prêts et avances aux clients	176 476	91	51	502	1 715	444	179 279	1,50 %
	2 785 963	16 121	38 553	39 004	1 715	444	2 881 800	
Passif :								
Passifs financiers au coût amorti (Note 13)-								
Dépôts auprès d'établissements de crédit	556 492						556 492	0,12 %
Dépôts des clients	1 228 335						1 228 335	0,00 %
Autres passifs financiers	410 583	152 975	759	4 329	10 947	575	580 168	0,12 %
	2 195 410	152 975	759	4 329	10 947	575	2 364 995	

Ce tableau, établi conformément à la législation applicable à la Banque, ne reflète pas la position de liquidité de la Banque puisqu'il considère les dépôts à vue et les autres dépôts de la clientèle comme n'importe quel autre passif, alors que leur stabilité est une caractéristique typique de la banque commerciale. Compte tenu de cet effet, les différences entre l'actif et le passif pour chacune des périodes d'échéance se situent dans des seuils raisonnables au regard du volume d'activité géré, et les administrateurs n'envisagent pas de problèmes de liquidité ou de stress pour la Banque.

25. Transactions avec des parties liées

a) Transactions avec des entreprises liées

Le détail des soldes les plus significatifs de la Banque aux 31 décembre 2025 et 2024 et des résultats des transactions effectuées au cours de ces années avec ses entreprises apparentées est le suivant :

<i>Milliers d'euros</i>				
	2025		2024	
	Actionnaires	Entités du Groupe Allfunds	Actionnaires	Entités du Groupe Allfunds
Actif :				
Dépôts auprès d'établissements de crédit	140 012		106 858	
Prêts et avances aux établissements de crédit	102 500		10	
Prêts et avances aux clients	832	1 044	1 112	31 235
Instruments de capitaux propres		27		27
Immobilisations incorporelles (*)	142 720		165 805	
Actifs fiscaux		54		
Autres actifs	2 183		2 926	
Passif :				
Dépôts auprès d'établissements de crédit	79 753		58 42	
Autres passifs financiers		4 450		3 688
Négociation de produits dérivés				
Autres passifs	1 546	11 060	1 077	(1 173)
Capitaux propres :				
Dividendes intérimaires	(72 000)		(55 500)	
Contribution aux réserves	6 156		8 249	
Profits et pertes :				
Débit				
Charges d'intérêts				
Frais de commissions	236		459	
Autres charges administratives	1 419	—	1 026	
Frais de personnel	6 156	—	8 249	
Amortissements	23 085	—	23 076	
Dépréciation des actifs financiers	—	—		
Crédit-				
Produits d'intérêts	—	426		250
Revenus de dividendes	—	—		
Revenus de commissions	31 574	—	32 31	
Autres produits d'exploitation	470	2 848	545	805

(*) Il s'agit principalement d'actifs incorporels résultant d'opérations avec le Groupe BNP.

b) Transactions avec les membres du conseil d'administration et les cadres supérieurs de la Banque

Certains employés de la Banque ont investi dans le Management Equity Plan de LHC Manco Limited. Ensemble, les employés, par l'intermédiaire de LHC Manco Limited, détiennent indirectement 0,292 % d'Allfunds Bank S.A.U. Ces employés ont acquis des actions de LHC Manco Limited volontairement et à leur juste valeur, sous réserve d'une série de conditions limitant la capacité de les céder et leur prix de cession.

Les actions ayant été émises et acquises à leur juste valeur marchande, il n'y a pas eu de différence entre la valeur reçue par l'employé et la valeur payée par l'employé. Par conséquent, aucune dépense n'a été comptabilisée dans ces états financiers.

Les informations relatives à la rémunération des membres du Conseil d'administration et des cadres supérieurs de la Banque sont détaillées dans la Note 4.

26. Juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition suivante, par catégorie d'actifs et de passifs financiers, de la juste valeur des instruments financiers de la Banque aux 31 décembre 2025 et 2024 :

	Milliers d'euros			
	2025		2024	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers :				
Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	2 509 242	2 509 242	2 609 487	2 609 487
Actifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés	1 347	1 347	927	927
Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	9 796	9 796	11 235	11 235
Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance	72 907	72 966		
Actifs financiers au coût amorti - Prêts et avances	662 097	662 109	272 313	275 338
	3 255 389	3 255 460	2 893 962	2 896 987
Passifs financiers :				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés	764	764	1 896	1 896
Passifs financiers au coût amorti	2 816 587	2 816 587	2 364 995	2 364 995
	2 817 351	2 817 351	2 366 891	2 366 891

La méthodologie utilisée pour calculer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers est la suivante :

– Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue : concernent des actifs financiers convertibles en espèces sur demande et, par conséquent, leur juste valeur a été considérée comme coïncidant avec leur valeur comptable.

– Produits dérivés de transaction (actifs et passifs) : la juste valeur des produits dérivés de transaction a été obtenue en actualisant les flux de trésorerie estimés sur la base des courbes à terme des sous-jacents respectifs, cotées sur le marché.

– Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat : le montant comptabilisé dans cette rubrique concerne des instruments de capitaux propres non cotés sur des marchés organisés et pour lesquels aucune autre référence valable pour l'estimation de la juste valeur n'était disponible, en conséquence de quoi la Banque les a comptabilisés au coût dans le bilan puisqu'il n'était pas possible d'estimer leur juste valeur de manière fiable. Dans ces cas, la Banque a estimé la dépréciation potentielle de ces instruments sur la base des capitaux propres de l'entreprise détenue, corrigés du montant des plus-values latentes existant à la date de l'évaluation.

– Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance : pour obtenir la juste valeur, le modèle de la valeur actualisée a été utilisé, qui actualise les flux futurs en utilisant des taux fondés sur des données de marché observables directement ou indirectement.

– Actifs financiers au coût amorti - Prêts et avances : la juste valeur des actifs financiers au coût amorti a été obtenue en utilisant le modèle de la valeur actualisée, qui actualise les flux de trésorerie futurs en utilisant des taux d'intérêt basés sur des données de marché directement ou indirectement observables pour calculer le taux d'actualisation.

– Passifs financiers au coût amorti - Prêts et avances : il s'agit de passifs financiers au coût amorti à un taux d'intérêt minimum et dont l'échéance est principalement inférieure à un an et, par conséquent, il a été considéré que leur juste valeur coïncidait avec leur valeur comptable puisqu'il n'y avait pas de différences significatives.

Conformément à la législation applicable, voici certaines informations concernant la classification des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon les définitions suivantes :

– Niveau 1 : instruments financiers dont la juste valeur a été déterminée par référence aux prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs, sans apporter de modifications à ces actifs.

– Niveau 2 : instruments financiers dont la juste valeur a été estimée par référence à des prix cotés sur des marchés organisés pour des instruments similaires ou en utilisant d'autres techniques d'évaluation dans lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché directement ou indirectement observables.

– Niveau 3 : instruments dont la juste valeur a été estimée à l'aide de techniques d'évaluation dont l'une ou l'autre des données importantes ne repose pas sur des données de marché observables.

Le détail des instruments financiers détenus par la Banque aux 31 décembre 2025 et 2024 selon le procédé d'évaluation à la juste valeur est le suivant :

	Milliers d'euros					
	31-12-2025			31-12-2024		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers :						
Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	2 509 242			2 609 487		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés		1 347				
Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		9 796			927	
Actifs financiers au coût amorti - Titres de créance		72 966				
Actifs financiers au coût amorti - Prêts et avances			662 109		11 235	275 338
	2 509 242	84 109	662 109	2 609 487	12 162	275 338
Passifs financiers :						
Passifs financiers détenus à des fins de transaction - Produits dérivés		764	2 816 587		1 896	2 364 995
Passifs financiers au coût amorti	—	764	2 816 587	—	1 896	2 364 995

27. Gestion des risques

a) Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit est l'éventualité d'une perte résultant de l'incapacité des clients ou des contreparties à s'acquitter de leurs obligations de paiement envers la Banque. Plus précisément, l'exposition concerne principalement des institutions réglementées (qui sont les seuls clients autorisés de la Banque) auxquelles la Banque a accordé des lignes de crédit liées au règlement d'opérations de courtage.

Afin de gérer et de contrôler ce risque, l'Unité de contrôle des risques a mis en place un système de limites de découvert par contrepartie, basé sur une méthodologie interne d'attribution de notes qui aboutit à une probabilité de défaut pour chaque contrepartie. Cette probabilité attribuée est revue et mesurée au moins une fois par an, afin que les limites puissent être adaptées au profil de risque de chaque client.

Les limites de contrepartie sont contrôlées par un système intégré fonctionnant en temps réel, ce qui permet à la Banque de connaître à tout moment la ligne de crédit non utilisée pour chaque contrepartie.

Comme on peut le voir dans les sections suivantes de la présente note et dans les différentes sections de ces annexes aux états financiers, aux 31 décembre 2025 et 2024, les principales positions d'actifs détenues par la Banque concernent celles détenues auprès d'institutions financières de l'Union européenne et les soldes de nature éminemment temporaire associés à son activité, les soldes non performants (dépréciés) représentant 0,49 % et 0,42 %, respectivement, de ses actifs aux 31 décembre 2025 et 2024 et le ratio de couverture à ces dates étant de 64 % et 71 %, respectivement.

Compte tenu des activités qu'elle exerce, la Banque n'accorde pas de financement pour la construction et la promotion immobilière, ni de financement aux ménages pour l'achat d'un logement.

En 2025 et 2024, ainsi qu'au cours des années précédentes, la Banque n'a procédé à aucune renégociation ou restructuration significative de ses soldes débiteurs, tels que ces termes sont définis dans la législation applicable.

b) Exposition au risque de règlement

Le risque de règlement est le risque découlant de l'inexécution ou du défaut de règlement des transactions par les contreparties.

La Banque a élaboré une procédure pour limiter et calculer l'exposition au risque de règlement par contrepartie, en établissant des alertes et des indicateurs de consommation comme limites conformément à la méthodologie interne décrite ci-dessus. Le contrôle est effectué par l'Unité de contrôle des risques. Des procédures automatiques de livraison contre paiement (ordre collatéralisé) sont également mises en place pour les contreparties identifiées comme sensibles par le Comité des risques de la Banque.

c) Exposition au risque de taux d'intérêt

La Banque n'a pas d'exposition significative à ce risque car ses principaux agrégats de bilan sont soit à vue, soit à échéance à court terme et l'équilibre entre l'actif et le passif est parfait, ce qui signifie que l'exposition au risque de taux d'intérêt est pratiquement nulle.

d) Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Banque ne dispose pas de liquidités suffisantes pour honorer ses engagements de paiement. En raison de la nature du modèle d'entreprise de la Banque, qui agit en tant qu'intermédiaire dans l'achat et la vente de fonds d'investissement avec règlement au moment du paiement, dans le cadre duquel les clients déposent des fonds sur des comptes courants, et compte tenu du fait que la Banque conserve ces fonds sur des comptes très liquides tels que la facilité de dépôt de la Banque centrale européenne, les comptes de correspondants et les dépôts monétaires à court terme, l'exposition de la Banque au risque de liquidité est considérée comme étant faible. A titre d'exemple, et comme indiqué dans la Note 24 des présents comptes annuels, la Banque s'acquittera de ses engagements de paiement dus dans un délai inférieur à un mois en utilisant des soldes sur demande.

Le Conseil d'administration de la Banque a établi des critères prudents pour la gestion et la dilution des pertes liées au risque de liquidité. La gestion du risque de liquidité est dûment instrumentée et documentée, et elle est également pleinement conforme à la législation applicable en matière de liquidité. La Banque prépare périodiquement divers rapports réglementaires relatifs à la liquidité, tels que les états LQ, le ratio de couverture de la liquidité (LCR), le ratio de financement net stable (NSFR) et les paramètres supplémentaires de surveillance de la liquidité (ALMM), ainsi que les tests de résistance de la liquidité dans le cadre du processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (ICLAAP), afin de mesurer l'adéquation des fonds propres et de la liquidité de la Banque à l'exercice de son activité dans des conditions de marché normales et dans des situations de crise.

En complément du suivi effectué par l'Unité de Contrôle des Risques, le Département Règlement du Domaine Transactions effectue un suivi permanent des processus de règlement des ordres dans chacune des devises dans lesquelles la Banque opère, assurant ainsi un double contrôle des liquidités de la Banque.

e) Exposition au risque opérationnel

Le risque opérationnel est défini comme « le risque de perte résultant de déficiences ou de défaillances des processus internes, des ressources humaines ou des systèmes, ou résultant de causes externes ». Ce risque est lié à des événements de nature purement opérationnelle, ce qui le différencie du risque de marché ou de crédit.

L'objectif de la Banque en matière de contrôle et de gestion du risque opérationnel est d'identifier, de prévenir, de mesurer, d'atténuer et de surveiller ce risque. La priorité est donc d'identifier et d'éliminer tout groupe de risques opérationnels.

Afin de réduire ce risque, les principaux processus opérationnels sont analysés périodiquement. Ces processus sont contenus dans des manuels de procédures et comprennent les mesures nécessaires pour effectuer un contrôle opérationnel complet.

En tant que mécanisme supplémentaire d'atténuation du risque opérationnel, la Banque détient des polices d'assurance renouvelables annuellement qui offrent une couverture contre les pertes résultant d'événements liés au risque opérationnel. Ces politiques couvrent les domaines suivants :

- Malhonnêteté des employés,
- Responsabilité professionnelle,
- Cybersécurité et ransomware,
- Dommages matériels et responsabilité civile,
- Responsabilité civile des dirigeants et administrateurs (D&O).

f) Exposition à d'autres risques de marché

Outre les risques susmentionnés, la Banque est exposée au risque structurel de taux de change découlant de ses transactions en devises. Ce risque est suivi et géré quotidiennement et l'impact sur le compte de résultat est limité par la fixation de limites maximales d'exposition et l'application ultérieure de procédures visant à garantir que ces limites ne sont pas dépassées, ainsi que par l'utilisation de couvertures. Cette fonction est partagée entre les domaines de la finance et de la gestion des risques.

g) Concentration des risques

Ci-après le détail, aux 31 décembre 2025 et 2024, des informations sur la concentration des risques, ventilées par zone géographique et secteur d'activité des contreparties de la Banque à ces dates, qui comprend les postes « Trésorerie, soldes de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue » (à l'exception de la trésorerie), « Actifs financiers détenus à des fins de transaction », « Actifs financiers non désignés à des fins de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat » et « Actifs financiers au coût amorti ».

31 décembre 2025

	Milliers d'euros				
	Espagne	Autres pays de l'UE	Amérique	Reste du monde	Total
Banques centrales et établissements de crédit	79 534	2 073 913	153 660	608 137	2 915 244
Secteur public Administration centrale	47 754	25 153			72 907
Autres institutions financières	7 786	197 286	5 625	53 768	264 465
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels	929	460	14	360	1 763
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>	929	460	14	360	1 763
Autres ménages et ISBLSM (*) -	959			50	1 009
<i>Prêts à la consommation</i>	959			5	1 009
<i>Autres objectifs</i>					
Total	136 962	2 296 812	159 299	662 315	3 255 388

(*) ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.

31 décembre 2024

	Milliers d'euros				
	Espagne	Autres pays de l'UE	Amérique	Reste du monde	Total
Banques centrales et établissements de crédit	396 386	1 842 390	154 654	307 319	2 700 749
Secteur public Administration centrale					
Autres institutions financières	23 777	107 052	4 906	54 653	190 389
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels	959	492	12	395	1 858
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>	959	492	12	395	1 858
Autres ménages et ISBLSM (*) -	931			31	962
<i>Prêts à la consommation</i>	931			31	962
<i>Autres objectifs</i>					
Total	422 053	1 949 934	159 572	362 398	2 893 958

(*) ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.

31 décembre 2025

	Milliers d'euros				
	Pays basque	Cantabrie	Catalogne	Madrid	Total Espagne
Banques centrales et établissements de crédit		4 068	2	75 464	79 534
Secteur public Gouvernement central				47 754	47 754
Autres institutions financières				7 786	7 786
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels				929	929
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>				929	929
Autres ménages et ISBLSM (*) -				959	959
<i>Prêts à la consommation</i>				959	959
<i>Autres objectifs</i>					
	—	4 068	2	132 892	136 962

(*) ISBLSM : Institutions à but non lucratif au service des ménages.

31 décembre 2024

	Milliers d'euros				
	Pays basque	Cantabrie	Catalogne	Madrid	Total Espagne
Banques centrales et établissements de crédit	6	18 169	77 008	301 203	396 386
Secteur public Gouvernement central					
Autres institutions financières				23 777	23 777
Sociétés non financières et entrepreneurs individuels				959	959
<i>Autres objectifs - PME et entrepreneurs individuels</i>				959	959
Autres ménages et ISBLSM (*) -				931	931
<i>Prêts à la consommation</i>				931	931
<i>Autres objectifs</i>					
	6	18 169	77 008	326 870	422 053

(*) ISBLSM : Institutions à but non lucratif au service des ménages.

Annexe I

Investissements dans des filiales indirectes, des coentreprises et des entreprises associées

Nous présentons ci-dessous le détail des pourcentages de participation indirecte et d'autres informations pertinentes concernant ces entités au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024 :

31 décembre 2025

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Participation au capital	Milliers d'euros			
				Données de l'entreprise détenue (*)			Valeur comptable nette
				Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice /perte	
Mainstreet Capital Partners Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	87	8 904	(3 759)	87
Allfunds Tech Solutions France	France	Activités de programmation informatique	100 %	328	665	(243)	748
Allfunds Tech Solutions Germany GmbH	Allemagne	Activités de programmation informatique	100 %	125	(135)	(290)	(300)
Allfunds Tech Solutions Sweden AB	Suède	Activités de programmation informatique	100 %	14	41	(126)	(71)
Allfunds Tech Solutions Switzerland AG	Suisse	Activités de programmation informatique	100 %	1 680	1 271	(1 686)	1 265
Allfunds Tech Solutions UK Limited	Royaume-Uni	Activités de programmation informatique	100 %	207	1 145	22	1 383
Mainstreet Analytics Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	143	112	(49)	143

(*) Les états financiers de ces entités pour 2025 n'ont pas encore été approuvés par leur actionnaire. Toutefois, les administrateurs de la Banque considèrent que les états financiers susmentionnés seront approuvés sans modification.

31 décembre 2024

Nom de la Société	Site/Siège social	Secteur d'activité	Participation au capital	Milliers d'euros			
				Données de l'entreprise détenue (*)			Valeur comptable nette
				Capital social	Bénéfices non distribués et primes d'émission	Bénéfice/ perte	
Allfunds Data Analytics Limited	Royaume-Uni	Fournisseur de solutions de programmation informatique et de données	100 %	216	204	113	216
Mainstreet Capital Partners Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	87	11 414	(2 510)	87
Allfunds Tech Solutions France	France	Activités de programmation informatique	100 %	328	237	428	992
Allfunds Tech Solutions Germany GmbH	Allemagne	Activités de programmation informatique	100 %	125	(66)	(69)	(10)
Allfunds Tech Solutions Sweden AB	Suède	Activités de programmation informatique	100 %	14	279	(238)	55
Allfunds Tech Solutions Switzerland AG	Suisse	Activités de programmation informatique	100 %	1 680	(775)	(591)	315
Allfunds Tech Solutions UK Limited	Royaume-Uni	Activités de programmation informatique	100 %	207	1 158	(12)	1 285
Mainstreet Analytics Limited	Royaume-Uni	Services de conseil en matière d'ESG	65 %	151	112	7	151

Annexe II

Répartition des soldes libellés en devises étrangères

Nature des soldes en devises étrangères	Valeur équivalente en Milliers d'euros			
	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Actifs	Passif	Actifs	Passif
Solde en dollars américains			144 401	
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	319 586		1 502	
Actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-		425 774 481	
Actifs financiers au coût amorti	413 637 3 028			
	240		213	
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées	5	-	2	-
Immobilisations corporelles	118	-	(1)	-
Immobilisations incorporelles	16 792	-	17 254	-
Actifs fiscaux				
Autres actifs	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti				(460 437)
Autres passifs	-	(540 359)	-	(2 874)
Soldes en livres sterling	753 406	(540 359)	589 626	(463 311)
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	102 572		-	
Actifs financiers non négociés obligatoirement à la juste valeur par le biais du compte de résultat	8 186		8 123	
Actifs financiers au coût amorti	7 255 1		112 335	
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées	1 047		1	
Immobilisations corporelles	1 650	-	1 184	
Immobilisations incorporelles	2 916	-	-	-
Actifs fiscaux	5 600	-	1 938	-
Autres actifs	-	-	5 073	-
Passifs financiers au coût amorti		(101 371)		-
Provisions	-	(86)	-	
Obligations fiscales		(908)	-	(95 215)
Autres passifs	-	(1 732)		(7 770)
Soldes en francs suisses	1 29 227	(104 097)	128 654	(102 985)
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières	87 404 1 061		32 909	
Actifs financiers au coût amorti	1 634		26 013	
Immobilisations corporelles	14 951	-	2 116	-
Actifs fiscaux	817	-	9 265	-
Autres actifs	-	-	2 795	-
Passifs financiers au coût amorti				
Obligations fiscales	-	(37 749)	-	(24 703)
Autres passifs	-	(4 589)	-	(3 900)
Soldes en couronnes suédoises :	105 867	(42 338)	73 098	(28 603)
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières		-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	19 138	-	14 878	
Immobilisations corporelles		-	5	-
Immobilisations incorporelles	18 847	-	9 204	-
Actifs fiscaux	7 817 1 455	-	1 338	-
Autres actifs	1 950	-	2 482	-
Passifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
Obligations fiscales		(29 477)	-	(6 792)
Autres passifs		(475)		(368)
Soldes en autres devises :	49 207	(30 667)	27 907	(7 868)
Trésorerie et soldes de trésorerie avec les banques centrales et autres institutions financières			71	
Actifs dérivés		-	20	
Actifs financiers au coût amorti		-	108 831	
Investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées			13 083	-
Immobilisations corporelles	85 816	-	1 742	-
Immobilisations incorporelles	17 31 974 16 4			
	60	-	-	
Actifs fiscaux	1 339 537	-	2 080	-
Autres actifs	2 442 334	-	1 861	-
Passifs de dérivés	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti				
Obligations fiscales		(4) (77 471)		(9) (83 230)
	-	(111)	-	(13)
Autres passifs	-	(3 070)	-	(3 207)
Total des soldes de devises	1 176 626	(798 117)	946 163	(689 226)

Rapport bancaire annuel

Ces informations ont été préparées conformément à l'Article 89 de la Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la Directive 2002/87/CE et abrogeant les Directives 2006/48/CE et 2006/49/CE (communément appelée CRD IV) et sa transposition en droit interne espagnol conformément à l'Article 87 et à la Disposition transitoire douze de la Loi 10/2014, du 26 juin, relative à la réglementation, à la surveillance et à l'adéquation des fonds propres des établissements de crédit, publiée au Journal officiel de l'Etat du 27 juin 2014.

En application de l'Article précité, à partir du 1^{er} janvier 2015, les établissements de crédit doivent pour la première fois publier, en précisant par pays où ils sont établis, les informations suivantes sur une base consolidée pour le dernier exercice complet :

a. Nom, nature et localisation géographique de l'activité.

b. Chiffre d'affaires.

c. Nombre de salariés en équivalent temps plein.

d. Bénéfice avant impôts.

e. Impôt sur le revenu.

f. Subventions ou aides publiques reçues.

Conformément à ce qui précède, Allfunds Banks, S.A.U. (la « Banque ») fournit par la présente les informations requises mentionnées ci-dessus.

Nom, nature et localisation géographique de l'activité.

- Ces informations sont disponibles dans les Notes 1 et 7 des présents états financiers d'Allfunds Bank S.A.U., pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 et les exercices précédents, qui donnent des détails sur les sociétés qui opèrent dans chaque juridiction, y compris leur nom, leur emplacement géographique et la nature de leur activité, entre autres choses. Ces comptes annuels sont accessibles au public sur le site Web de la Banque à l'adresse suivante :

<https://www.allfundsbank.com/lr/web/public/company-information>

Comme le montrent les informations ci-dessus, la principale activité exercée par le groupe Allfunds Bank dans les différentes juridictions où il opère est la fourniture de services d'investissement et, plus précisément, la commercialisation de parts/actions d'organismes de placement collectif.

- Les informations correspondant au chiffre d'affaires et au nombre de salariés en équivalent temps plein sont présentées ci-dessous, accompagnées de quelques notes explicatives sur la base de présentation de ces informations :

Compétence	Millions d'euros	Nombre de salariés en équivalent temps plein
	Chiffre d'affaires	
Chili		4
Colombie		3
Singapour	15	24
Espagne	268	499
Italie	251	112
Luxembourg	85	26
France	37	13
Pologne	13	140
Royaume-Uni	48	47
Suisse	55	26
Suède	7	8
Etats-Unis d'Amérique		3
Total	779	905
Ajustements d'intégration	(128)	
Allfunds Bank S.A.U.	651	

Aux fins du présent rapport, le chiffre d'affaires est considéré comme le revenu brut, tel qu'il est défini et présenté dans le compte de résultat qui fait partie des états financiers d'Allfunds Bank S.A.U..

Les données sur le chiffre d'affaires par pays, présentées dans le tableau précédent, ont été obtenues à partir des registres comptables statutaires pour 2025 de la Banque avec la localisation géographique correspondante et ont été converties en euros.

Les « ajustements d'intégration » dans le tableau ci-dessus comprennent les ajustements nécessaires pour convertir les informations agrégées ci-dessus en informations sur la Banque et comprennent donc des ajustements pour l'uniformité et pour éliminer les transactions entre les succursales de la Banque.

Le nombre de salariés en équivalent temps plein a été obtenu à partir des effectifs de chaque entreprise/pays à la fin de l'année 2025.

Le compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 comprend un bénéfice avant impôt pour Allfunds Bank S.A.U. de 98 millions d'euros et un impôt sur le revenu de 85 millions d'euros :

Compétence	Millions d'euros	
	Bénéfice avant impôt	Impôt sur le
Espagne	(105)	(24)
Italie	144	(53)
Luxembourg	42	(10)
Royaume-Uni	(3)	(4)
France	(5)	
Pologne		
Singapour	5	
Suisse	42	6
Suède	1	
Total	121	(85)
Ajustements de consolidation	(23)	
Groupe bancaire consolidé Allfunds	98	

Au 31 décembre 2025, la rentabilité des actifs (ROA) du Groupe était estimée à 0,31 %.

Allfunds Bank, S.A.U.

Rapport des administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

Allfunds Bank, S.A.U.

Les états financiers d'Allfunds Bank, S.A.U. (ci-après, « la Banque ») pour l'exercice 2025 comprennent le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, l'état des variations totales des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les Notes. Ces états financiers ont été vérifiés par Ernst & Young (EY), S.L. Le rapport de gestion ci-joint résume les principales caractéristiques des performances de la Banque et met en évidence les perspectives les plus pertinentes.

Rapport des administrateurs pour 2025

Au cours de l'exercice 2025, le bénéfice net de la Banque s'est élevé à 13 102 milliers d'euros, soit une hausse de 128,80 % par rapport à l'exercice précédent, principalement due à la dépréciation de l'activité Investlab comptabilisée en 2024. Au sein des produits, les commissions nettes — qui constituent la composante la plus importante — ont augmenté de 6,57 % par rapport à l'exercice 2024.

La répartition, par zone géographique, des positions des clients au 31 décembre 2025 est la suivante :

Zone géographique	Millions d'euros
Europe continentale, à l'exception de l'Espagne et du Portugal	1 172 132
Espagne et Portugal	266 928
Royaume-Uni et Irlande	197 478
Amérique	44 693
Moyen-Orient, Asie et Océanie	74 920

Environnement économique

En 2025, l'économie mondiale a maintenu un rythme de croissance modéré dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques persistantes, le ralentissement du commerce international et la transition vers des politiques monétaires progressivement moins restrictives. Selon les dernières projections du FMI, la croissance mondiale s'est établie à environ 3 %, ce qui témoigne de la résilience dont a continué de faire preuve l'économie malgré un contexte international marqué par un niveau élevé d'incertitude. L'inflation mondiale a poursuivi sa tendance à la baisse, bien qu'avec des disparités régionales notables, ce qui a entraîné des divergences dans l'orientation de la politique monétaire des grandes économies.

Dans la zone euro, l'activité économique a montré des signes de stabilisation après le ralentissement observé à la fin de l'année 2024. Les projections de la BCE laissent entrevoir une économie plus résistante que prévu initialement, soutenue par un ralentissement de l'inflation et une reprise progressive de la demande intérieure. La croissance du PIB est toutefois restée modérée, freinée par la faiblesse du commerce extérieur et les incertitudes liées aux conflits géopolitiques, même si une amélioration progressive a été observée à mesure que les conditions financières se normalisaient.

En Espagne, la dynamique économique a continué de surpasser celle de la zone euro dans son ensemble. Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance du PIB devrait s'établir à environ 3 % en 2025, grâce à la bonne santé du marché du travail, à la reprise des salaires réels et au rebond des investissements. Malgré tout, la contribution du secteur extérieur a été plus modérée en raison du ralentissement de la demande de la part des principaux partenaires commerciaux et de la normalisation du tourisme. L'inflation a continué de se rapprocher de niveaux proches de 2 %, dans un contexte d'apaisement des tensions liées à l'énergie.

Aux Etats-Unis, l'économie a continué d'afficher une croissance solide, bien qu'à un rythme plus modéré qu'en 2024, dans un contexte de normalisation de la consommation privée et de léger ralentissement du marché du travail. L'inflation a continué de se rapprocher de l'objectif de 2 %, ce qui a permis à la Réserve fédérale d'entamer un processus progressif d'assouplissement monétaire. Toutefois, les risques liés à l'important déficit budgétaire et aux tensions commerciales avec certains partenaires stratégiques ont persisté.

En Asie, la croissance a continué d'être tirée par les économies émergentes de la région, même si elle a légèrement ralenti par rapport à l'exercice précédent. La Chine a maintenu une croissance comprise entre 4,5 % et 5 %, freinée par des facteurs structurels tels que la faiblesse du secteur immobilier et le ralentissement de la consommation intérieure. Les autres économies d'Asie de l'Est et du Pacifique ont affiché des résultats contrastés, influencés par l'évolution du commerce mondial.

A l'horizon 2026, les perspectives économiques mondiales continueront d'être façonnées par un contexte géopolitique particulièrement complexe. L'escalade du conflit en Iran pourrait continuer à exercer une pression à la hausse sur les prix du pétrole et à accroître la volatilité des marchés de l'énergie, avec des répercussions potentielles sur l'inflation et les coûts de production à l'échelle mondiale. A cela s'ajoute une intensification des tensions géoéconomiques, qui sont désormais l'un des principaux risques mondiaux à moyen terme, dans un contexte où de nombreux analystes prévoient un scénario économique marqué par des tensions géopolitiques accrues et des vulnérabilités macrofinancières croissantes. Les prévisions des organisations internationales laissent entrevoir un ralentissement de la croissance mondiale, sous l'effet de la fragmentation des échanges commerciaux, de la détérioration des relations entre les grandes puissances et des tensions persistantes au sein des chaînes d'approvisionnement. Même si l'inflation devrait continuer à baisser dans la plupart des régions, les incertitudes entourant l'évolution des prix de l'énergie et des denrées alimentaires resteront importantes. Dans ce contexte, l'économie mondiale abordera l'année 2026 en étant confrontée à des risques importants liés à la volatilité des marchés financiers et à la nécessité de renforcer la coopération internationale afin d'éviter que ces chocs n'entraînent une période prolongée de faible croissance.

Perspectives de croissance

Les dernières prévisions économiques laissent entrevoir un scénario de croissance modérée et relativement stable pour les années à venir, dans un contexte mondial toujours marqué par les tensions géopolitiques, la fragmentation des échanges commerciaux et la normalisation des politiques monétaires. La croissance mondiale devrait atteindre 3,3 % en 2026 et s'établir à un niveau légèrement inférieur, autour de 3,2 %, en 2027, conservant ainsi une trajectoire stable après les ajustements opérés ces dernières années.

En Espagne, les prévisions disponibles tablent sur une croissance du PIB d'environ 2,1 à 2,2 % en 2026, qui devrait ralentir pour s'établir à un niveau proche de 2 % en 2027. Ces résultats reflètent une économie qui continue de croître à un rythme supérieur à celui de la zone euro, soutenue par la vigueur du marché du travail et les investissements, bien que freinée par le ralentissement de l'environnement extérieur.

Dans la zone euro, les projections laissent entrevoir une amélioration progressive de la croissance, qui devrait s'établir à environ 1,2 à 1,3 % en 2026, avant de progresser légèrement pour atteindre environ 1,4 % en 2027, dans un contexte de reprise de la demande intérieure, d'assouplissement des conditions financières et de modération de l'inflation.

Aux Etats-Unis, l'économie devrait maintenir une croissance solide, bien que plus modérée, les estimations tablent sur une expansion d'environ 2,1 à 2,3 % en 2026 et d'environ 2,1 % en 2027, soutenue par une consommation privée résiliente et un marché du travail robuste.

En Asie, le dynamisme continuera d'être porté par les économies émergentes de la région, même si l'on observe une tendance à la modération. En ce qui concerne la Chine, les prévisions tablent sur une croissance de 4,4 % en 2026, qui devrait retomber à 3,8 % en 2027, reflétant les défis structurels auxquels le pays est confronté, notamment dans le secteur immobilier et en matière de demande intérieure. Dans l'ensemble de l'Asie de l'Est et du Pacifique, la croissance devrait s'établir à environ 4,1 % en 2026, ce qui permettra à la région de rester l'une des plus dynamiques au monde.

Dans l'ensemble, les perspectives pour 2026 et 2027 laissent entrevoir une reprise soutenue mais inégale, avec des disparités importantes entre les régions et des risques de ralentissement fortement liés à l'évolution des conflits géopolitiques, à la volatilité des marchés de l'énergie et à la fragmentation du commerce international. Ce scénario exigera une gestion prudente des risques macroéconomiques et financiers, en particulier pour les économies les plus exposées aux chocs extérieurs.

Performance des transactions

En 2025, nos principaux objectifs ont porté sur les points suivants :

- Nos clients continuent de renforcer notre position de leader du marché, tant en Europe qu'à l'échelle mondiale. Nous avons également réussi à attirer de nouveaux flux d'investissement et de nouveaux clients, en phase avec la croissance structurelle du marché. Nous entretenons des relations solides et durables avec nos clients, tout en élargissant et en développant notre gamme de produits afin de répondre à leurs besoins actuels. Cette année, nous avons intégré de nouveaux distributeurs et gestionnaires d'actifs, portant ainsi à 930 le nombre total de distributeurs et à 1 450 celui des gestionnaires d'actifs avec lesquels un accord mondial est en vigueur au 31 décembre 2025.

- En 2025, Allfunds a atteint un record historique de 1 760 milliards d'euros d'actifs sous gestion. Cette réussite s'explique par le développement continu de l'architecture ouverte et par une diversification stratégique qui a renforcé notre positionnement dans le secteur.

- La plateforme ETF est entrée en phase opérationnelle en 2026, marquant ainsi une étape stratégique importante pour Allfunds. Grâce à la forte demande émanant tant des émetteurs que des distributeurs, Allfunds est bien placée pour se développer rapidement et générer une croissance durable à long terme dans ce segment en pleine expansion. La plateforme est désormais accessible aux clients, et l'objectif principal pour 2026 est de continuer à améliorer les fonctionnalités afin de répondre pleinement à tous les besoins des clients.

- La division Allfunds Alternatives Solutions (AAS) — conçue pour offrir aux clients de la gestion de patrimoine un meilleur accès aux placements alternatifs et aux marchés privés — ainsi que la division Allfunds Private Partners (APP) continuent de gagner du terrain. APP travaille en collaboration avec certaines des plus grandes entreprises mondiales du secteur, qui considèrent Allfunds comme le partenaire idéal pour exploiter un important potentiel de croissance encore inexploité en Europe. APP a pour objectif de promouvoir, de faire connaître et de distribuer des produits relevant de cette classe d'actifs émergente à travers l'Europe.

- En ce qui concerne nos services numériques, à la suite de l'achèvement de la révision stratégique du Groupe, notre portefeuille présente désormais une proposition de valeur plus claire et mieux ciblée. Cette gamme élargie de solutions reflète une offre plus agile et davantage axée sur l'impact, ce qui renforce la valeur que nous apportons à l'ensemble de notre écosystème et nous permet de répondre aux besoins émergents avec plus de précision et à plus grande échelle.

- Notre plateforme continue de consolider sa position de leader incontesté en termes d'étendue et de diversité de ses services, s'imposant comme la référence d'excellence dans le secteur. Grâce à sa grande évolutivité et à ses investissements continus dans le développement de ses fonctionnalités, Allfunds est en mesure d'intégrer de nouveaux distributeurs à un coût marginal extrêmement faible.

Evolution des types d'entités

Les canaux de distribution dans lesquels la Banque opère sont un élément très important pour l'obtention de revenus de la part de la Banque :

- La distribution directe de fonds (détail et portefeuilles) représente 15,86 % contre 14,08 % en 2024.

- Les établissements de crédit et la banque privée représentent 46,79 % du volume total échangé par type de client, contre 47,70 % en 2024.

- Les entités d'assurance et les fonds de pension représentaient 19,53 % en 2025, contre 20,82 % en 2024.

- Les entités autres que celles-ci représentaient 17,82 % en 2025, contre 17,41 % du volume total négocié en 2024.

Bilan

Au 31 décembre 2025, les commissions à recevoir s'élevaient à 125 285 milliers d'euros, soit une hausse de 9,31 % par rapport à l'exercice 2024.

Au 31 décembre 2025, le total du bilan de la Banque s'élevait à 4 180 387 milliers d'euros, soit une augmentation de 5,88 % par rapport à la clôture de l'exercice 2024.

De la même manière que les années précédentes, les postes liés au solde des comptes (dépôts dans les établissements de crédit), sont ceux qui représentent le poids relatif le plus important de l'actif du solde. La position détenue sur ces comptes s'élève à 1 237 605 milliers d'euros, soit une augmentation de 12,91 % par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Les immobilisations incorporelles s'élevaient à 606 343 milliers d'euros, soit une baisse de 2,59 % par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Les immobilisations corporelles (mobilier, matériel informatique et installations), nettes d'amortissement, s'élèvent à 20 910 milliers d'euros, soit une augmentation de 6,41 %.

La Banque offre à ses clients la possibilité d'ouvrir des comptes courants en son sein, afin de leur fournir un meilleur service d'intermédiation dans l'achat et la vente d'actions et de participations dans des OPC. Le solde de ces comptes au 31 décembre 2025 s'élève à 2 153 420 milliers d'euros, soit une augmentation de 20,65 % par rapport à l'exercice précédent.

Revenus

Le bénéfice net de la Banque s'élevait à 13 102 milliers d'euros à la clôture de l'exercice, soit une hausse de 128,80 % par rapport au bénéfice comptabilisé à la fin de l'exercice 2024.

La marge d'intérêt nette a diminué de 22,69 % par rapport à 2024, pour s'établir à 77 931 milliers d'euros, grâce à la hausse des rendements induite par l'augmentation des taux d'intérêt.

Les revenus nets de commissions se sont élevés à 528 902 milliers d'euros, ce qui représente une augmentation de 6,57 % par rapport à 2024. En 2025, ce chiffre s'élève à 81 %, et en 2024 à 82 % ; il s'agit du pourcentage de la marge brute de la Banque attribué à ces chiffres.

Les frais administratifs, qui comprennent les frais de personnel et les autres frais administratifs généraux, s'élèvent à 225 063 milliers d'euros, soit 10,45 % de plus qu'en 2024.

Chiffres hors bilan

Comme les années précédentes, la principale activité de la Banque est la prestation de services de courtage dans la distribution d'OPC étrangers, qu'elle exerce sans prendre possession des actifs dans lesquels les investissements sont réalisés. Par conséquent, aucun des actifs des clients n'est comptabilisé dans le bilan de la Banque.

Le volume des actifs sous gestion des clients au 31 décembre 2025 s'élève à 1 756 151 millions d'euros, soit une hausse de 12,80 %.

Capital social et actions de trésorerie

Au 31 décembre 2025, le capital social de la Banque s'élevait à 81 048 milliers d'euros, représenté par 2 701 606 actions nominatives d'une valeur nominale de 30 euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

A ce jour, le propriétaire de la Banque est Liberty Partners, S.L.U.

Au cours de l'année 2025, aucune transaction n'a été effectuée sur des actions propres ou actions de trésorerie.

Politique de recherche et de développement

L'exercice 2026 sera principalement axé sur les trois domaines suivants :

- Durant l'exercice, la Société a continué à promouvoir des initiatives d'innovation visant à élargir l'accès aux solutions d'investissement et à améliorer l'efficacité opérationnelle grâce à la numérisation des processus. A cet égard, des progrès ont été réalisés pour élargir l'accès à un éventail plus large de gestionnaires d'actifs alternatifs et de fonds des marchés privés, parallèlement au développement d'une infrastructure entièrement numérique, sans papier et automatisée, conçue pour optimiser les processus d'intégration et les opérations courantes entre les distributeurs et les gestionnaires d'actifs.

- Des progrès ont également été réalisés dans le développement de nouvelles capacités technologiques appliquées à la distribution de produits financiers, avec l'achèvement réussi de la phase pilote d'un réseau de distribution d'ETF. Cette phase a permis de valider les fonctionnalités essentielles de la plateforme et de confirmer qu'elle était prête pour les étapes de déploiement suivantes. Ces évolutions contribuent à renforcer la connectivité entre les acteurs du marché et à améliorer l'efficacité opérationnelle dans la distribution des produits d'investissement.

- Enfin, des progrès significatifs ont été réalisés dans les domaines de la numérisation avancée et de la tokenisation, ce qui a permis d'accompagner diverses institutions dans différentes juridictions et de faciliter l'émission des premiers fonds tokenisés de manière native au Luxembourg et en Espagne. Au cours de l'exercice, des flux opérationnels entièrement numériques basés sur la blockchain ont été mis en place, des modèles automatisés permettant le traitement en mode « straight-through processing » (STP) de procédures traditionnellement manuelles ont été déployés, et l'écosystème d'entités connectées a été élargi, consolidant ainsi la position de la Société en tant qu'acteur de référence dans la modernisation et l'automatisation des processus de transfert et d'enregistrement.

Personnel

Les principales données à cet égard figurent dans la Note 22.1 des états financiers consolidés.

Politiques de gestion des risques financiers

Les principaux risques découlant de l'activité de la Banque sont les suivants : risque opérationnel, risque de liquidation, risque de liquidité, risque de crédit, risque d'intérêt et risque de marché. L'entité a mis en place une série de procédures pour identifier, évaluer, suivre, gérer, atténuer et valider ces risques qui répondent à l'aversion pour le risque établie par le Conseil d'administration de la Banque en tant qu'organe directeur suprême.

A cette fin, la direction générale met à la disposition de la Banque les ressources humaines et technologiques nécessaires pour développer les meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Les actions menées par la Banque en matière de gestion des risques sont décrites dans la Note 27 du Rapport sur les comptes annuels.

Perspectives

Les priorités de gestion du Groupe pour l'exercice 2026 sont les suivantes :

- Renforcer notre offre de valeur pour nos clients grâce au développement continu de solutions numériques innovantes, dans le but de consolider notre position de partenaire le plus fiable et le plus digne de confiance dans le secteur des fonds d'investissement.
- Continuer à accroître notre part de marché, en mettant particulièrement l'accent sur les nouveaux marchés sur lesquels le Groupe s'est implanté ces dernières années.
- Renforcer notre présence internationale en pénétrant de nouveaux marchés stratégiques.
- Continuer à intégrer de nouveaux gestionnaires d'actifs à notre plateforme, ce qui nous permet d'élargir et d'approfondir encore davantage notre offre.
- Maintenir l'efficacité opérationnelle et un service de haute-qualité, grâce à des investissements continus dans la plateforme afin de garantir des capacités et des normes de premier -ordre-.
- Evaluer les opportunités d'étendre notre présence mondiale et d'accéder à de nouveaux marchés présentant un fort potentiel de croissance.
- Monétiser Connect et le renforcer par des acquisitions ciblées. La part du chiffre d'affaires net générée par l'offre numérique devrait atteindre 30 % du chiffre d'affaires total à moyen terme.
- Renforcer l'offre en matière d'investissements alternatifs.
- Poursuivre l'initiative d'harmonisation des fonds.
- Mener la transformation grâce à la blockchain et attirer des actifs vers All Solutions, notre plateforme de conseil.
- Afin de maintenir son efficacité opérationnelle et la qualité de ses services, Allfunds continuera d'investir dans sa plateforme pour garantir l'excellence de ses capacités et de ses normes...

Environnement

Compte tenu des activités de la Banque, il n'y a pas d'implications environnementales à cet égard (voir la Note 1-f des états financiers).

Délai moyen de paiement aux fournisseurs

Le délai moyen de paiement des fournisseurs en 2025 était de 30 jours, ce qui était inférieur au délai maximum fixé par la législation applicable (voir la Note 13.3 des états financiers ci-joints).

Événements postérieurs à l'exercice de référence

Lors de sa réunion du 25 mars 2026, le Conseil d'administration de la Société, avant l'établissement des présents comptes annuels, a proposé à l'Actionnaire unique de procéder aux opérations suivantes sur les capitaux propres :

1. Le transfert de 40 millions d'euros du compte de prime d'émission vers les réserves volontaires librement distribuables.
2. La distribution de 160 millions d'euros imputée au compte de prime d'émission, ayant la nature juridique d'un remboursement d'apports, sans entraîner aucune modification du capital social.

Tout ce qui précède est subordonné à l'obtention de l'autorisation nécessaire de la Banque d'Espagne et à la vérification qu'il n'existe aucune restriction légale, réglementaire ou contractuelle s'opposant à l'opération, que l'intégrité du capital social et des fonds propres est préservée, et que les exigences prudentielles énoncées à l'Article 78 du CRR et dans le Règlement délégué (UE) n° 241/2014 sont respectées, y compris le maintien des exigences minimales de fonds propres, la couverture des volants combinés et l'absence d'incitations indues à la réduction des fonds propres.

Depuis le 31 décembre 2025 et jusqu'à la date d'établissement des présents comptes annuels, aucun événement postérieur significatif n'est survenu, à l'exception de ceux décrits ci-dessus et dans les Notes 1 et 9.

Rapport d'information non financière

Les informations non financières de la Banque et de ses filiales sont incluses dans le rapport de gestion consolidé de la société mère du groupe, Allfunds Group plc. Allfunds Group plc est une société domiciliée au Royaume-Uni, dont les actions sont admises à la négociation sur Euronext Amsterdam. La déclaration d'informations non financières de cette société et de son groupe pour l'exercice 2025, qui a été préparée conformément aux dispositions de l'Article 262 de la Loi espagnole sur les sociétés, est appelée Rapport ESG 2025 et est disponible sur son site web, www.allfunds.com.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège de la succursale, 18-20 Place de la Madeleine 75008 PARIS.